Suppléments Radio-Télévision/lle-de-France



15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR O QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14676 - 6 F

THE STATE OF THE S DIMANCHE 8 - LUNDI 9 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'Albanie en détresse

DERNIER pays d'Europe de l'Est à tenter de se débar-rasser du communisme, l'Albanie n'en finit pas de se débattre dans un cycle de crises à répétition de plus en plus graves et dont on entrevoit difficilement l'issue. Alors que la démocratie semble solidement installée de Sofia à Varsovie en passant par Prague ou Budapest, Tirana vit toujours au rythme des règlements de comptes, des manœuvres douteuses et, surtout, d'une absence totale de perspectives.

La démission, vendredi 6 décembre, du premier ministre Ylli Buffi, à qui le président Ramiz Alia a demandé de rester provisolrement en fonction, n'a fait qu'exacerber une crise politique ouverte par la démission de la coalition des ministres du principal parti d'opposition, le Parti démocratique, et le limogeage des ministres de l'autre formation non communiste, le Parti républicain. L'arrestation spectaculaire de Nedhmije Hodja, la veuve de l'ancien dictateur, longtemps réclamée par les responsables de l'opposition, n'a donc pas réusal à retenir ces derniers. La fragile coalition bâtie au lendemain des élections du printemps demier remportées par les communistes a donc éciaté.

Si un nouveau recours aux Surnes semble s'imposer, le prochain scrutin risque fort de se dérouler dans un climat passionnel, et tous les dérapages sont à craindre. Les partisans de l'ancien régime, encore puissants, ne se priveront pas de jeter de l'huile sur le feu, et les responsables de l'opposition semblent trop divisés et trop mai organisés pour ramener le calme dans les esprits. Autre risque : l'aggravation de la coupure du pays entre un Nord favorable à l'opposition et un Sud encore dominé par les anciens communistas. La ville de Shkoder (Nord-Ouest), où deux militants de l'opposition avaient été tués par la police en avril, ne se considère-t-eile pas déjà comme ne dépendant plus de

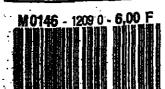
া গোলা ভিন্ন

and the second

1 1 2 1

Cette crise politique survient alors que l'économie du pays, qui est déjà la plus pauvre du continent, semble totalement dévastée. Le pain manque dans de nombreux villages et, dans la capitale, la police a dû protéger les magasins d'alimentation pour éviter qu'ils ne subissent l'assaut d'une population paniquée par les déclarations de plusieurs dirigeants seion lesqueiles les réserves de nourriture seraient épuisées dans la semaine. Et, de nouveau, se profile une nouvelle vague d'exode vers l'Italie ou la Grèce, bien que ces pays aient totalement fermé leurs fron-

CETTE accumulation de penuries et de tensions pourrait se traduire par une dan-gereuse fuite en avant nationa-liste, le rêve de la « Grande Albanie», habilement attisé par les anciens communistes. Les conditions de plus en plus injustes dans lesquelles vivent les quelque deux milions d'Albanais de rouche au Kosovo, sous la tutelle de la Serbie voisine, pourraient être un des thèmes les plus mobilisateurs d'une escalade sanglante et suicidaire. Enver Hodja, le fondateur de ce régime surde, a gagné son pari post-une : l'Albanie est toujours iso-



Washington décide des sanctions économiques contre les Républiques

L'armée fédérale a lancé une nouvelle offensive en Croatie

déclenché de violentes attaques d'artilierie, notamment contre Osijek (dans l'est) et Dubrovnik, dont le centre historique, selon plusieurs témoignages, a été touché par des tirs. a, pour sa part, décidé des sanctions écono-

La Croatie s'est de nouveau embrasée, ven- tions de l'ONU et de l'UNESCO. M. Bernard dredi 6 décembre, l'armée fédérale ayant Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, a accusé les troupes fédérales de se comporter ∉en conquérants». Washington Ces bombardements ont soulevé les protesta- miques contre l'ensemble de la Yougoslavie,

Personne, donc, ne s'apprête à

Une priorité pour les Douze

par André Fontaine

Maggie n'est plus là pour dranatiser les sommets européens. Même elle, pourtant, malgré la volupté gaullienne qu'elle éprouvait à dire non, savait faire in extremis les concessions nécessaires pour éviter une rupture dont, pas plus que ses onze pairs de la Commu-

nauté, elle n'envisageait sérieuse-ment de prendre la responsabilité. Le tempérament de John Major est aux antipodes. Il suffit de le regarder, avec son sourire de grand vendeur : il fait des affaires, pas la

Lire aussi

■ Le point de vue de Washington par ALAIN FRACHON

paga 3 ■ Un demi-siècle de controverses

par ANDRÉ PASSERON page 5

et commerce

européenne.

La Cing

diovisuel.

Un entretien

tivités locales.

Pearl-Harbor

le Monde »

Le Comité national d'éthique

s'oppose à une directive

dans le labyrinthe

Les dirigeants de la chafine

ont exposé leurs difficultés

au Conseil supérieur de l'au-

avec M. Paul Quilès

Le ministre de l'équipement

développe ses vues sur l'évolution de l'architecture,

le rôle de l'Etat et des collec-

Il y a cinquante ans

Les Américains commémo-

rent l'attaque de l'aviation

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, invité

> Le sommeire complet se trouve page 22

«Grand Jury RTL-

dimenche à 18 h 30.

pages 2 et 7

page 15

Sang

per JACQUES KERGOAT page 5

guerre. Et s'il hi arrive à l'occasion de camper sur ses positions, c'est outre-Manche: la «Dame de fer», dont la combativité n'a en rien sléchi, conserve des nostalgiques, et il fant les convaincre que son succes-

gagner les Pays-Bas avec l'intention parce que l'on va bientôt voter de casser. Ce qui veut très probablement dire que, purgés de toute aspérité, les textes adoptés par les Douze... ne casseront rien : chacun seur défend avec toute la vigueur y mettra du sien, et personne n'ira nécessaire les intérêts du royaume. à Canossa. Certes, on entendra A ce jeu, il hui arrive d'ailleurs de ensuite les cris de deux catégories marquer des points non négliges-bles : l'adjectif «fédéral», cher à dénonceront la trahison : dans un Jacques Delors, mais détestable aux cas, de la souveraineté nationale; oreilles des sujets de Sa Gracieuse Majesté, a disparu des documents dans l'autre, de l'idéal européen. préparés pour Maastricht.

Affaires de viol : la justice passe

Naguère les victimes n'osaient pas porter plainte. Désormais, elles le font,

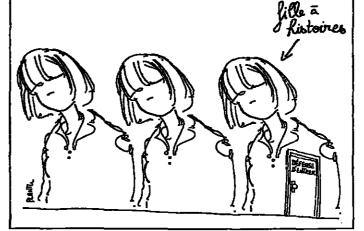
par Bertrand Le Gendre

Les plaintes pour viol ne cessent d'augmenter, de 62 % entre 1985 et 1990, Bientôt, les cours d'assises ne jugeront plus que cela. Déjà, certaines sont dans cette situation, comme dans la Creuse où, sur les quatre affaires examinées au mois de novembre, quatre concernaient des viols. La proportion

peut varier d'un département

à l'autre - 62 % en Charente entre 1989 et 1991, 27,8 % dans le Val-de-Marne cette année, - mais le phénomène est là qui reflète, sinon une augmentation des viols euxmêmes, du moins un spectaculaire changement de comportement. Alors qu'hier la honte et le silence prévalaient, les violé(e)s exigent de plus en plus souvent réparation.

Lire la suite page 14



Les Européens en quête de compromis

Le sommet de Maastricht pourrait marquer un tournant dans l'aventure communautaire

par Philippe Lemaître

Le président du Parlement européen proteste par avance, celui de la Commission européenne joue les Cassandre, la classe politique, comme l'opinion publique, se montre dubitative : tout porte à le croire, la réunion que tiendront les monétaire (UEM), l'autre sur militants. Comme le fut en 1985, l'union politique, – on n'assistera avec une belle absence de clair-

chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, lundi 9 et mardi de près ou de loin à la «naissance d'une nation» (1).

pas marquée par l'euphorie. Les compromis auxquels, dans construction européenne est une Contrairement aux espoirs qui la meilleure des hypothèses, paravaient pu naître, lorsque furent viendront les Douze, présenteront puisqu'elle doit constamment lancées, voici un an, les deux des épines pour tous et, c'est couru conférences intergouvernementales d'avance, seront immédiatement intérêts différents, ou souvent. qu'il s'agit maintenant de conclure dénoncés comme insuffisants par - l'une sur l'union économique et tout ce que l'Europe compte de

> voyance, l'Acte unique européen! Maastricht viendra sans doute démontrer une fois de plus que la L'Ecotais, Grasset.

concilier des sensibilités et des même, contradictoires, et qui réclame davantage de persévérance que d'enthousiasme

(I) Naissance d'une nation, de Yann de



Extraordinaire d'un Astrologue

dans Prague au XVII e siècle

Editions Olivier ORBAN_I

Un mélo flamboyant

L'opéra de Verdi «Luisa Miller» monté par Werner Schröter triomphe à Amsterdam

de notre envoyée spéciale

Soir de première survoltée. chanteurs ovationnés, chef et orchestre en gloire, sifflets immérités pour le metteur en scène : l'Opéra d'Amsterdam, épris d'au-daces depuis qu'il est dirigé par Pierre Audi, fait un tabac avec Luisa Miller de Verdi.

Le décor est un mot croisé. En I. horizontal, villageois et villageoises observent le drame en contrebas. En 1, vertical, ils prient, le dos courbé comme les paysans de Millet, ou se détour-nent dans un mouvement d'horreur sacrée.

Dans la colonne de droite, il y a des dames somptueusement enturbannées, couchées dans une humière dorée comme des courti-sanes : Delacroix. Tout le carré central, lui aussi partagé en

zones, coupé par un escalier en colimaçon, exhausse les protago-nistes selon leur classe sociale, selon leur état mental. Des élégantes descendent de leur empyrée pour ailer composer au milieu, sur fond de marine erisbleu, un tableau chic à la Monet. Une sorte de nymphéa descend en cascade à gauche.

En bas enfin, le vulgum pecus, archets en costume prussien alignés de travers, le dos courbé : la place leur est comptée comme à la base des retables primitifs. Plus bas encore - autant dire aux enfers, déjà, - les amoureux ago-nisent interminablement, un coup d'épée scelle le mélo. Le personnage dont le buste dépasse du sol s'appelle Wurm: le ver en alle-mand. Il rampe. C'est le

> ANNE REY Lire la suite page 17

HEURES LOCALES

lle-de-France : du complexe au rêve

■ Quel avenir pour la coopération interrégionale? ■ Minitels municipaux en panne m Tramway nouveau à Saint-Etienne.

A L'ETRANGER: Agérie, 4,50 DA; Maroc, 8 CH; Tuniele, 750 st; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Balgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilea/Régrico, 9 F; Côte-d'Noire, 455 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.B., 85 p.j. Grico, 220 DR; Irlande, 1,20 2; Iralia; 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Psys-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$i. Grico, 220 DR; Irlande, 1,20 2; Iralia; 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Psys-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$i. Grico, 220 DR; Irlande, 1,20 2; Iralia; 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Psys-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$i. Grico, 220 DR; Irlande, 1,20 Esc, 220 DR; Irlande, 1,20 Es

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15. RUE FALGUIERE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 208.806 F

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde ».

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du *Monde*. Le Monde-Entreprises.

15-17, rue du Colonel-Pierre-A 75902 PARIS CEDEX 15

Commission paritaire des journa et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE enselgnements sur les microfilms e index du Monde au (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS I, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

FRANCE	SUESSE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS rose commute CEE
460 F	572 F	790 F
890 F	1 173 F	1 560 F
1 629 F	2 086 F	2 968 F
	460 F 890 F	FRANCE BELGIQUE LUXEMR PAYS-BAS 460 F 572 F 890 F 1 123 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletin

accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

Prénom: Adresse :

Code postal: Localité : Pays:.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde Edité par la SARL Le Mondi

Comité de direction : acques Lesourne : gérant irecteur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Gultu

Daniel Vernet

des relations internat Anciens directeurs

Il y a cinquante ans

L'attaque japonaise sur Pearl-Harbor

ES événements les plus excer tionnels appellent les explications les plus paradoxales. Ouoi de plus spectaculaire que l'attaque, au matin du 7 décembre 1941, de l'escadre américaine du Pacifique, en partie concentrée à Pearl-Harbor, par quelque trois cent cinquante avions, bombar-diers, torpilleurs ou chasseurs qui, en deux vagues successives, décol-lent des six plus grands porte-avions de combat que compte alors la flotte japonaise? Tous les ingré-dients d'une grande séquence filmique s'y trouvent assemblés : l'ameur de l'attaque alors que l'état de guerre n'existe pas encore entre les pays qui s'affrontent, la virtuosité des pilotes qui se jouent des barrages et des contrôles et triomphent de cuirassés de plus de trente mille tonnes, la quasi-impunité de l'assaillant qui, au prix de pertes dérisoires, frappe partout et partout accumule des ruines fumantes dans le vacarme des explosions, et jusqu'aux stéréotypes nationaux qui soulignent la dupli-cité du Japon en rattachant Pearl-Harbor à l'assaut des torpilleurs de l'amiral Togo contre l'escadre russe de Port-Arthur, une nuit de février

Quoi de plus saisissant des lors que de prétendre qu'en fait, le Japon vient de tomber dans un piège tendu par le gouvernement americain, et que Roosevelt, afin de galvaniser son opinion publique avant d'entreprendre une croisade contre les puissances de l'Axe, a volontairement non seulement manœuvré habilement pour que les premiers coups de feu viennent du côté japonais, mais délibérément voné au massacre son escadre du Pacifique en la laissant exposée à Hawaii, privée des renseignements indispensables à sa défense? Et le paradoxe est poussé plus loin encore s'il peut être affirmé que c'est dans un ouvrage en langue anglaise écrit en 1925, The Great Pacific War: A History of the Ame-1931-1933 que les dirigeants mili-taires japonais avaient trouvé l'idée maîtresse d'une stratégie orientée vers la destruction de la puissance navale américaine dans le Pacifique central, et que l'auteur de ce roman d'anticipation, Hector C. Bywater, lui-même expert reconnu, avait su inspirer Yama-moto Isoroku, principal architecte de l'attaque de Pearl-Harbor, de la portée vitale de cette opération pour le déroulement ultérieur de la guerre.

Fatalité?

Qu'un fait soit paradoxal n'implique pas qu'il soit faux. Mais il comporte un risque de simplifica-tion qui conduit facilement à l'erreur. Le côté spectaculaire et prodigieusement exceptionnel de Pearl-Harbor masque la complexité de l'événement plutôt qu'il ne la

Et tout d'abord, si le Japon est l'agresseur, cette évidence suffit-elle à faire admettre une fois pour toutes la fatalité de cette guerre? Longtemps les historiens ont refusé de relativiser les faits réels en acceptant de les mettre en rapport avec les faits possibles. Mais depuis que leur attention se porte davantage sur les processus de décision, sur la situation des hommes d'Etat au milieu des forces prorondes, sur le jeu uta images, miroirs déformants qui intègrent l'erreur de jugement dans l'ensemble complexe de la réalité, la fatalité de l'événement ne peut forces profondes, sur le ieu des plus s'analyser selon une ligne

Comment comprendre, entre autres questions, la date tardive de l'attaque de Pearl-Harbor, six mois ou presque après l'invasion de la Russie par l'armée allemande, un an et demi après la campagne de France, plus de deux ans après l'occupation de la Pologne ? Le Japon a-t-il eu vraiment l'intention de participer d'une façon prémédi-tée, comme acteur à part entière, à la seconde guerre mondiale? Plu-sieurs années durant, n'a-t-il pas voulu plutôt l'exploiter sans risques majeurs? A partir de quand le gouvernement américain a-t-il jugé inutile de conserver une attitude actes sinon au plan des principes, vis-à-vis de l'expansion japonaise? Par quel enchaînement d'actions et de jugements, vrais ou erronés, un conflit si longtemps différé en est-il venu à être tenu pour inéluctable par l'assaillant, mais plus générale-ment par les deux adversaires ?

Pour qui regarde surtout l'aspect militaire de l'événement, comment oublier que six mois plus tard, à Midway, le 4 juin 1942, au cours d'une seconde opération visant elle



même amiral, Yamamoto Isoroku, avions, Nagumo, subissent une écrasante défaite, provenant, la ce que désormais les informations sont mieux maîtrisées par les Américains. Compte tenu de la capacité de production des Etats-Unis, l'initiative échappe pratiquement pour le reste de la guerre à la marine et à l'aviation japonaises. Décisive dans ces conditions, l'attaque du 7 décembre 1941 est-elle preuve indéniable d'une efficacité sans faille, ou, tout au contraire, projet limité, voire timoré, dans sa conception comme dans son exécution, produit batard de directions stratégiques contradictoires ? Là réside le second point central d'un réexamen de Pearl-Harbor.

La guerre du Pacifique a été considérée comme probable dès la fin de la guerre russo-japonaise. Le Japon se concoit comme une puissance en expansion et, dans l'ensemble de ses élites, le statu quo est synonyme de mort. Admirablement préparé par son héritage politique et culturel qui lui vaut de faire l'économie de luttes révolutionnaires et religieuses et de mêler compétition interne et rivalités

nation prompt à imiter ceux qui et le commandant des porte- existent en Europe, il ne peut concevoir l'expansion que sous la forme d'une conquete de terrides impérialismes, il se heurte très tot à la conception que les Etats-Unis tentent de faire prévaloir dans les relations internationales et qui vise à ne légitimer que les rapports commerciaux.

Emigration, suspicion

Latente sous la présidence de Taft, aggravée sous celle de Wilson, l'opposition des deux visions, pour radicale qu'elle soit, conduit cependant à un compromis en 1921-1922, lors de la conférence de Washington. Mais elle refait surface avec vigueur quand l'instabi-lité politique de la Chine et le renforcement de l'armée soviétique procurent au Japon motivations et opportunités. En fait, de 1937 à 1939, enlisée dans une vaine tenta-tive de conquête en Chine, violemment repoussée par l'armée rouge aux confins de la Mandchourie, l'expansion japonaise est de plus en plus marquée par les échecs. Et si la condamnation dans l'opinion

aussi l'archipel des Hawaii, le avec l'étranger, à devenir un Etat américaine est sans appel, c'est exclusivement sur le plan moral. Des sanctions économiques sont envisagées, non réalisées.

La question de l'émigration japoentre les deux pays, parce que rat-tachée au problème des conquêtes territoriales. Ni plus nombreux, ni mieux vus socialement que les immigrants chinois, les Japonais offrent cette particularité d'être tenus pour des guerriers déguisés en colons, pour des espions mili-taires toujours prêts à s'insurger contre la souveraineté américaine, aussi bien en Californie qu'à

On ne peut manquer d'évoquer les relations économiques entre les deux puissances. Mais s'il est une idée fausse et malheureusement banalisée dans les manuels, c'est bien celle d'un choc d'intérêts entre elles. Aliant de succès en succès, l'économie japonaise a un besoin vital de ses relations avec les Etats-Unis, mais l'idée d'une remise en cause politique et mili-taire du statu quo international lui impose une distorsion. Au lieu de viser la richesse, elle cherche l'autonomie des approvisionnements en cas de blocus, éventualité prévisible s'il y a une guerre. C'est le

choix politique qui, ici encore, est déterminant. Il y a simultanement achats massifs sur le marché améncain, afin de disposer de machines et de stocks, et rève de se libérer de cette dépendance par la conquête, en Chine ou en Asse du Sud-Est, de territoires riches en matières premières stratégiques : une contradiction qui ne peut que renforcer la suspicion des Etals-Unis.

La guerre en Europe cristallise ces aspects conflictuels. Comme en 1914, le Japon ne veut pas man-quer une occasion profuable. Mais comment y parvenir? L'alliance conclue avec l'Allemagne après ses victoires du printemps 1940 relève non d'un plan de guerre, mais d'une diplomatic de dissuasion. Il s'agit de faire reculer les États-Unis sans combat et aussi de ne pas être tenu hors d'un règlement de paix qui conduirait à une redistribution des souverainetés coloniales.

Le refus d'une capitulation

Le recours direct à la force est aussi interdit qu'un franc engagement diplomatique. Le Japon est fort en 1941 parce qu'il est loin. L'armée de terre manque d'effectifs et d'armement. Elle est incapable d'affronter l'Union soviétique en Mandchourie avant que le triomphe attendu de Hitler ne se révèle décisif. Si elle ne redoute pas un conflit avec les Etats-Unis, c'est que l'adversaire lui parait puissant sur terre et dans les airs sculement. Avec une douzaine de divisions, elle espère contrôler Asie du Sud-Est et Pacifique. Mais elle refuse d'engager une opération de déharquement contre les îles Hawaii, qui lui semblent trop éloignées. La marine, cile, sait qu'elle ne peut vaincre les Etats-Unis, mais il lui est impossible de renon-cer à les affronter sous peine de devenir une arme parasitaire dans un Japon cruellement démuni de

Ces dilemmes éclairent l'occupation du sud de l'Indochine en juillet 1941. Il s'agissait moins de préparer une vaste action militaire que de trouver un compromis entre l'inaction et le risque, entre les vues de l'armée et celles de la marine. Une nouvelle forme d'attentisme plutôt qu'un départ hardi. Mais l'interprétation des Etats-Unis est différente. Voyant le Japon mettre plusieurs fers au feu, ils concluent que seuls sont vrais les bruits de guerre, les autres discours n'étant que des mensonges. Pour la première fois, ils optent, puisque l'entrée en guerre du Japon leur semble programmée, pour un blocus économique radi-

Pourouoi après tant d'hésitations avoir attaqué Pearl-Harbor ? Parce que devant le raidissement américain que renforcent ceux de la Chine, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, le Japon se trouve placé entre l'obligation de reculer, d'accepter le statu quo ante, de sc mettre hors de la guerre mondiale d'une façon irréversible, et la possibilité de conserver une chance, même fragile, d'agrandissement.

Pearl-Harbor est né du refus n'est donc pas dans l'euphorie d'une guerre victorieuse que l'attaque est engagée. Mais le Japon compte sur l'Allemagne et opte pour le risque d'une défaite limitée, différée, atténuée peut-être par un compromis général.

Ce détour par la genèse politique de l'événement explique aussi ses limites militaires. Le problème envisagé par l'amiral Yamamoto est celui de la durée possible de la résistance du Japon devant la supé-riorité écrasante des Etats-Unis. Pour gagner du temps, il faut frapper fort et vite, et non tout miser, comme le Japon en 1905 à Tsushima, sur une bataille tardive. Conquérir Hawaii eut été mieux qu'une simple attaque aérienne. Mais l'armée refuse son concours et, malgré l'exploit des Anglais dans la rade de Tarente, l'attaque aérienne comporte des incertitudes. A Pearl-Harbor, le Japon a engagé une bataille. Il n'a pas préparé une guerre.

> MICHEL VIÈ Professeur à l'Institut national des langues et civilisations oriental

Le supplément « Champs éco-nomiques » du londi 9 décembre dant 10 décembre sera consacré Le supplément « Char à la «guerre commerciale nippo Pearl-Harbor.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

GEORGES

ANIMÉ PAR HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON ET ALAIN ROLLAT (LE MONDE) BÉATRICE HADJAJE ET BERNARD LEHUT (RTL)

1.24

- Apriliage

ETRANGER



Washington: une appréciation positive mais des inquiétudes pour l'OTAN

L'administration Bush est sans doute « la plus pro-européenne de ces dernières années » et les milieux d'affaires américains ne redoutent plus un éventuei protectionnisme de la « forteresse Europe ».

WASHINGTON

de notre correspondant

«J'ai trouvé chez mes interlocuteurs une bonne disposition géné-rale», disait récemment M= Elisa-beth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, de passage à Washington pour sonder les impressions de l'administration et du Congrès à l'égard de la construction européenne et, plus particulièrement, du sommet de Maastricht. L'appréciation du processus communautaire est en effet globalement plus positive de la part des Etats-Unis qu'on ne l'ima-gine souvent en Europe, même si certains sujets – défense et sécurité – provoquent, de ce côté-ci de l'At-lantique, des « sentiments mélan-gies comme le notifie Me Elinrantique, des « sentiments metangés », comme le notait M= Elisabeth Guigou. Un diplomate européen à Washington rappelle que l'administration Bush est sans doute « la plus pro-européenne de ces dernières années » — l'Europe n'intéressait pas Ronald Reagan — et que les craintes des milieux d'affaires américains de voir s'ériere faires américains de voir s'ériger une « Fortress Europe » impénétra-ble à leurs produits se sont large-

En quête de compromis

Saite de la première page

Pourtant, quel que soit son lot de déceptions, le conseil européen de lundi et mardi, s'il n'est pas saboté, devrait marquer, un tour-nant décisif pour l'aventure com-munautaire : la mise en œuvre du programme d'union économique et monétaire (même s'il ne s'agit à ce stade que d'engager un processus) et le lancement à petits pas d'une politique étrangère et de changement de dimension qui, pour être confirmé, justifie le réalisme dont s'apprétent apparemment à faire preuve l'ensemble des

délégations. Les résultats des travaux ayant trait à l'union économique et monétaire sont, en général, salués comme satisfaisants. Dans ces conditions, si l'ambiance à Maastricht est constructive, on peut penser que les problèmes de rédaction que soulève encore la clause d'exemption (opting out) envisagée en faveur du Royaume-Uni - pour lui permettre de signer le traité sans s'engager encore définitivement vis-à-vis de la monnaie unique - seront réglés sans trop de difficultés. L'UEM, et c'est évible, serait alors sur les rails.

Les critiques et avertissements visent les conditions de mise en œuvre d'une politique étrangère et l'initiative franco-allemande d'avril 1990, et qui devrait constituer l'élément le plus novateur du traité sur l'union politique. Les Britanniques, réticents à l'égard de cette démarche, se sont opposés avec constance à l'idée que des décisions en matière de politique donc, pas de crainte d'un éventuel protectionnisme européen, puisque l'unification peut même être « un processus qui fera tomber les barrières commerciales », selon le secrétaire d'Etat. Il observe encore que les Etats-Unis, depuis toujours défenseurs de la construction europenne, n'ont pas de jugement à porter sur le niveau d'intégration - monétaire ou institutionnelle souhaitable : ce n'est pas leur Réactions **contradictoires**

Le sujet devient plus sensible lorsqu'on approche le volet politi-co-militaire de la construction européenne. Les réactions améri-caines sont quelque peu contradic-toires: en principe partisans sans réserve de l'unification politique de l'Europe – après tout, ils ont sou-tenu dans les années 50 le projet de Communauté européenne de défense, – les Etats-Unis craignent que le renforcement de l'identité européenne sur le plan militaire ne

étrangères eut délibéré de l'oppor

tunité de se prononcer plutôt à l'unanimité ou bien à la majorité...

L'enjeu

de Maastricht

de presse, M. Jacques Delors a ridiculisé ce projet de compromis, mettant en relief son caractère, à

ses yeux, dérisoire. «La machine-rie mise en place ne murchera pas;

ce texte est impraticable. Les

débats ne porteront que sur la pro-cédure, et derrière la procédure se

cechire et artier a processe de cond. On ne peut pas dire qu'on engage de cette manière une politique étran-gère commune », a estimé le prési-

dent de la Commission euro-

péenne, soulignant qu'un mauvais

accord aurait les mêmes consé-quences qu'un échec, à savoir « une longue phase de stagnation ».

Aura-t-il invité, vendredi,

M. François Mitterrand, qu'il a

rencontré à l'Elysée, à ne pas se résigner à « un accord à n'importe

quel prix» et lui aura-t-il suggéré la voie à suivre pour parvenir à une conclusion satisfaisante sans

trop risquer la rupture? Penset-il, pour la politique étrangère comme pour l'UEM, à une clause

d'exemption qui permettrait au Royaume-Uni de ne pas s'engager, tout en préservant un caractère

Jeudi, au cours d'une conférence

Interrogé par les journalistes, il n'a pas indiqué s'il avait en tête une solution de rechange, admettant an contraire que la formule propo-sée représentait « peut-être le seul moyen d'aboutir à un accord». Ses critiques ont été mal ressenétrangère pourraient être prises à ties à Paris, ou, compte tenu de la majorité qualifiée. Prenant en la majorité qualifiée. Prenant en compte cette réaction négative, le projet de texte sur la table ne prévoit l'usage du vote à la majorité qualifiée que dans des cas très restreints. Il n'interviendrait qu'à propos de modalités d'application de portée limitée et après que le conseil des ministres des affaires transfers put délibéré de l'oppositements put délibéré de l'oppositements des affaires des affair

l'enjeu, elles sont considérées comme peu responsables : ne pas signer à Maastricht, c'est renoncer au moins proviscirement à l'UEM, à une amorce de défense commune, à un chapitre concernant la politique sociale dans le traité. Veut-on cela ?, demandent les Français, qui ne contestent pas que le texte sur la table ne soit pas vraiment satisfaisant. « Nous préférerions des formules plus allantes, mais l'important c'est d'amorcer un processus. Au départ, le champ d'application de la majorité qualifiés est restraint. Nous n'impons fiée sera restreint. Nous n'avons pas de raison de ne pas faciliter la tâche à M. John Major. Cela dit, il y aura un niveau au-dessous duquel on ne descendra pas », expliqueit récemment M= Elisa-

paru quelque peu rassérénés par les formulations utilisées dans l'initia-

tive franco-allemande d'octobre en

matière de sécurité européenne

(qui insistait sur une pécessaire

«complémentarité» avec l'OTAN)

et par les assurances reçues lors du dernier sommet de l'OTAN, à

Rome, en novembre (oui, les Euro-péens souhaitent toujours une pré-sence militaire américaine sur leur

territoire). Il reste quelque chose qui « passe» mal aux Etats-Unis, qui suscite des réticences : admet-

tre la double nécessité, pas forcé-ment contradictoire, de maintenir

opérationnel à l'action commune?

Une réorientation radicale

beth Guigou, ministre délégué pour les affaires européennes.

Les Français semblent convaincus que M. Major n'ira pas beau-coup plus loin que le texte pro-posé par la présidence nécrlandaise, qui va servir de base aux discussions des chefs d'Etat et de gonvernement. Au reste, ils admettent que, depuis dix-huit mois, les Anglais ont assoupli leurs positions. Ne parlent-ils pas eux-mêmes, certes au futur, de politique de défense commune? Ils ajoutent que préciser le proces-sus de décision en matière de poli-tique étrangère commune est beaucoup plus difficile que lorsqu'il s'agit, par exemple, d'adopter un programme de démantèlement des barrières aux échanges: le découpage entre questions de principe, à

ment estompées. Le secrétaire d'État, M. James Baker, déclarait dans un entretien publié cette semaine par le Wall Street Journal: « La Communauté européenne peut contribuer à une Europe forte et stable, et cela est tout à jait dans l'intérêt des Etats-Unis, (...) une Europe fondée sur les principes en lesquels nous croyons si fort, démocratie et marchés libres. » A priori, donc, pas de crainte d'un éventuel pilier européen politico-militaire Les Etats-Unis sont, cependant,

sensibles à l'argumentation européenne : si l'Amérique, comme elle l'affirme vent une Communauté forte, capable de prendre ses responsabilités dans les années de dés-tabilisation et de crises qui s'an-noncent en Europe de l'Est, alors il accueillis les projets de re-anima-tion de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui est jusqu'à pré-sent la seule institution européenne faut laisser l'Europe se doter des moyens politico-militaires dont elle habilitée à traiter des questions de aura besoin. Les grands quotidiens américains - New York Times, Mais l'administration approche la question plus sereinement. En février dernier, le sous-secré-taire d'Etat chargé des questions de sécurité, M. Reginald Batholomew, Washington Post, par exemple admettent cet argument et ont publié des éditoriaux soutenant mande destinée à renforcer l'idens'adressait sur un mode commina-toire aux Européens. Depuis, le ton a changé, même si les réserves sont toujours là. Les Etats-Unis ont tité européenne en matière de

L'administration est plus hésitante. Outre une fragilisation de l'OTAN, elle craint que la promotion de l'idée de défense européenne n'exacerbe les tendances isolationnistes au sein du Congrès. Si les Européens veulent s'occuper eux-mêmes de leur défense, ramenons nos troupes et économisons sur le budget militaire, entend-on de plus en plus fréquemment au Capitole. En période électorale, c'est une rhétorique que l'on pratique chez les démocrates comme chez les républicains.

ALAIN FRACHON

décider à l'unanimité, et modalités d'application, susceptibles de rele-ver de la majorité qualifiée, n'est pas évident. « C'est purement empirique», constate l'un d'entre

En outre, une rupture à propos de l'union politique serait consi-dérée à Paris comme un événement très grave et qui pourrait entraîner une réorientation radicale de la politique européenne de la France. Ce qui se serait révélé impossible à accomplir à Douze, on serait contraint d'envisager de l'entreprendre avec les Allemands et quelques autres. On comprend que le gouvernement, quitte à devoir accepter un accord impar-fait, préfère éviter d'avoir à être confronté à ce que notre interlocateur appelle « un choix de politique étrangère fondamental ».

S'agissant de la politique qui figure dans le projet de traité comme un strict minimum, qu'il presse donc M. Major d'accepter. Le président de la Commission fait valoir qu'en raison du blocage britannique les Douze n'ont pas été en mesure d'adopter la moindre disposition en application de la Charte européenne des droits sociaux fondamentaux (approuvée, il est vrai, à onze, le Royaume-Uni étant resté à l'écart). Si la Communauté entend se doter d'un «socle social» minimum, il est donc nécessaire que les décisions que l'on considère comme indispensables puissent être arrêtées à la majorité qualifiée. M. Delors estime qu'en la matière une clause d'exemption au profit de la Grande-Bretagne, à laquelle cer-tains pensent, créerait d'inaccepta-bles distorsions de concurrence entre les Etats membres. Il remar-que que même les pays les moins développés de la CEE, qui pour sauvegarder leurs avantages com-paratifs n'ont pas intérêt à ce que soient instaurées des disciplines sociales trop rigoureuses, se sont ralliés sans problème au projet de traité. En d'autres termes, sauf entêtement idéologique incongru, il n'y a aucune raison que la forme de Grande-Bretagne ne fasse pas de même. Les Français, sur la même ligne, citent le «social» comme un des chapitres de la négociation sur lequel ils seront très vigilants. Dernière grande source d'in-

quiétude, ce qu'on appelle la cohé-sion économique et sociale, c'est-à-dire l'effort de solidarité consenti par la CEE en faveur de ses pays les moins riches. L'Es-pagne, suivie par la Grèce, l'Ir-lande, le Portugal, entend que des engagements précis figurent déjà dans le nouveau traité, sans attendre les débats que les Douze consacreront en 1992 aux pro-blèmes budgétaires. Les pays du Nord sont réticents. Aux yeux des premiers, il est certain que c'est là un dossier politique fondamental et qu'ils sont prêts à bloquer bien des points - par exemple une extension des compétences de la CEE en matière d'environnement - s'ils n'obtiennent pas les 288urances qu'ils réclament. Maas-tricht, décidément, n'aura rien de la partie de plaisir.

M. Giscard d'Estaing rappelle son attachement au fédéralisme

était, vendredi soir 6 décembre, le dernier des responsables politiques reçus à l'Elysée par M. François Mitterrand dans le cadre de la préparation du sommet européen de Maastricht. Le président de l'UDF a insisté sur la nécessité de maintenir le mot « fédéral » dans le traité d'union

postique.

En cas de « difficulté insurmonta-ble » pour le maintien de cette for-mule, l'ancien président de la Répu-blique a indiqué, à l'issue de cet entretien, qu'il avait « soumis un projet de rédaction de l'article l » qui définit « clairement les objectifs de la Communauté en faisant apparaître la nature de la construction que nous nous efforçons d'établir ». nous efforçons d'établir».

Sur l'union monétaire, il a sou-haité « une date de passage à la troi-sième étape la moins éloignée possi-ble », en fixant 1997 comme limite. Après avoir jugé « satisfaisant » le fait que « le Parlement participera pleinement à l'élaboration des lois », il a ajouté : « Le domaine d'application est trop étroit et nous deman-dons que, de manière sans doute prodons que, de manière sans doute pro-gressive, les compétences du Parlement européen soient élargies à toutes les matières dans lesquelles le conseil des ministres statue lui-même à la majorité. » M. Giscard d'Estaing a estimé que « sur ces points », les positions que défendra M. Mitter-rand a compt, moches de ces concerromando que un curentità M. Miller-rand « seront proches de ses concep-tions», tout en ajoutant qu'« il sera tenu par les limites de la négocia-tion».

> Soutien du président du CNPF

Reçu auparavant par M. Mitterrand, M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a mis l'accent « sur la nécessité de relancer, peut-être au niveau parlementaire pour commencer, l'idée de confédération » européenne. Le confédération» européenne. Le député socialiste des Bouches-du-Rhône a aussi proposé que soit organisé wan congrès des Farlements nationaux avec le Parlement européen deux ou trois fois par an». M. Vauzelle a déclaré que face à la situation en Yougoslavie et en URSS, «le message de la France devra faire la synthèse entre la volonté de diversification et la volonté d'unification». Le président du d'unification». Le président du CNPF, M. François Périgot, qui avait précédé M. Vauzelle à l'Elysée,

M. Valery Giscard d'Estaing a fait part à M. Mitterrand de l'a appui » des entreprises françaises au sommet de Maastricht, dont elles souhaitent «le succès pour assurer le caractère irréversible de la construc-tion européenne ». M. Périgot a plaide pour « une harmonisation encore plus étroite des politiques éco-nomiques v. « Il s'agit non seulcment de l'avenir de la compétitivité des entreprises françaises mais encore de l'avenir de tous nos systèmes économiques et sociaux », a-t-il ajouté. M. Périgot a fait état des « initiatives lourdes en matière sociale» otises par le patronat européen, rappelant la signature avec les syndicats européens d'un accord au terme duquel le patronat «s'engage à initier une politique contractuelle au niveau

> De son côté, M. Pierre Méhaignerie estime, dans une interview au Courrier de l'Ouest du 12 décembre, qu'un « succès même partiel de Maastricht pourrait conduire » Maastricht pourrait conduire »
> M. Mitterrand «à décider d'un référendum sur l'Europe». Il ajoute :
> «Si un tel référendum portait seulement sur les choix européens que nous défendons, nous voterions bien sur oui. Si ce vote pouvait être interprété comme une approbation de la mauvaise gestion socialiste de l'Etat, ce serait non!» Le président du CDS souhaite que les «députés européens de demain » soient élus péens de demain » soient élus comme dans les autres pays européens au niveau des grandes

Interrogé par Ouest France, M. Philippe Séguin exprime, samedi 7 décembre, ses réserves à l'égard d'une diplomatie et d'une défense qui seraient européennes en affirmant à propos de la crise du Golfe que « si on avait du décider à Douze et à la majorité qualifiée, nous n'y serions évidemment pas allés ». D'au-tre part, le député RPR des Vosges s'insurge contre l'idée d' « une France, puissance moyenne, qui ne peut même plus avoir l'ambition d'exister et qui derrait s'immoler sur l'autel de l'Europe des régions».

Enfin, Mª Simone Veil marque sa préférence, dans la Croix, daté du 7 décembre, pour «un bon accord à onze plutôt qu'un mausais traité à Douze». Elle considère qu'en cas d'accord à onze, « la Grande-Bre-tagne ne pourrait rester longtemps en dehors ». « Le plus important n'est pas d'inclure dans le traité une référence précise au fédéralisme, ce qui gênerait John Major, premier minis-tre britannique, mais de mettre en place des structures qui le soient» explique-t-elle.

A TRAVERS LE MONDE

ROUMANIE

L'opposition prône l'abstention au référendum sur la Constitution

Les Roumains devaient se prononcer par référendum, dimanche 8 décembre, sur l'adoption d'une nouvelle Constitution qui fait du pays un « Etat démocratique et social». Ce texte, critiqué par la plupart des partis de l'opposition, a été adopté par une large majorité des députés et sénateurs le 21 novembre demier. Cette nouveile Loi fondementale, qui abroge la dernière Constitution communiste de 1965, délimite les pouvoirs respectifs de l'exécutif et du législatif, crée une Cour constitutionnelle et souligne que la président de la République ne peut appartenir à aucun parti. Elle stipule également que la paine de mort et la censure sont interdites. Plusieurs partis d'opposition ont recommandé l'abstention et critiquent les pouvoirs, à leurs yeux excessifs, accordés au chef de l'Etat. - (AFP, Reuter.)

THAILANDE

Le pouvoir des militaires inscrit dans la Constitution

L'Assemblée nationale thallandaise, nommée par les Forces armées au lendemain du coup d'Etat de février dernier, a approuvé, samedi 7 décembre. une nouvelle Constitution. Cette nouvelle charte donne aux militaires un rôle organique dans le choix des dirigeants politiques. Elle confie, en effet, aux deux Cham-PHILIPPE LEMAITRE | bres le soin de désigner le premier

ministre. Or le futur Parlement sera formé en particulier d'un Sénat dont les 270 membres seront choisis par les Forces armées. Les 316 membres de la Chambre des représentants seront, en revanche, désignés à l'issue d'élections prévues, au plus tard, pour avril 1992.

Les opposants aux projets ont renoncé à de grandes manifestations et se sont contentés de réunions symboliques, organisées essentiellement dans les universités, après que le rol Bhumibol Adulyadej eut lancé un appel à l'unité nationale. - (AFP, AP, Reu-

VIETNAM

Le plénum du PC reconnaît

le secteur privé

Le comité central du Parti communiste vietnamien s'est réuni an session plénière du 25 novembre au 4 décembre pour discuter des problèmes économiques et amender la Constitution de 1980, a indiqué, vendredi 6 décembre un communiqué officiel. Cinq grandes mesures économiques décidées visent la stabilisation de la situation monétaire, le lutte contre l'inflation, la promotion du secteur privé, le développement des exportations et la réforme du système de gestion d'Etat.

Selon le communiqué, la Constitution amendée, qui devra être soumise à une session extraordinaire de l'Assemblée nationale prévue pour février prochain, résffirme «la voie socialiste» au Vietnam ainsi que « le rôle dirigeant du Parti communiste vietnamien » mais reconnaît officiellement le secteur privé et une politique exténeure plus ouverte. - (AFP.)

Un programme chargé à souhait

de notre correspondant

L'union européenne, toute l'union mais rien que l'union : la formule synthétise le programme qu'il ressort d'un communiqué diffusé, vendred 6 décembre, par les services du premier ministre néerlandais, M. Ruud

Les problèmes qui n'ont pas été réglés dans les négociations préalables et doivent donc cremonters à Masstricht devant les chefs d'Etat et de gouvernement sont nombreux. En matière d'union économique et monétaire, les Douze doivent s'entendre sur les conditions du passage à la phase de la Banque centrale et de la monneie unique et la situation particulière des bâtir dans la durée.

noncer dès maintenant à ce sujet (Grande-Bretagne, Danemark). Les aspects de l'union politique soumis à la sagacité du conseil sont au nombre de cinq : la question des décisions à la majorité qualifiée dans le domaine de la politique étrangère et la politique de défense; la les États membres; la politique sociale de la communauté; enfin, le développement ultérieur de l'union : € Comment pouvonsnous exprimer le plus clairement notre détermination à poursuivre le processus d'intégration europeenne?», demande M. Ruud Masstricht ne sera posée que la première pierre d'un édifice à

légitimité démocratique; la cohésion économique et sociale entre Lubbers, indiquant ainsi qu'à

Ce programme, que l'on aurait mauvaise grâce à qualifier de limitatif vu l'ampleur des divergences subsistant entre les Douze, signifie que, seion la présidence néerlandaise, plusieurs dossiers ne seront pas examinés par le sommet, bien qu'ils relèvent de l'union. C'est le cas notamment de la politique d'asile et d'immigration, de la coopération policière (Europoi), ou de la coordination de la lutte antidroque. Un consail des ministres des affaires étrangères des Douze aura lieu les 16 et 17 décembre à Bruxelles. C'est à l'occasion de cette réunion que les Douze parieront également de la situation en Yougoslavie et en Ukraine.

CHRISTIAN CHARTIER

<u>--- 4</u> --



Une priorité pour les Douze

ite de la première page

En réalité, on aura une fois de plus quelque peu étendu les pouvoirs des institutions communautaires – même si la Commission risque de voir les siens s'effriter au profit du Parlement ou de telle agence spécialisée – tout en continuant de préserver, dans les domaines essentiels, la souveraineté des Etats membres. Après tout, c'est ainsi que depuis quarante ans a progressé la construction européenne.

On comprend, face à ce travail de fourmis sur lesquelles plonge toujours plus ou moins l'ombre de Pénélope, la perplexité, voire l'in-différence de l'opinion. Et, d'un sondage à l'autre, ses fluctuations. Elle sent bien que, si l'Europe veut avoir une chance de peser dans la balance mondiale, l'union est indistrop frileuse, trop conservatrice, pour ne pas redouter les bouleversements qu'en tout état de cause apportera la poursuite de la construction communautaire. Comment pourrait-il en être autrement alors qu'à aucun moment elle ne sent, venant des hommes ou des institutions, le minimum de chaleur et d'enthousiasme sans lequel on n'a jamais vu une cause l'em-

La manière dont les diverses instances européennes abordent aujourd'hui le drame yougoslave en fournit l'exemple le plus conster-

nant. Il faut que les sommetistes de Maastricht s'en persuadent : le public, dans son ensemble, ne portura guère attention à ce qu'ils auront pu décider par ailleurs en

tera guere attention a ce qu'ils auront pu décider par ailleurs en matière d'union, monétaire, économique ou politique, s'ils ne font rien de convaincant pour arrêter le massacre. Ce serait en effet la confirmation, après leur tonitruant silence pendant la guerre du Golfe, et alors qu'ils ne jouent aucune espèce de rôle dans la négociation engagée à Madrid sur le Proche-Orient, de l'incapacité des Douze à définir une politique étrangère

Comment, d'autre part, expliquer que des pays européens qui ont accepté d'envoyer leurs soldats se faire tuer pour l'émir du Kowell, et par la suite pour les Kurdes d'Irak, ne fassent rien pour empêcher de s'entre-tuer des gens qui nous sont à tous égards infiniment plus proches? Que peut signifier le « droit d'ingérence » dont on nous rebat les oreilles s'il ne s'applique pas dans un cas comme celui de la guerre des Serbes et des Croates?

L'évidence niée

Il est vrai que dans le domaine humanitaire, Bernard Kouchner a obtenu, grâce à son énergie, à son courage et aussi au sens du «tapage» qu'il justifie si bien dans son dernier livre (i) des résultats très appréciables. C'est en vain en revanche que lord Carrington a multiplié les efforts pour tenter de faire s'entendre les belligérants. On aurait dû pourtant comprendre dès le début que, faute de s'attaquer à l'essentiel, c'était peine perdue. Et qu'il y avait, qu'il y a tonjours, quelque chose de dérisoire et de provocant, à la fois, à subordonner l'envoi de ces « casques bleus» que tout le monde réclame aujourd'hui à la conclusion préalable d'un cessez-le-feu.

Autant demander la lune: comme c'est souvent le cas dans la phase initiale d'un conflit armé, les discours des antagonistes sont totalement manichéens. Les autorités croates nient que jamais la minorité serbe ait eu à soufrir la moindre exaction. Leurs homologues serbes jurent leurs grands dieux que ce sont les Croates qui ont déclenché les hostilités, sans se rendre compte qu'à ce point de mauvaise foi elles ne peuvent que décourager ceux qui, à première vue, et au nom d'une vieille tradition historique, seraient les plus portés à les soutenir.

Il faut être avengle, en tour cas, pour ne pas voir ce que le président serbe Milosevic et ses lieutemants ont en tête : occuper le maximum de territoire croate, pour faire en sorte que la ligne de cessez-le-feu que les gendarmes de l'ONU éventuellement patrouilleront soit située le plus loin possible de la frontière entre les Républiques. Pour le reste, ils comptent sur le temps pour que cette ligne devienne une frontière de fait. Même si elle va moins loin que celle de l'armée fédérale, dont l'encadrement majoritairement serbe et monténégrin prétend encore sauver l'unité de la Yougoslavie, cette ambition n'est pas admissible. Et

parce qu'elle fait bon marché du droit des Croates à l'autodétermination, et parce qu'il fant éviter à tout prix, compte tenn de l'état de l'ex-URSS, de répandre l'idée qu'il est encore possible, en certe fin de siècle, de modifier les frontières

Pour une reconnaissance sous condition

La reconnaissance de l'indépendance de la Stovénie et de la Croatie dans le cadre de leurs frontières actuelles est le minimum qu'on puisse attendre, dans ces conditions, du sommet de Maastricht. S'il n'y procède pas, nous savons qu'au moins l'Allemagne et l'Italie sont décidées de toute façon à le faire avant la fin de l'année: qui oserait encore parler alors de « politique étrangère commune» des Doure?

On a dit Slovénie et Croatie. Belgrade, au moins pour le moment, semble se désintéresser de la première nommée, à tel point que l'armée fédérale, après d'assez brefs combats, l'a entièrement évacuée. La raison en est simple : pour l'essentiel, elle est peuplée de Slovenes. En Croatie, au contraire, tout le monde le sait, il y a 12 % de Serbes, notamment en Slavonie, et, dans leur majorité, ils ne font pas aux Croates une confiance suffisante pour s'en remettre à eux de la protection de leurs droits. C'est la raison qu'ont invoquée les dirigeants de Belgrade pour intervenir militairement en Croatie, non seulement en Slavonie, où vivent beaucoup de leurs compatriotes. mais dans la région de Dubrovnik où il n'y a pratiquement pas de

Pourquoi? Le siège de l'antique Raguse, où des millions de touristes apportent chaque année, en temps normal, leurs bien utiles devises, a tout l'air d'une prise de gage. Il est clair comme le jour que les Monténégrins, des très proches Bouches de Kotor, lorgnent avec appétit sur la ville, ce qui explique que, contrairement à toutes les autres Républiques, ils aient pris le parti de la Serbie. Mais c'est aussi une carte que Belgrade pourrait lâcher le moment venu pour négo-cier une cote mal taillée avec Zagreb. Si l'on ajoute que le souve-nir, complaisamment goullé par les propagandes adverses, des massa-cres interethniques de la dernière guerre, pèse lourdement, bien que, après tout, ils parlent pratiquement la même langue - sur les rapports entre Serbes et Croates, la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie n'est concevable, dans ces conditions, que si elle est assortie : a) d'une consultation, surveillée per un nombre suffisant d'observateurs impartiaux, des populations minoritaires ; b) d'une garantie internationale, appuyée sur une gendarmerie onusienne ou de prelérence européenne, des droits desdites populations.

Le gouvernement de Zagreb, qui avait en le tort, au moment de la proclamation de l'indépendance, de se désintéresser du sort des Serbes de Croatie, vient de se déclarer prêt à les protéger de son mieux. Mieux vaut tard que jamais, mais il va de soi, compte tenu de l'échauffement des esprits, que ce n'est pas assez pour rassurer les Serbes vivant sur son territoire et calmer les aspirations hégémoniques de œux de Belgrade.

Ce devrait être assez, en revanche, pour se satisfaire de la reconnaissance sous condition dont on vient d'esquisser le schéma. Et aussi pour persuader ceux des Serbes qui craignent de bonne foi

que leurs adversaires ne songent qu'à priver de leurs droits leurs frères de Croatie de se prèter à un règlement de cette nature. Celui-ci pourrait également servir à définir le statut futur de républiques ausu hétérogènes que la Bosnie-Herzègovine et la Macédoine, pour ne pas parler des régions autonomes de Kosovo et de Volvodine, où les minorités albanaise et hongroise constatent depuis longtemps que les dirigeants serbes n'utilisent pas à leur égard les mêmes posds et les mêmes mesures qu'à l'égard de la minorité serbe de Croatie.

Rien, sauf d'inavouables arrièrepensées, ne devrait empêcher le sommet de Maastricht d'aboutir à une entente sur une proposition de cette nature, qui nous semble avoir le double mérite de l'impartialité et de la clarté. Aux gouvernements de Croatie et de Serbie, ensuite, de prendre leurs responsabilités et de montrer où ils veulent récliement en venir, étant entendu qu'un refus de la part de l'une ou de l'autre justifierait amplement l'intervention ouverte de casques bleus ou verts. C'est seulement ainsi, en jouant cartes sur table, que la CEE a une chance de prouver qu'après avoir consolidé la paix entre ses membres elle est capable d'aider

Tergiverser, continuer à négocier des cessez-le-feu rompus avant même d'être entrés en vigueur, s'imaginer qu'on va réconcilier à force de patience des gens qui se haïssent de tous leurs pores, s'obs-tiner à maintenir la fiction d'une Yougoslavie qui n'a jamais existé que lorsqu'elle était tenue par la poigne de fer d'un Alexandre ou d'un Tito, ce serait vraiment croire au Père Noël. Même en cette période de l'année, ce serait porter un mauvais coup à une Communauté dont l'aventure ne saurait se poursuivre bien longtemps sans le soutien actif de l'opinion.

ANDRÉ FONTAINE

(i) Le Malheur des autres, éd. Udile lacob (le Monde du 9 novembre).

> Au sommaire du numéro de décembre de

« Dossiers et documents »

Premier dossier :

« Otages et société »

Le processus de libération des otages engagé depuis le mois d'août par le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Quellar, a permis aux demiers otages américains de rentres chez eux. Leurs ravisseurs escomptent bien qu'en échange tous les prisonniers retenus au sud du Liban et en Israel par l'Etat hébreu soient à leur tour mands et un italien que l'on tient pour mort). L'épilogue du grand troc humain qui a marqué profondément les rapports entre le Proche-Orient et l'Occident doit permattre de réfléchir à catte stratégie de la violence, à la spécificité du cas français, à ce théâtre du drame qu'a été le Proche-Orient, sans oublier, bien sûr, le bouleversement des des-tins individuels. Otages, kidnappeurs, libérateurs négociateurs ont été pris dans la même tourmente. Lorsque la vie humaine est réduite à une simple valeur marchande, morale et politique sont remises en question.

Deuxième dossier: «Les nouvelles sources d'information»

Le patrimoine culturel et scientifique est longtemps resté entre les mains de bibliothécaires archivistes préservant islousement et soigneusement Avec la mise en place de nouvelles technologies comme le vidéodisque, le CD-ROM, le disque optique numérique, le domaine de la conservation et de l'utilisation du savoir s'étend aussi koln et aussi vite qu'on pouvait le souhaiter parallèlement à l'accroissement continu des connaissances. Des sciences et des techniques à la littérature, de l'apprentissage des langues à l'art paléolithique, tous les secteurs sont concer-nés. Tous les publics aussi, les chercheurs comme les visiteurs du musée, les industriels comme les enseignants. Face à cet irrésistible mouvement, des dangers de deux ordres : les limites propres à l'informatique (virus, piratage) et les atteintes

► En vente chez tous les marchands de journaux, 8 francs.

Dimanche 8 décembre, ouverture de 10 h à 19 h.

Haussmann

-10%

Sur tout le magasin* avec la carte Galeries Lafayette.**



*Sauf sur l'audiovisuel, la photo, la librairie, l'alimentation, la restauration, les services et les points rouges. Non cumulables avec d'autres escomptes ou avantages promotionnels en cours.

""Carte délivrée gratuitement dès acceptation du dossier par Lafayette Finance 12f.



÷ 5

and a state

: **

1

100

y section

L 10 (34-

NAME OF F----P** وروية والمتحورة 1431 ± 14

gi jaran y

يعدد. بيس و نوست

. . . .

بأبي بالكاة

to the same

¥ ~ ; ;

Circ da

Company of the

· Francisco

23...

.....

.

Table 1

. .

The same

and the

5.78

90 (+)

الرابية فترضماهي

amagaint ...

Japan Spirit

394 494 L. E.

i--- · ·

10000

.

<u>च्या १८० ।</u> च्या स्थापना १९००

DE MAASTRICHT

De la CED à l'élection du Parlement européen au suffrage universel

Un demi-siècle de controverses françaises sur l'Europe

Le débat sur l'Europe a été, Les ministres MRP quittent alors toute la IV. République, et il a continué, sur d'autres thèmes, sous la V-. Au total, depuis près d'un demi-siècle. le combat européen a été partie intégrante de la vie politique française. Le général de Gautie, hors du pouvoir ou à sa tête, y a joué un rôle important et controversé.

par André Passeron

Sous la IV- République, c'est la question de la défense européenne qui a divisé le plus pro-fondément la classe politique. En 1950, en effet, quelques mois après la signature du traité instituant le « pool charbonaciers, alors que vient d'éclater la guerre de Corée, les Etats-Unis souhaitent le réarmement de l'Allemagne pour permettre à l'Europe d'équilibrer sur son territoire le poids de l'Armée

En France, tous les partis politiques refusent cette résurrection prématurée du « militarisme allemand». Jean Monnet propose alors à M. René Pleven, président du Conseil, l'idée d'une Communauté européenne de défense (CED), dont le principe est adopté par l'Assemblée nationale le 23 octobre 1950.

Ce projet va devenir une telle pomme de discorde au Parlement et dans les gouvernements successifs que, lorsque René Coty sera élu, le 23 décembre 1953, président de la République, il confiera: «Je ne me fais aucune illusion. J'ai été élu parce que j'ai été opéré de la prostate. Cette opération m'a dispensé de prendre parti pour ou contre la CED.» Parmi les adversaires les plus résolus, le général de Gaulle et le maréchal Juin côtoyaient le comte de Parls' et Edouard Herriot, Maurice Thorez et Edouard Daladier, ainsi que l'ancien pré-sident socialiste de la Républi-que Vincent Auriol. Les partisans regroupaient Paul Reynaud et Guy Mollet, Antoine Pinay et Robert Schuman, Joseph Laniel et la plupart des ministres MRP conduits par Pierre-Henri Teit-

Au landemain des accords de Paris sur l'Indochine, Pierra Mendès France parvient bien à réaliser un compromis entre ses ministres « cédistes » et la plupart des « anticédistes » mais non à le vendre aux signataires étrangers du traité, que les Etats-Unis, de toute façon, poussent à l'intransigeance. Le refus de ratification par l'Assemblée nationale, le 30 août 1954, était dès lors inévitable.

Le volapiik et les cabris

La deuxième crise grave éclate en 1962. Revenu au pouvoir en 1958, de Gaulle s'est fait le défenseur des traités existants, ceux de la Communauté économique européenne et de l'Euratom signés à Rome l'année précédente. En 1962, il se montre même très ferme pour que soit décidée une politique agricole communé aux «Six». Il voit surtout dans le Marché commun un instrument économique, un lieu de coopération, qui ne doit pas usurper la souveraineté des Etats, mais qui doit permettre la «coopération e et régulière des gouvernements responsables > (31 mai 1960).

Sa conception suropéenne est donc plutôt confédérale, mēme si les limites qu'il assigne à l'Europe sont imprécises puis-que, des novembre 1959 à Strasbourg, il rave d'une «Europe depuis l'Atlantique jus-qu'à l'Oural». Il insiste chaque fois pour que «le nation reste elle-même à l'intérieur de l'organisation commune > (29 décembre 1961) et il brocarde eun truc, une organisation

bizarre, l'intégration ≱. Le 15 mai 1962, il propose une organisation politique (ie) Plan Fouchet) avec réunions périodiques des chefs d'Etat, et constitution de commissions pour le politique, le défense et le culture. Mels il repousse l'Eu-rope supranationale, ironisant sur le «volapuk intégré» que devralent écrire les Européens.

largement présent pendant le gouvernement pour protester contre une conception qu'ils jugent trop figée. Les socialistes adoptent la même attitude lors de leur conseil national de Puteaux.

> En 1963, de Gaulle s'oppose à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun en raison des conditions qu'elle y pose, et il ajoute : « Si quel-qu'un dit « l'Angleterre est une fle », personne n'en revient. C'est pourtant une vérité d'évi-dence. » Tous les partis politi-ques français – à l'exception de l'UNR – jugent sévèrement la politique européenne du président français. Le 14 janvier 1963, il explique son attachement à la souveraineté de cha-que Etat en refusant de la transmettre à des « aréopages ∢ technocratiques, apetrides et irresponsables ».

L'e Europe des Etats » (il récuse le terme d'Europe des patries) doit, selon de Gaulle, être réalisée par leur «coopération a pour qu'elle ait «une seule politique » concernant les problàmes du monde et les probièmes de la défense (Troyes, 29 avril 1963).

Le référendum de 1972

Après la conclusion du traité agricole, il répétera sans cesse ces mêmes principes, et dans son intervention télévisée du 14 décembre 1965, pendant la campagne présidentielle, il se posera en défenseur de l'Europe en affirment: «On ne fait pas de politique autrement que sur les réalités. Bien sûr, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant € l'Europe I », cl'Europe i », cl'Europe i », mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien »: L'antigaullisme des partis politiques se noumit. pour beaucoup d'entre eux, de la politique suropéenne du général de Gaulle. C'est le cas pour le MRP, mais aussi pour les libéraux (futurs giscardiens) et pour une partie de la SFIO.

Un nouveau sujet de querelle survient en 1972 lorsque es Pombidou o référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne, souhaitée par tous les partis. Mais son initiative est dénoncée comme une manœuvre de politique intérieure, et les socialistes, entraînés par leur premier secrétaire, M. François Mitterrand, pronent l'abstention. Elle atteindra 40 %, retirant au résultat sa valeur de symbole.

L'élection de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel, qui a lieu pour la première fois en 1979, est également dominée par les problèmes de politique intérieure, comme le seront les consultations de 1984 et 1989. Aucun parti politique n'ose cependant les boycotter. Il est vrai que, dix ans après le départ de de Gaulle, le manichéisme en matière européenne s'est largement atténué.

Les gaullistes, en particulier, acceptent que l'Europe se construise, même politiquement, même militairement, à condition que chaque Etat y contribue en toute souveraineté. S'ils présentent en 1979 une liste autonome, sous la pression notamment de M. Debré, avec le titre explicite da «Défense des intérêts de la France en Europe » (DIFE), cinq ans plus tard, ils figurent sur une liste conduite par M= Simone Vail et en 1989 s'associent à l'UDF derrière M. Giscard d'Estaing, Mr Veil faisant liste à part avec une fraction des centristes.

Les demières élections européennes ont surtout permis à ment écologique de renforcer eurs scores, d'avoir des élus et d'acceder à une tribune européenne pour mieux s'adresser aux electeurs français. Presque un demi-siècle après les utopies généreuses des pères fondateurs de l'Europe, tous les partis politiques français se sont railles à ce concept, mais tous aussi, bien qu'à des degrés divers, le font cohebiter avec la

Le long combat des socialistes français

par Jacques Kergoat

L'Europe, en 1945, n'est pas, pour les socialistes, une idée neuve. Mais c'est la première fois qu'ils sont confrontés à la perspective concrète de la construction euro-péenne. Deux questions expliquent cette reacontre. D'abord, comment reconstruire les économies européennes exsangues? Et ensuite, comment à l'avenir empêcher la guerre?

Peu à peu convertis à la nécessité de l'intégration européenne, les socialistes préconisent dans un premier temps une Europe qui va jusqu'à l'Oural. Léon Blum déclare ainsi, le 9 juin 1947 : « Quand nous parlons de l'Europe, nous entendons l'Europe entière, l'Europe de l'histoire et des atlas géographiques, non pas tel ou tel groupe de nations européennes, à l'exclusion de tel autre. » Même quand, début juillet, l'URSS refuse le plan Marshall, la SFIO maintient, un temps, la perspective européenne comme celle Peu à peu convertis à la nécessité pective européenne comme celle d'une « troisième force internationale », dont la connotation est

Les événements s'accélèrent : naissance du Kominform, coup de Prague, blocus de Berlin et, le 4 avril 1949, signature du Pacte atlantique. Les perspectives d'une Europe «socialiste», voire «neutra-liste», s'éloignent peu à peu. Le Mouvement pour les Etats-Unis socialistes d'Europe change signifi-cativement de nom : il devient le Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe. Les commen-taires sur l'aide américaine évoluent : Daniel Mayer présente l'aide Marshall comme a du socia-lisme pratique à l'échelle internatio-nale». Désormais, pour la SFIO, la construction européenne passe par l'alliance avec le MRP et avec les divers consents appo-enféricaires divers courants «pro-américains», contre les communistes et les gaul-

Fédération ou confédération?

Faut-il prévoir une Europe confédérale, où les nations conserveraient leur identité et, tout en organisant entre elles une concertation et une coopération permanentes, pren-diaient leurs décisions à l'unanimité? Faut-il, au contraire, s'enga-ger dans une dynamique fédérale, régie par des institutions démocrati-ques et supranationales, auxquelles chaque Etat accepte de déléguer ses pouvoirs? Assez vite, Blum rallie les socialistes français aux thèses fédéralistes, au prix d'une distinction subtile et ambigué entre deux concepts : l'indépendance, qu'il encourage, et la « souveraineté nationale», dont il estime qu'elle mène « au désordre économique et à la guerre».

Les travaillistes anglais, pour ne citer qu'eux, demeurent résolum hostiles aux thèses fédérales. Au sein de l'Organisation européenne coopération économique (OECE), créée en avril 1948, comme au sein du Conseil de l'Europe, mis en place en mai 1949, les Britanniques privilégient constam-ment leurs intérêts nationaux et mettent leur veto à toute initiative empiétant sur les prérogatives des Parlements.

Un débat éclate alors dans la Un débat éclate alors dans la SFIO: faut-il se résoudre à faire l'Europe sans les travaillistes anglais? «Oul», répondent André Philip et Gérard Jaquet; «Non», répond Guy Mollet: «L'Europe se réduirait, alors, a un duo franco-allemand. Une unification poétugue réalisée sans la Grande-Bretagne, et pourquoi pas demain sans les Scandinaves, serait sans valeur». Il l'emdinaves, serait sans valeur». Il l'emves, serait sans valeur». Il l'em-Cependant, devant le blocage de

toute avancée fédérale, c'est une antre thèse qui prévaut dans les faits : plutôt que de chercher à avancer sur tous les points avec quelques pays, ne vaut-il pas mieux chercher à avancer sur quelques points avec tous les pays? En fait, points avec tous les pays ? En fail, il faudra avancer sur quelques points avec quelques pays. Ainsi nait, le 8 avril 1951, la Communanté européenne du charbon et de l'acier (CECA): elle ne regroupe que six pays – et pas la Grande-Bretagne, – mais elle est coiffée par une haute autorité commune qui dispasse de reuvoire réels C'est dispose de pouvoirs réels. C'est unanimement que les socialistes français s'y déclarent favorables.

La question allemande

Surgit alors la question allemande. Dans sa corrélation avec la construction européenne, elle ne date pas d'hier. C'est dès juillet 1943, et dans la clandestinité, que le Populaire de zone sud écrivait: « Pour se prémunir contre tout accès futur de la « barbarie germanique » (...), il n'existe donc qu'un seul pro-cède : l'incorporation de la nation illemande dans une communauté internationale assez puissante pour la rééduquer, la discipliner, et, s'il fallait, la maîtriser.»

L'argument avait pesé lourd pour s'engager dans la construction euro-péenne. Et un sujet était resté tabou : celui du réarmement alle-mand. Il était pourtant, avait averti Sirius dans le Monde dès le 6 avril 1949, « contenu dans le pacte de l'Atlantique comme le germe dans l'œuf». La prédiction se réalise : Dean Acheson, à la conférence de New-York, en septembre 1950, déclare sans ambages: «Je veux des Allemands en uniforme pour l'autonne 1951.» René Pleven, alors président du conseil, obtempère: en octobre, il présente à l'Assemblée pations la un service de Common de la conseil et la conseil de la conférence de nationale un projet de Commu-nauté européenne de désense (CED), intégrant des divisions alle-mandes.

Nouveaux débats

Les socialistes hésitent. L'intégration européenne n'est-elle pas, ici aussi, le meilleur moyen d'éviter la reconstitution d'une armée natio-nale allemande? Au contraire, accepter les deux divisions alle-mandes que réclament les Américains sous couvert de la CED, cains sous couvert de la CED, n'est-ce pas metire le doigt dans l'engrenage du réarmement allemand? La majorité approuve, finalement, le processus de la CED, mais c'est plus du tiers du parti qui s'y oppose... Il y a dans ce tiers la couche des dirigeants «blumistes» qui ont reconstruit le parti pendant la guerre, et, aussi, des réfractaires de gauche, comme Marceau Pivert.
Mais l'opposition germe d'abord de gauche, comme mancau Prent.
Mais l'opposition germe d'abort
parmi des «nationalistes» (Lacoste,
Lejeune, Naegelen), chez lesquels la
peur du «boche» l'emporte provisoirement sur la peur du «cosaque». En face, Mollet tient d'aillerre le raisonnement inverse S'il leurs le raisonnement inverse. S'il accepte la CED, c'est, dit-il, « parce [qu'il] place le danger russe avant le danger allemand».

Le débat est très vite passionnel, à tel point que cinquante-trois députés rompent la discipline; Mayer, Moch et Lejeune sont exclus le soir même. Ils seront bientôt réintégrés. Les cicatrices, elles, ne se refermeront pas de sitôt.

La SFIO s'offre une cure d'opposition dont elle sort en 1956 avec a victoire du Front républicain. Si Guy Mollet est pressenti par René Coty comme president du conseil, et non Pierre Mendes France, c'est, anssi, en raison de ses convictions européennes. «Le prix des suffrages modérés et du MRP, écrit Claude Estier dans France-Observateur, c'était l'Euratom et le retour au lan-gage petit européen soudainement retrouvé.» Ce sera, effectivement, l'Euratom et la reprise de la méthode employée pour la CECA : un peu d'autorité commune - mais «technique» - et le fait que, ici aussi, il faut se passer des Anglais.

Les socialistes souhaitent aller plus loin : ce sera, en mars 1957, le commun. L'optimisme est de mise : « La libération des échanges abaissera le coût des marchandises », explique Alain Savary. Et «l'objectif est l'harmonisation des législations sociales au niveau le plus élevé», ajoute Mollet. Dans l'immédiat, les résultats sont faibles : union douanière et restauration progressive de la libre circulation des marchandises, mais le dispositif supranatio-nal reste limité, et l'on fait la part belle à un libre-échangisme assez éloigné des principes socialistes.

On ne note pourtant pas suffi-samment l'état d'esprit qui entoure une première prise de distance à l'égard du protectorat américain. La CED a laissé un souveair amer, l'attitude des Américains ne paraît pas très claire sur l'Algérie, et puis il y a le «lâchage» au moment de l'expédition de Suez. C'est l'affaire de Suez explique Savary, qui « a amené les socialistes à souhaiter qu'on aille plus vite dans la construction européenne».

A partir de 1958, cette construction européenne se heurte à l'hos-tilité gaulliste. Cependant, peu à peu, les échanges entre les «Six» augmentent, la politique agricole commune se met en place, et, en 1972, c'est l'entrée dans le Marché commun de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande.

Entre-temps, dans le Parti socia-liste, les données de la discussion ont change. Après les échecs successifs du «cartel des non», en 1962, puis de la «grande fédération», quelques années plus tard, la «petite Europe» a perdu son carburant politique : les alliances de «troisième force» avec la démocra-tie-chrétienne. Et avec la constitution de la FGDS et le cheminement vers le nouveau Parti socialiste, les débats reprennent.

La coalition Mollet-Savary, qui dirige le parti à partir de 1969, maintient, au départ, l'essentiel des positions traditionnelles de la SFIO. La conquête de la direction par François Mitterrand ne devrait pas modifier cette orientation : européen convaincu, il n'a pas, sur ce point, de divergences fondamentales avec Mollet et Savary, mais il n'en

mateurs de son courant, issus de la Convention des institutions républi-caines. Et, surtout, il faut compter avec un nouveau courant, le CERES, qu'anime un quarteron de jeunes énarques. Rétrospectivement, celui-ci apparaît, à l'origine, moins anti-européen que sa légende ne le ferait croire. Le CERES souligne ainsi, en 1968, dans un article inti-tulé « Critique de l'Europe gau-loise» « la nécessité de dépasser un nationalisme etroit et ombrageux ». Mais il s'oppose, également, à un pouvoir supranational « qui consoli-derait, aujourd'hui, un rapport de forces défavorable au socialisme». Un certain nombre de convention-nels, à commencer par Pierre Joxe, ne sont pas insensibles à ce langage. Pour éviter que ne se constitue un bloc antieuropéen, M. Mitterrand doit se fâcher, claquer la porte du bureau exécutif et annoncer son retour à lestes. Ca marche : le retour à Latche. Ca marche : le congrès de Bagnolet, en 1973, frôle l'unanimité sur l'Europe, Joxe et Estier ont plié. Le CERES a, certes, coloré la rédaction finale, mais il vote avec les mollétistes, ultra-européens, un texte qui réclame l'élec-tion au suffrage universel du Parle-ment européen. Seul Jean Poperen s'oppose, en l'absence de réelles garanties, à l'extension des pouvoirs communautaires,

Question d'actualité

On peut noter qu'au même moment M. Michel Rocard, qui s'apprête à rejoindre le Parti socia-liste, publie un brûlot anti-Marché commun (le Marché commun contre l'Europe), dans lequel il condamne explicitement l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Ces positions ne se cristalliseront

Dès le congrès de Nantes, en 1977, Jean Poperen et Michel Rocard rejoignent les positions européennes de la majorité, tandis que le CERES donne sa propre interprétation du compromis de Bagnolet. Admise « en principe » à Bagnolet, l'élection au suffrage uni-versel de l'Assemblée européenne

tune ». Le débat s'élargit à la quesun numéro de sa revue, Repères, intitulé « L'enlèvement de l'Eu rope», dont la couverture s'orne d'un aigle allemand à l'allure peu engageante, qui enlève dans ses serres un pauvre Hexagone visiblement terrorisé. Et le CERES ajoute, commentant les compromis au sein du groupe socialiste européen : «Entre rompre avec le capitalisme, à la française, et le gérer, à l'allemande, le fossé apparent serait-il donc si aisément franchissable?» Un projet de programme européen, négocié du côté français par Robert Pontillon et Rocard est repoussé par le bureau exécutif, adans un mélange de colère et d'hi-larité », assure M. Pierre Guidoni. Le PS adopte, en revanche, une déclaration politique des Partis socialistes de la CEE d'« inspiration SPD », selon le CERES, qui s'y oppose vainement et estime que la majorité du PS a, désormais, renié l'accord de Bagnolet.

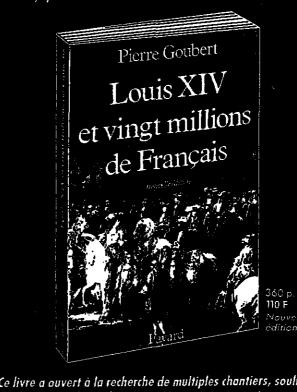
En 1981, les propositions 11, 12 et 13 du candidat Mitterrand, qui concernent l'Europe, sont assez vagues, mais le débat rebondit, avec la mise en place de la politique de rigueur, autour de la question : faut-il ou non sortir du système monétaire européen ? Le CERES pas seulement lui - répond par

A la veille de Maastricht, une question au moins reste présente dans les débats européens des socia-listes français. L'Europe est-elle, aujourd'hui, le meilleur cadre pour de nouvelles avancées sociales, celui où le rapport de forces est le plus nettement en faveur de la gauche? Ou la gangue libérale, qui pèse au niveau europeen, est-elle l'alibi rêvé, au nom des contraintes internationales, pour le renoncement aux transformations sociales?

Jacques Kergoat, historien, est spécialiste du Parti socia-liste.



Peu de livres, en ce XXº siècle, ont, autant que celui-ci, paru en 1966, marqué non seulement la corporation des historiens mais aussi le public. Eblouissant par la nouveauté du propos comme par le style, il fut en son temps salué - ou dénoncé pour sa force de suggestion et son caractère corrosif, voire plus de statufier (ou encore de dénigrer) le Grand Roi, mais de faire le partrait d'une société dans son épaisseur et sa complexité, et de saisir les ressorts du dialogue (souvent difficile) qu'elle entretenait avec son souverain.



Ce livre a ouvert à la recherche de multiples chantiers, souligné des lacunes, indique des pistes. Vingt-cinq ans après, les travaux - souvent d'une exceptionnelle qualité - qu'il a suggérés ont très largement confirmé et établi ce qui avait pu apparaître aux censeurs de 1966 comme une série d'intuitions hardies et d'assertions arbitraires. En des pages nouvelles, Pierre Goubert en dresse ici un bilan qui précise, complète, enrichit ce "grand classique" qu'est devenu et demeure Louis XIV et vingt millions de Français.

l'Histoire

FAYARD

L'« Etat confédéral » de M. Gorbatchev semble irrémédiablement compromis

Les présidents de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine devaient se rencontrer samedi 7 et dimanche 8 décembre à Minsk. Il s'agit essentiellement de déterminer si l'Ukraine serait prête à envisager une quelconque forme d'association avec l'ensemble ou une partie des anciennes Républiques soviétiques. En tout état de cause. la formule d'un « Etat confédéral » défendue par M. Gorbatchev paraît condamnée.

MOSCOU

de notre correspondant

En public, le président soviétique comme le président russe font tou-jours semblant de croire que rien d'irrémédiable ne s'est produit. Ils affirment toujours espérer que l'Ukraine consentira en fin de compte à signer le traité de l'Union, qui permettrait de réinsuffler la vie à l'ancienne URSS. L'un et l'autre, selon leurs propres termes, «ne peuvent se représenter » qu'une telle Union puisse exister sans l'Ukraine.

Tout indique pourtant que, de ces prémisses communes, MM. Gorbat-chev et Eltsine tirent des conclusions très différentes. Le président soviétique paraît résolu à tout faire pour les meubles, c'est-à-dire l'existence d'un Etat ex-soviétique, au besoin en se passant de l'Ukraine, en attendant que les gens de Kiev révi-sent leur position. L'essentiel pour lui est de résoudre la question de la préservation de l'Etat, à laquelle, affirme-t-il, tous les autres problèmes du pays sont « subordonnés ». M. Eltsine, hii, place ses priorités ailleurs. Il a répété, jeudi, ce qu'il avait déjà dit avant le référendum ukrainien : «La Avant le technique un administration d'un dont l'Ukraine ne ferait pas partie.» Les deux Républiques ont tissé des «liens séculaires» a ajouté le présiqu'elles appartiennent «à des sys-

Reste, théoriquement, l'espoir que les dirigeants ukrainiens changent d'avis. M. Leonid Kravtchouk a été invité à rejoindre M. Eltsine à Minsk, où le président russe devait rencontrer samedi et dimanche le président du Soviet suprême de Bié-lorussie, M. Chouchkievitch, pour ce qui promettait d'être une grande explication. Mais M. Eltsine lui-même, qui a déjà eu un entretien téléphonique avec M. Kravichouk, convenait qu'il avait a peu d'espoir » de le faire changer d'avis. Espoir d'autant plus mince que le président ukrainien ne cesse d'affirmer qu'il n'est pas question d'un revirement. Il l'a encore redit jeudi soir : « Pendant toute la campagne électorale, j'ai expliqué partout que l'Ukraine ne signerait pas le traité. Je n'ai pas le droit moral de ne pas tenir ma pro-

Alors, encore une fois, que faire? Deux solutions semblent envisagées

terait à transformer le projet de traité de l'Union de manière à le rendre acceptable pour l'Ukraine, mais il faudrait pour cela bouleverser com-plètement un texte qui a déjà été remis pour examen aux Parlements des diverses Républiques et, vraisem-blablement, en bannir toute notion d'« Etat commun» pour ne garder que la notion de «confédération». Déjà, lors de la dernière réunion du Conseil d'Etat consacrée à l'examen du projet, M. Elisine avait demandé qu'on choisisse l'appellation de «confédération» et il s'était rallié, bon gré, mai gré, à celle d'«Etat confédéral», tout en s'abstenant, comme les autres dirigeants des Républiques, de parapher le texte. Depuis, M. Guennadi Bourboulis, qui est à la fois son premier vice-premier ministre et l'un de ses plus proches conseillers, a mis les points

sur les «i»: «La notion d'Etat confe-

déral est un non sens.»

C'est pourtant cette notion que M. Gorbatchev s'entête à défendre contre vents et marées avec d'autant plus d'énergie que sa propre exis-tence politique est en jeu. Il n'y a plus rien qui ressemble à un Etat, il n'y a plus non plus d'exécutif central, et si la fonction présidentielle devait malgré tout être maintenue, elle serait radicalement transformée. M. Gorbatchev, de toute évidence, n'a pas encore accepté de n'exercer qu'une fonction symbolique de représentation, à la tête d'un patchwork multinational, d'une sorte de «Commonwealth » dont les membres seraient associés par des liens plus ou moins lâches selon les cas. D'ailleurs, d'autres candidats se préparent déjà à briguer un poste de ce type, à en croire l'article dithyrambique consacré à M. Edouard Chevardnadze par le directeur du journal l'Indépendant, M. Vitali Tretiakov.

La Constitution et la Bible

M. Gorbatchev n'a plus les moyens d'imposer sa volonté. Son appel dra matique à la sauvegarde de l'Union (le Monde du 5 décembre) a été accueilli avec un scepticisme parfois ricanant. Un commentateur des Izvestia, journal pourtant d'ordinaire très respectueux des opinions du « chef de l'Etat », a affirmé que M. Gorbatchev vivait encore «dans un monde d'Illusions». Et rien n'indique qu'il soit parvenu à convaincre M. Elsine. Un traité de l'Union susceptible d'être signé aussi bien par la Russie que par l'Ukraine ne serait, en tout état de cause, qu'une feuille de vigne ne dissimulant pas grand-

A défaut d'une telle solution minimum, il faudrait examiner ce que M. Eltsine a appelé jeudi des «variantes», c'est-à-dire, selon toute apparence, d'autres formes d'associa-tion entre certaines Républiques ex-soviétiques. C'est encore une fois son conseiller, M. Bourboulis, qui avait levé la veille un coin du voile expli-

« un axe slave ». La réunion de Minsk avec les présidents des trois Républiques slaves, à laquelle M. Gorhatchev n'a pas été convié, serait bien entendu l'occasion idéale iner cette «*variante»* particulière. Mais l'Ukraine, désormais si jalouse de son indépendance, n'a-telle pas encore plus à redouter d'une association avec la Russie au sein nauté restreinte, où le poids relatif de l'ancien « grand frère» serait d'autant plus écrasant?

Par ailleurs il faut compter avec le quatrième «grand» de l'ex-URSS, le Kazakistan, qui n'entend pas se laisser oublier. Dès hundi, c'est-à-dire au Minsk, le président kazakh. M. Nazarbaev, sera a Moscou pour participer à une réunion avec ses homologues de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine, à laquelle, cette fois, devrait assister M. Gorbatchev. Une éunion d'où seront par contre exclus les représentants des petites ou moyennes Républiques, pourtant en principe engagées dans la mise en place de la nouvelle «Union». Ce qui veut dire apparemment que ce qui était en train de se faire se défait déjà, au profit d'autre chose qui reste

C'est bien entendu l'indépendance de l'Ukraine, pourtant certaine depuis des mois, qui a provoqué cette soudaine effervescence. Une effervescence qui paradoxalement ne semble pas gagner les Ukrainiens eux-mêmes, qui ont ouvert jeudi le premier chapitre de ce qu'ils espèrent être la longue histoire de leur nouvel Etat. Tandis que retentissait un hymne ukrainien, qui récemment encore valait la prison à ceux qui l'entonnaient, le président Kravtchouk a prêté serment. Sur le popitre placé devant l'ancien secrétaire à l'idéologie du Parti communiste, on avait placé deux livres : la Constitution, mais aussi la première bible traduite en ukrainien, qui date du

JAN KRAUZE

La Hongrie établit des relations satiques avec la Russie. - Le emier ministre hongrois, M. Jozsef Antali, a signé, vendredi 6 décembre, à Moscon un accord avec le président Boris Eltsine établissant des relations diplomatiques entre les deux Etats. M. Antall a également signé, avec M. Mikhail Gorbatchev un accord sur les « principes des relations de bon voisinage et de coopéra-tion» avec l'URSS, puis, à Kiev, un accord de coopération avec l'Ukraine, que la Hongrie avait reconnue, mardi 3 décembre.

□ Les ambassades de Lituanie, d'Es-tonie et de Lettonie ont été inaugurées à Paris. - Les locaux provisoires des ambassades des trois Etats baltes réunis dans un même immeuble, boulevard Montmartre à Paris, ont été inaugurés, vendredi 6 décembre, en présence de M. Roland Dumes.

L'élection présidentielle en Moldavie

Les partisans de la réunification avec la Roumanie s'opposent aux russophones

Une élection présidentielle tenant lieu de référendum sur l'indépendance est organisée dimanche 8 décembre en Moldavie, sous une double menace : le boycottage par les partisans de la réunification avec la Roumanie et une opposition armée dans la zone des russophones prosoviétiques.

KICHINEV

de notre envoyé spécial

«La maison brûle mieux quand on l'allume des deux côtés», plai-sante amèrement un observateur à Kichinev. A la veille de la premièr élection présidentielle, en «confirma-tion de l'indépendance» proclamée au lendemain du putsch d'août, la capitale de la Moldavie était prise entre les feux des partisans de l'Union – les russophones armés et les troupes soviétiques de l'est de la République – et les militants de la réunification avec la Roumanie. Les autorités de Kichinev ont dénoncé vendredi « un putsch de généraux soviétiques avec l'accord tacite du centre » dans l'est russophone de teur République, à savoir le déploie-ment d'unités militaires soviétiques dans des districts de cette région prosoviétique, pour empêcher la tenue du scrutin censé rétablir la

"paix civile" en Moldavie. L'élec-tion, qui tient lieu de référendum sur l'indépendance face à Moscou, mais aussi vis-à-vis de Bucarest, est mais aussi vis-a-vis de Bucarest, est a mendeée d'un boycottage des parti-sans de la réunification rapide avec la Roumanie», qui représenteraient 21 % des inscrits, selon un sondage pré-électoral. Mais 27 députés mol-daves et 33 députés roumains, réu-nis vendredi à lasi, en Moldavie roumains, cot formé un receptif roumaine, ont formé un «conseil national de l'union » pour que la Moldavie orientale, annexée en 1940 par l'armée soviétique, rejoigne Bucarest.

L'armée aux commandes

Le président Mircea Snegur espère 70 % de participation à ces élections, qui ne seront valables que si plus de la moitié des 2,4 millions d'électeurs y participent. Dans l'Est, à Tiraspol, les autorités de la Transnistrie affirment ne pas s'opposer à l'organisation dans leur région du scrutin préconisé par Kichinev, bien que – comme les autorités «sénaraque - comme les autorités «sépara-tistes» du Sud, peuplé de Gagaouzes (Turcs orthodoxes), - elles refusent de les organiser elles-mêmes.

Tiraspol dément tout mouvement des troupes soviétiques qui, selon Kichinev, « terrorisent », avec la Garde nationale, russophone, la population de la région, à 40 % mol-dave. Les autorités de Tiraspol,

«capitale» de la «République moidave de Transnistrie », « indépen-dante » depuis le référendum de commandant de la 14 armée sta-tionnée chez elle, le général Guenadi lakoviev, a été nommé eresponsable des affaires militaires», tout en res-tant chef des forces soviétiques locales. Et la Garde nationale, qui, armes automatiques à la main, contrôle les «frontières», a refoulé vendredi deux observateurs américains, selon la télévision moldave. La garde des russophones, équipée par l'armée soviétique, a attaqué la police moldave, vendredi soir, dans deux localités de Transnistrie, bles-

Pourtant les autorités de la capitale moldave, qui ont appelé les Nations unies à envoyer des observateurs permanents dans leur Répu blique menacée d'une « dictature militaire (...) aux tragiques conséquences», ne cessent d'espérer que des Russes, Ukrainiens et Gagaouzes vont quand même voter dimanche Mircea Snegur, ex-apparatchik du Parti communiste moldave, qui a pris le train de la « renaissance candidat d'une «indépendance» à bâtir entièrement et d'une « paix

JEAN-BAPTISTE NAUDET

YOUGOSLAVIE: la poursuite

Flambée de violence sur tous les fronts

En dépit du quatorzième accord de cessez-le-feu et maigré la présence en Yougoslavie de l'émissaire des Nations unies. M. Cyrus Vance. les combats ont repris de plus belle, vendredi 6 décembre, en Croetie. Le front de Slavonie occidentale, qui ne s'est jamais totalement tu depuis qu'a été conclue, le 23 novembre à Genève, la demière en date des trêves, a été le théâtre de violents affrontements, notamment à Novska, Lipik, Pakrac et Nova-Gradisica.

BELGRADE

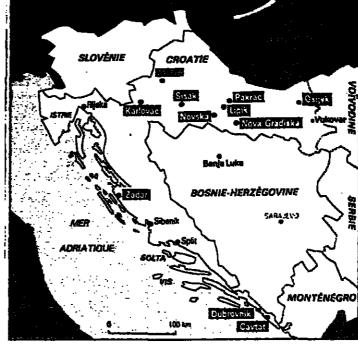
de notre correspondante

Osijek, le chef-lieu de la Slavonie (dans l'est de la Croatie), où vient d'être envoyée une mission d'obdredi, une nouvelle offensive de l'armée fédérale oui a fait, seion un bilan croate, six morts et quinze blessés. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humani taire, qui était encore vendredi à Osijek, a mis en cause la communauté internationale, déclarant que « l'Europe et le monde entier devraient assumer la responsabilité de tout ce qui se passe. C'est une sale guerre, qu'il faut avoir le cou-rage de voir telle qu'elle est, car ce serait de la lâcheté que de fermer

Par ailleurs, plusieurs fronts se

sont rouverts dans la journée de vendredi. Après plusieurs jours d'accalmie, les combats ont repris dans la région de Karlovac (au sudouest de Zagreb), à Sisak (au sudest de la capitale croate) et aux alentours de l'aéroport militaire de Zadar (Dalmatie). Dans la région de Dubrovník, les combats ont également redonblé d'intensité et le centre médiéval était, vendredi après-midi, en feu. e 30 % des bâtiments de la ville historique ont été détruits ou gravement endom-magés... dont le Stradun, le Preko, le monastère dominicain et son èglise, le palais Sponza, le Musée Rupe, etc.», a rapporté l'un des représentants de l'UNESCO présents à Dubrovnik, tandis qu'un délégué de l'UNICEF, M. Steffan de Mistura, qui se tronvait également dans la cité, précisait qu'une épaisse fumée s'élevait au-dessus de la vieille ville à la suite d'un violent bombardement qui a commencé peu avant 5 heures.

Selon l'agence croate Hina. Dubrovnik a subi une attaque navale et terrestre. Les obus sont tombés sur le centre historique, provoquant d'importants dégâts matériels et des incendies. Le Stradun, cette large rue piétonne à l'intérieur des remparts, est en grande partie détruit. Autour des remparts, les rues sont recouvertes de gravats et de blocs de béton. Dans ville médiévale, l'Hôtel Libertas et le centre universitaire étaient en slammes. Dans le quartier de Ploce, l'Hôtel Argentina, qui abrite



des étrangers et une délégation du gouvernement de Zagreb, a été dommagé, toujours selon Hina. Dans le courant de la matinée.

vingt-neuf blessés et quatre morts ont été évacués sur l'hôpital de Dubrovnik, Vers 11 heures, les négociations qui se déroulaient à Cavtat, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de la ville, entre les représentants du gouvernement croate et de l'armée fédérale, auraient permis une courte accalmie. Mais, avant midi, l'attaque reprenait et devait durer jusqu'à 16 heures. Selon le maire, M. Poljable de l'histoire de Dubrovnik ».

Démenti de l'armée

Cependant, vers 13 heures, l'un des porte-parole du ministère fédéral de la défense, le colonel Milan Gvero, déclarait à Belgrade à l'agence Tanjug, que «l'armée you-goslave n'a pas bombardé Dubrovnik ». Pour ajouter : « Toutes les informations sur le prétendu bom-bardement de Dubrovnik relèvent d'une désinformation perfide visant à traîner dans la boue l'armée fédérale au moment le plus délicat des

Dans l'après-midi, Tanjug affirmait que des affrontements entre les gardes nationaux croates et les formations paramilitaires de l'extrême droite croate, qui auraient éclaté dans la soirée de jeudi à la périphérie de Dubrovnik, s'étaient poursuivis vendredi, s'étendant jusqu'au centre de la ville. L'agence belgradoise ne fajsait état d'aucun bombardement et d'aucun dégât matériel particulier.

Dans les milieux militaires de Belgrade, on défendait la même thèse.

Toutefois, Tanjug indiquait plus

tard que les forces croates avaient attaque dans la matinée les positions de l'armée fédérale autour de la forteresse de Srdj, qui surplombe la ville médiévale, ainsi qu'à Lapad et à Babin Kuk, les quartiers hôteliers de Dubrovnik,

Alors que la nouvelle du bombardement de Dubrovnik avait déià fait le tour du monde, les médias serbes ne rapportaient vendredi soir et samedi matin que les dépêches de l'agence l'anjug, passant sous silence la destruction d'une partie de la ville médiévale. D'autre part, l'envoyé spécial du quotidien independant Barba rapportait dans les premières éditions de samedi les négociations entre la délégation croate et les autorités militaires à Cavtat, sans faire état de ce qui s'était passé à 20 kilo-mètres de là, à Dubrovnik.

De son côté, le vice-amirai Jokic, qui commande les opérations militaires dans la région de Dubrovnik a fait savoir dans la journée de vendredi qu'il était consterné par les événements et a affirmé qu'il n'avait pas ordonné cette offensive. D'autre part, M. Ivan Cifric, l'un des ministres délégués à Dubrovnik par le gouvernement de Zagreb pour négocier avec l'armée fédérale, a déclaré que certaines unités yougoslaves qui encerclent la ville auraient échappé au contrôle de leur commandement et entrepris l'attaque de vendredi de leur pro-pre initiative. Enfin, le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, a informé M. Cyrus Vance et la mission européenne d'observation stationnée à Dubrovnik qu'une enquête serait ouverte pour retrouver les responsables de ce drame.

FLORENCE HARTMANN

L'Allemagne confirme son intention de reconnaître la Croatie et la Slovénie

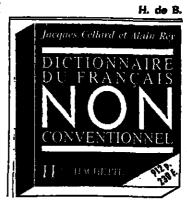
La décision allemande de reconnaître avant Noël la Croatie et la Siovénie indépendantes a été confirmée cette semaine aux présidents des deux Républiques sécessionnistes, MM. Franjo Tudjiman et Milan Kucan, venus l'un après l'autre à Bonn. La seule question qui subsiste aujoud'hui, en attendant la réunion des ministres des affaires étrangères du 16 décembre, est de savoir combien de pays - européens et autres - suivront l'exemple alle-

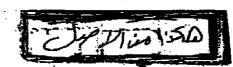
de notre correspondant M. Tudjman, qui a quitté Bonn vendredi 6 décembre, a reçu la promesse que l'aide humanitaire fournie par l'Allemagne serait por-tée de 7 à 17 millions de deutchemarks. Cette aide est destinée à la Croatie, à la Slovénie et à quelques actions ponetnelles en Bosnie-Herzégovine. Le ministre allemand des affaires étrangères,

M. Hans-Dietrich Genscher, est allé symboliquement saluer à son départ, vendredi, un convoi d'aide médicale destiné à la Croatie. De plus, un diplomate a quitté Bonn pour aller ouvrir à Zagreb un bureau de coordination. M. Gen-scher se défend toutefois de vouloir faire cavalier scul. Il estime que après avoir averti les militaires yougosiaves des conséquences qu'aurait la poursuite des combats, les Européens ne peuvent se déju-ger, sauf à paraître donner raison à l'armée. Ou fait, en outre, valoir ici que l'aide qu'il faudra apporter aux nouvelles Républiques indé-medente pleur par line question pendantes n'est pas une question purement aliemande et que l'Allemagne n'a pas les moyens d'aller financièrement au-delà de ce qu'elle fait déjà pour les pays de

On est conscient à Bonn que la reconnaissance ne réglera pas, magiquement, la crise. Au ministère des affaires étrangères, on souhaite qu'elle soit suivie de l'ouverture de négociations pour définir des accords d'association ayant pour effet de stabiliser la démocratie dans les nouvelles Républiques. On estime d'autre part qu'elle On estime d'autre part qu'elle

pour que celle-ci prenne ses responsabilités. En revanche, l'hypothèse d'une action militaire à la demande de la Croatie suscite des réponses évasives. Liée par sa Constitution et par son passé dans la région, l'Allemagne ne peut envisager ni envoi de troupes ni vente d'armes directe. Elle pourmit, au mieux, donner de l'argent aux Croates pour leur permettre de s'en





Micosi Will Com

Violence

fronts

L'envoyé spécial de l'ONU en Yougoslavie, M. Cyrus Vance, a adressé, vendredi 6 décembre, une note de protestation a-t-il souligné, se déclarant «convaincu qu'il n'y a pas une seule raison à la poursuite des bombardements de Dubromik et d'Osijek». une note de protestation « urgente et énergique » au ministre yougoslave de la défense, le général Veljko Kadijevic, pour s'élever contre les bombardements de Dubrovnik (sur la côte adriatique) et d'Osi-jek (dans l'est de la Croatie), a annoncé l'agence yougoslave

De retour à Belgrade après une visite à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), M. Vance, s'exprimant devant la presse, s'est déclaré « furieux », estimant que ces bombardements « n'auraient pas dù se produire en ce moment ». La poursuite des combats en Yougoslavie est « déplorable »,

Les Etats-Unis imposent des sanctions à l'ensemble des Républiques

Les Etats-Unis se sont démarqués, vendredi 6 décembre, de la Communauté européenne en annonçant des sanctions économiques contre les six Républiques yougoslaves. Le porteparole du département d'Etat, Me Margaret Tutwiler, a précise que le système de préférences commerciales, l'aide américaine et un accord bilatéral sur les textiles étaient ainsi suspendus pour l'enaccord bilateral sur les textiles étaient ainsi suspendus pour l'ensemble de la Yougoslavie. La CEE a, quant à elle, levé les sanctions qu'elle avait précédemment prises contre la Croatie, la Slovénie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine, pour ne maintenir que celles visant la Serbie et son allié, le Monténéro

ténégro.

Aux journalistes qui lui demandaient pourquoi les sanctions américaines s'appliquaient à tout le pays, Me Tutwiler a simplement répondu: « C'est ainsi que les Etats-Unis ont décidé d'agir. » Le président Bush avait annoncé le mois deruier sa décision d'imposer des sanctions à la Yougoslavie, mais les modalités n'en avaient pas été dévoilées. En 1990, les États-Unis ont importé pour 776 millions de dollars de propour 776 millions de dollars de pro-duits et de services yougoslaves, ce qui représentait environ 5 % des échanges extérieurs de la Yougosla-

Parallèlement, le département d'Etat a publié un communiqué condamnant vigoureusement la Ser-bie et le Monténégro pour leurs vioques contre des civils en Croatie.
«La poursuite du recours à la force et à l'intimidation contre la Croatie et a i inumination contre la Croane et la Bosnie par les dirigeants serbes et leurs alliés du Monténégro ainsi que par l'armée yougoslave constitue le principal obstacle à un règlement

ments de Dubromik et d'Osijek».

« Il est certain que les événements d'aujourd'hui rendent ma mission difficile », a souligné M. Vance, qui se trouve en Yougoslavie pour examiner les possibilités de l'envoi d'une force de paix de l'ONU dans ce pays. L'ancien secrétaire d'Etat américain a exprimé l'espoir que « ceux qui contrôlent les forces armées» sur le champ de bataille yougoslave feront tout ce qui est en leur pouvoir pour arrêter les hostilités. Il est toutefois «évident», a-t-il ajouté, que de nombreuses formations armées « échappent à tout contrôle».

A New York, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuel-lar, s'est, pour sa part, déclaré «consterné» de la reprise des box-

pacifique», indique ce communiqué. L'initiative américaine souligne, L'initiative américaine souhgne, une fois de plus, les divergences apparues au sein de la communauté internationale sur la crise yougos-lave. Alors que certaines capitales européennes, au premier rang desquelles Bonn, poussent à la reconnaissance des Républiques sécessionnistes, les Etats-Unis s'opposent fermement à une telle reconnaisfermement à une telle reconnais-sance. Washington redoute, en effet, que les protagonistes de la crise

soient encore moins incités à faire la

paix et que la guerre s'étende à la Bosnie et à la Macédoine. – (Reu-

Croates. Il a en outre demandé qu'acucune action ne soit entreprise à l'extérieur de la Yougoslavie qui puisse compliquer la situation et menacer les efforts en cours». Cette dernière phrase vise plus particulièrement les pays européens, dont l'Allemagne et l'Italie, qui ont affirmé leur intention de reconnaître rapidement l'indépendance de la Croatie et de la Slovenie. Face à la situation en Yougoslavie, il faut, « à un moment donné (...) absolument se déterminer à

bardements contre Dubrovnik et Osijek. M. Perez de Cuellar a appelé à un respect scrupuleux des accords

de Genève conclus entre Serbes et

(...) absolument se déterminer à employer la force, quelles que soient » les modalités de sa mise en œuvre, a quant à lui déclaré, vendredi soir, sur La Cinq, M. Bernard Kouchner, qui rentrait d'Osijek. Soulignant que cette question concernait l'Europe tout entière, notamment à la veille du sommet de Maastricht, M. Kouchner a ajouté qu'il s'agissait «à un moment de non-assistance à personne en danger ». lorsque e au moment de non-assistance à per-sonne en danger », lorsque « au milieu de l'Europe, les valeurs de l'Europe (...) sont bafouèes». Si l'on n'emploie pas la force, a-t-il pour-suivi, les troupes fédérales, qui se conduisent en « conquérants et non pas en défenseurs des minorités», continueront, « les cessez-le-feu seroni violés sans cesse, et pendant ce temps-là on prend du territoire et on démolit le patrimoine de l'huma-

Les bombardements de vendredi ont également suscité une protesta-tion de la part de M. Federico

GRANDE-BRETAGNE

Manifestation à Londres contre la présence de M. Le Pen

quatorze manifestants arrêtés. seion Scotland Yard. Trois cents policiers avaient été mobiring Cross, où un diner était

Des accrochages ont eu lieu, organisé pour le chef du Front vendredi soir 6 décembre, dans national, à l'abri de barrières le centre de Londres entre la métalliques. Les manifestants police et un millier de manifes- ont jeté des bouteilles, des écritants qui protestaient contre la teaux et divers objets en direcvenue de Jean-Marie Le Pen tion de la police. A la fin du (voir le Monde du 7 décembre) : diner, M. Le Pen s'est éclipsé policiers ont été blessés et par une porte, à l'arrière de l'hôtel. Commentant ces violences, le président du FN a déclaré : « Je ne confonds pas lisés pour protéger l'Hôtel Cha- cette populace avec le peuple britannique. » - (AP.)

AMERIQUES

ÉTATS-UNIS : cinquante ans après l'attaque-surprise dans le Pacifique

Les Américains commémorent Pearl-Harbor tout en veillant à ménager le Japon

Entouré de rescapés de Pearl-Harbor et d'anciens combattants de la bataille du Pacifique, le président Bush a participé samedi 7 décembre aux îles Hawafi à la commémoration de l'attaque-surprise lancée contre la base navale qui, le 7 décembre 1941, fit 2403 morts et conduisit l'Amérique à intervenir dans la seconde guerre mondiale (lire page 2 l'article de

Pour sa part, le Parlement iaponais, dominé par le Parti libéral démocrate (conservateur), a renoncé à présenter officiellement les excuses du pays pour l'attaque, sans déciaration de guerre, de la flotte américaine. Le 3 décembre, le ministre des affaires étrangères de Tokyo, M. Michio Watanabe, avait cependant exprimé le « profond remords » que le Japon éprouvait pour « les profondes souf-frances infligées au peuple américain » à Pearl-Harbor et aux peuples d'Asie et du Pacifique durant la guerre qui a suivi.

Le président Bush avait, quant à lui, refusé de présenter les excuses des Etats-Unis pour le largage de deux bombes atomiques, sur Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945, qui ont fait près de 300 000 victimes. Selon le président améri-cain, l'utilisation de bombes atomiques a épargné de nombreuses vies, américaines mais aussi japonaises.

PEARL-HARBOR (Hawaii)

de notre envoyé spécial «Le 7 décembre est une date sième fois que je viens ici, et, à chaque fois, j'éprouve le même sen-timent », explique Martha, une habitante d'Honolulu. Avec une amie californienne, en vacances à Hawaii, elle emprunte la vedette pour aller se recueillir au mémorial jeté en travers de ce qui reste de l'épave du cuirassé USS Arizona, avec lequel il forme comme une

Considéré comme l'un des fleu-rons de la flotte américaine, ce navire de plus de 30 000 tonnes avait été coulé en neuf minutes le 7 décembre 1941, lors du premier des deux raids de chasseurs bom-

bardiers japonais Zeke (Zéro). Sa perte entraînait la mort de 1177 marins et officiers, tués dans les explosions ou par l'incendie. Volontairement laissées par trente vointairement laissees par trente mêtres de fond, dans cette sépulture de ferraille, les victimes ont toutes leur nom gravé dans le marbre. Au pied de la stèle, une simple gerbe de fleurs a été déposée, accompagnée de ces mots : « Pour une paix éternelle. De la part du Japon. Plus de guerre. «

Aujourd'hui que l'ex-ennemi nippon est devenu un allié fidèle et pacifique, mais aussi le premier partenaire commercial des Etats-Unis, Washington et Tokyo s'effor-cent d'apaiser les tensions suscitées par une autre guerre – économique, cette fois – que se livrent industriels et financiers des deux côtés du Pacifique.

Mais beaucoup n'entendent pas enterrer si vite le passé. Plusieurs semaines avant la célébration du cinquantième anniversaire, jour-naux et magazines américains ont consacré à l'événement d'abonconsacré à l'événement d'abon-dants numéros spéciaux (où aucun annonceur publicitaire japonais n'a accepté de figurer). Naturellement, la presse hawaiienne est aux avant-postes. Le Honolulu Star Bulletin a, pour l'occasion, retiré sa «Une» du 7 décembre 1941 barrée d'un énorme titre (« La guerre! Oahu est bombardé par les avions iapoénorme titre (« La guerre! Oahu est bombardé par les avions japonais»). Son concurrent, le Star Bulletin, fournit lui aussi, chaque jour, sa livraison de témoignages d'anciens combattants et de commentaires sur les vélléités de remilitarisation du Japon, et sur le « Pearl-Harbor économique » qui menacerait maintenant les Etats-Unis.

Des lettres jamais divulguées

Autant de sujets de débats, relayés par toutes les grandes chaînes de télévision japonaises chaînes de télévision japonaises venues filmer la préparation de cérémonies que l'on voudrait parfois voir closes au plus vite. « l' s'agit là de faits historiques, observe Kensagu Hogen, le nouveau consul général du Japon à Honolulu, L'attaque sur Pearl-Harbor, personne ne la conteste. Mais la persistance des relations harmonieuses nouées entre le Japon et les Etats-Unis depuis 1945 est un autre fait historique qu'il ne faut pas nier non plus. » Le diplomate affirme que « les pays du Pacifique, y compris le Japon, accueillent favorablement la présence américaine dans la région ».

Un tel discours ne peut, naturellement, que satisfaire l'administra-tion Bush, laquelle n'hésite pas, en ce moment, à encenser « nos amis japonais». Mais des deux côtés, la gêne et les arrière-pensées sont per-

ceptibles. Soucieux de marquer l'événement vis-à-vis de l'opinion publique américaine, tout en ménanomique. Washington doit aussi tenir compte de l'importante communauté japonaise vivant aux Etats-Unis – et plus nombreuse encore à Hawaii, où le quart de la population est d'origine nippone.

Pour sa part, Tokyo, qui compte douze mille ressortissants à Hono-lulu et d'enormes intérêts économilulu et d'enormes intérets économi-ques sur l'ensemble du sol améri-cain, doit parer aux houffées de xénophobie que déclenchent par-fois ses investissements. A titre préventif, le département d'Etat et la Maison Blanche ont «oublié» d'inviter le Japon (et, consèquem-ment, d'autres délégations étran-gères) à participer à la commémo-ration. Dans le même esprit, les tours-operators nippons, qu'i ration. Dans le meme esprit, les tours-operators nippons, quit envoient chaque année 1,3 million de leurs compatriotes à Hawaii, ont conseillé à leur clientèle de s'en tenir au bord de mer de Waikiki et d'éviter Pearl-Harbor en ce promette pour deites les processes moment, pour éviter les provoca-

La question des excuses japo-naises à épalement défrayé la chro-nique, « Des excuses, les Japonais en avaient déjà fourni, mais tou-jours à titre individuel, souligne Pat Masters, une spécialiste de l'his-toire nippo-américaine à l'univer-sité de Hawaii. Plusieurs partici-pants à l'altaque ont écrit pour expliquer combien ils regrettaient leurs geste. Mais ces lettres n'ont jamais été divulguées par l'associa-tion des véiérans, qui entretient un climat de tension avec le Japon. » La question des excuses

Comment les visiteurs nippons réagissent-ils aujourd'hui à l'évocation des fantômes de l'USS Arizona? « Les avis sont plus clairement exprimés par les plus jeunes et les anciens que par la génération intermédiaire, souligne Pat Masters. Ceux qui n'ont pas connu la guerre admettent que le Japon a perdu la guerre, et ils estiment même que cette défaite a finalement été une bonne chose pour leur pays, qui a pu se démocratiser et se ment èté une donne chose pour leur pays, qui a pu se démocratiser et se moderniser. Dans le même temps, ils sont très critiques à l'égard de leur gouvernement qu'ils suspectent de ne pas être assez ferme à l'encontre d'une remilitarisation du Japon. » L'historienne conclut : «Je n'ai jamais perçu ou entendu une volonté de revanche. »

Excuses ou pas, après la commé-moration de Pearl-Harbor, une page d'histoire sera tournée. Et Hawaii, où stationne toujours une tera cette porte avancée des États-Unis dans le Pacifique, où l'offensive japonaise est désormais touristique et immobilière.

SERGE MARTI

POLOGNE: l'investiture du premier ministre

M. Jan Olszewski demande de nouveaux sacrifices à la population

107 abstentions, les députés polonais ont confirmé à une large majorité, vendredi 6 décembre, la nomination de mier ministre. Soutenu par une coalition de cinq partis de centre-droit, M. Olszewski s'est donné environ une semaine pour former un nouveau gouvernement dans lequel il y aurait e de la place pour des gens prove-nant d'horizons politiques diffé-

Très discret encore sur son programme, M. Olszewski n'a pas cu un mot, vendredi, pour condamner la politique d'anstérité menée par le ministre des finances, M. Les Balcerowicz, sous les deux précédents gouvernements de Solidarité. Il a même affirmé qu'il allait e profiter de l'expérience» de ce dernier « pour résoudre le problème du budget qui s'est effondré».

> Nouveau revers pour M. Walesa

Au cours de sa première déclaration, M. Olszewski s'est montre extrêmement prudent sur la marge de manœuvre de son prochain gouvernement, en affirmant qu'il était

Par 250 voix contre 57 et inévitable de demander « de nou veaux sacrifices » à la population.

Il a néanmoins insisté sur le fait qu'ils devront « être justes et concerner tout le monde » et pas seulement les ouvriers et les pay-M. Jan Olszewski comme pre- sans durement touchés par la récession et le chômage. Il a exclu des améliorations immédiates, soulignant « qu'on ne peut espèrer aucun succès rapide et facile et peut-être, même, aucun succès du tout pendant une longue période».

La Diète a par ailleurs imposé, vendredi, un nouveau revers à M. Lech Walesa, en renvoyant en commission un projet de réforme constitutionnel qui vise à renforcer le rôle du président. M. Walesa souhaite obtenir un élargissement de ses pouvoirs qui lui permettrait de nommer et de révoquer les

Une adoption rapide de ce texte aurait permis au président d'avoir un droit de regard direct sur la formation du gouvernement de M. Ołszewski. De nombreux observateurs à Varsovie s'interrogent déjà sur la solidité du tandem Walesa-Olszewski. Peu après avoir désigné M. Olszewski, le chef de l'Etat avait publiquement émis des doutes sur les compétences économiques du nouveau premier minis-tre (le Monde du 7 décembre). -(AFP, Reuter)

Se Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

l'Est : ne perdez pas le nord faites le point



Roberte Berton-Hogge 106 p., 54 F



par François Guérard 64 p., 27 F



sous la direction de Françoise Barry et Michel Lesage 230 p., 75 F



sous la direction de Thomas Schreiber et Edith Lhomel 260 p., 110 F A paraître

29, qual Voltaire 75007 Paris (1) 40 15 70 00



an retire

me son intention

natie et la Slorenie

A 24 / 1

<u>. 1</u>,-1

F 3 3

LIBYE: les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

Le colonel Kadhafi affirme ou'il acceptera les résultats

d'une enquête internationale

Le colonel Mouammar Kadhafi a affirmé que son pays était prêt à accepter les résultats d'une enquête qui serait menée par une commission internationale dans l'affaire des attentats contre les deux avions de la PanAm (270 morts en 1988) et de l'UTA (170 morts en 1989).

Dans un entretien que publie le quotidien égyptien El Ahram, le colonel Kadhafi indique que la Libye west disposée à accueillir une commission d'enquête mise en place par l'ONU, l'Organisation des Etats américains, l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue arabe».

Le dirigeant libyen a par ailleurs affirmé que son pays n'abritait « ni des terroristes ni des réfugiés politiques », soulignant à cet égard qu'il était « contre le terrorisme et contre tout attentat visant des civils même à l'intérieur de la Palestine ». Le colonel Kadhafi a cependant reconnu que son pays doit faire « un très grand effort » pour améliorer son image de marque qui « a été malheureusemen! déformée par nos ennemis». En rendant hommage à «la sagesse» du président américain George Bush et de son secrétaire d'Etat James Baker, il a également souliené que la Libye « ne veut pas être l'ennemi d'une superpuissance comme les Etats-Unis ».

Le délégué de la Libye auprès de la Ligue arabe, M. Ali Triki, a démenti pour sa part qu'il ait proposé, ainsi que l'avait écrit un journal égyptien, l'extradition vers un pays arabe des deux ressortissants libyens inculpés dans l'attentat de Lockerbie. - (AFP.)

SÉNÉGAL: à la veille du sommet de la Conférence islamique

«Etat de grâce» politique et «bombe sociale» à Dakar

Le sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) doit s'ouvrir lundi 9 décembre à Dakar. Pendant quatre jours, le Sénégal devra se montrer à la hauteur d'un pari jamais tenté en Afrique noire : réunir un tel ensemble de souverains, chefs d'Etat et de gouvernement particulièrement soucieux de leur sécurité. Mais ce pays, qui connaît un étonnant « état de grâce » politique en dépit de difficultés croissantes, jouit d'une stabilité rare sur le continent.

de notre envoyée spéciale

Pendant trois mois, le Sénégal va vivre à l'heure des «premières»: le sommet de l'OCI terminé, tous les regards se tourneront vers le de de l'amitié à Dakar, où doit avoir lieu en janvier la dix-hui-tième Coupe africaine de football, puis, à cette fête, succédera une visite papale qui, du 19 au 23 février, conduira Jean-Paul II de Dakar en Casamance, puis en Gambie.

Les Sénégalais ne se retrouveront donc face à eux-mêmes que dans quelques mois. D'ici là, devrait demeurer l'« état de grâce » qui prévant depuis la formation, le avril d'un gouvernement dont l'opposition est partie prenante. Singulière cohabitation... L'éternel adversaire du président Abdou Diouf, M. Abdoulaye Wade, a accepté le poste de ministre d'Etat et joue à merveille le jeu de ce que l'on appelle ici la « majorité présidentielle élargie ».

Las de batailler depuis dix-sept ans, le meneur de frondes a fini par céder aux avances du chef de l'Etat et goûte aujourd'hui avec gourmandise aux délices du pou-voir. Son rôle reste mal défini mais, pour les Sénégalais, il est

régime qui l'avait mis en prison pour trois mois, au lendemain de l'élection présidentielle de 1988.

7. 7

Son entrée au gouvernement avec trois autres membres du Parti démocratique sénégalais (PDS), de tendance libérale, et le dirigeant du Parti de l'indépendance et du travail (PIT), d'obédience communiste, a calmé les esprits, qui étaient restés échauffes depuis les émeutes de 1988. Les violences d'alors, consécutives à des élections dont pul ne doute qu'elles aient été frauduleuses, avaient laissé de larges cicatrices, malgré le consensus réalisé en 1989 autour de la question mauritanienne (les massacres de Sénégalais en Mauritanie et de Mauritaniens au Sénégal avaient éveillé un réflexe d'union nationale).

De l'avis unanime, hormis celui de l'intéressé, l'arrivée de M. Wade au pouvoir n'a guère d'incidence la politique gouvernementale. On reconnaît simplement – mais c'est déjà beaucoup – à celui qui se présente comme un « copilote » le mérite d'avoir provisoirement ramené la paix sociale. Pour l'opposition, qui qualifie la cohabita-tion de « rafistolage », MM. Wade et Diouf, « ont fait une combinai-son au sommet qui a désamorcé la bombe sociale ». Mais, ajoute M. Abdoulaye Bathily, l'un des deux candidats déclarés à l'élection présidentielle de 1993, «la crise n'a pas pris fin pour autant ».

Il est vrai que, le pays s'étant beaucoup appauvri ces dernières années, tous les ingrédients d'une explosion sociale sont réunis : retard dans le paiement des salaires, revendications à l'université où les conditions de travail sont déplorables, baisse du niveau de vie des paysans, urbanisation galopante... Tous les vieux Dakarois le disent : depuis quelques années, il pleut moins ou autrefois. La disette sévit dans plusieurs régions, provoquant un exode rural

tel qu'on évalue à près d'un tiers de la population le nombre de Sénégalais vivant aujourd'hui dans la capitale. Le phénomène a commencé dans un contexte de réces sion, au moment où l'Etat dégraissait la fonction publique et où les entreprises fermaient. A Dakar, le bidonvilles ont gagné du terrain, la délinquance s'est accrue.

Plusieurs longueurs d'avance

« Nous sommes tous confrontés, et de manière aigue, aux questions que pose normalement une société en état d'instabilité extrême pour cause d'évolution foudroyante », affirmait le premier président de la Cour suprême, M. Assane Bassirou Diouf, dans son discours marquant la rentrée judiciaire. Et cette « évolution foudroyante » se produit alors que le monde politique n'a pas prise sur la société civile.

Le Sénégal est certes toujours l'un des pays les plus démocratiques du continent. La presse est libre depuis dix ans, le code électoral vient d'être réformé par une commission indépendante, en concertation avec tous les partis politiques, lesquels ont été légalisés dès 1981. Et, face à la concurrence des pays voisins, qui menace sérieusement le « monopole » démocratique dont se targue le pays, le président Diouf se plaît à répéter son souci de « veiller à ce aue le Sénéval conserve touiours plusieurs longueurs d'avance ». Mais les intellectuels parlent volontiers de « démocratie gris-gris » destinée à « attirer l'argent et exorcises les maux ».

«Ce n'est pas la politique qui pose problème, mais la mise en application de la politique », explique un des représentants des bailleurs de fonds occidentaux. Ceux-ci sont en froid avec le gouvernement. Tout programme se heurte en effet aux blocages d'une société où la corruption est admise et le pouvoir religieux - syncrétisme d'islam et d'animisme - omniprésent. Il y a deux ans, l'ensemble des banques sénégalaises a fait fail-lite. « C'est vrai qu'on faisait des prêts sur présentation d'une carte de visite », admet M. Wade. Le marasme du secteur bancaire est imputé à une vingtaine de personnes dont la liste est connue mais n'a pas été rendue publique. Parmi les trois listes qui circulent sous le manteau figurent, paraît-il, des proches du président ainsi que quatre ministres. Bien que ce scandale ne soit ignoré de personne, aucune sanction n'a été prise contre ses auteurs.

Parole de ministre : « Personne ne peut gouverner ce pays (à 85 % musulman) sans l'apport des marabouts. » Le président en a donné la preuve à ses dépens, au printemps dernier, lorsqu'il a laissé le chef de la confrérie musulmane des Mourides appeler ses fidèles à déboiser une forêt de plusieurs dizaines de milliers d'hectares. Ce faisant. M. Diouf n'a pas réalisé, dit-on, l'ampleur de son erreur. Comment peut-on solliciter l'aide internationale pour lutter contre la désertification et autoriser une vaste opération de déboisement? Cette question des bailleurs de fonds est révélatrice des contradictions autour desquelles le Sénégal tourne comme une toupie.

MARIE-PIERRE SUBTIL

 La résistance afghane invitée. Une délégation de la guérilla afghane est partie, vendredi 6 décembre pour Dakar, afin d'assister au sixième sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Elle représentera ainsi l'Afghanistan, exclu en 1980 de cette instance après l'intervention des troupes soviétiques. - (AFP, Reuter.)

TOGO: selon M. Dumas La France n'a pas l'intention

de «jouer les corps expéditionnaires»

La France n'a pas l'intention de ojouer les corps expéditionnaires » au Togo, a déclaré le chef de la diplomatie française vendredi 6 décembre, sur France Inter. Interrogé sur les manifestations antifrançaises qui se sont multipliées à Lomé pour protester con-tre le refus de la France d'intervenir contre le putsch, M. Roland Dumas a déclaré que « la France souhaite que le mouvement démocratique (...) se poursuive au Togo ». mais qu'elle « n'a pas à dire ce qu'il convient de faire ».

«On ne joue pas les dictatures, mais on ne joue pas non plus les corps expéditionnaires », a-t-il ajouté, en précisant qu'il avait pris contact avec le président gabonais Omar Bongo et son homologue sénégalais Abdou Diouf pour voir comment e éviter que la situation ne dégénère». M. Dumas a égalcment indiqué que le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny devait prendre contact vendredi avec plusieurs autres chefs d'Etat africains « amis de la France et du Togo » pour examiner les moyens de « ramener le caime » et sauver le processus démocratique dans ce

Les députés béninois ont réclamé vendredi le départ des quelque 300 soldats français dépêches la semaine dernière à Cotonou en raison des troubles au Togo voisin. Certains d'entre eux ont prié le gouvernement béninois d'expliquer la raison de la présence des troupes françaises alors que, selon l'un d'eux, « ils devraient être à Lomé »

3.00

أمريب والم

 $\mathbb{Z}^{n+2} \subseteq \mathbb{Z}$

100

M/S

7

A Paris, la ligue française des droits de l'homme a demandé au gouvernement de « reconsidérer les accords de coopération antérieurement conclus avec le Togo», et le Mouvement des démocrates a estimé que « le gouvernement français porte une responsabilité à l'égard d'une démocratie, encore șile, qu'il avait encouragée». — (AFP, Reuter.)

□ ZAIRE: trois personnes tuées par les militaires. - La radio nationale, La Voix du Zaïre, a annoncé," vendredi 6 décembre, que, la veille à Kinshasa, trois personnes ont été tuées par des militaires durant l'opération « ville morte » lancée par l'aile radicale de l'Union sacrée (coalition de l'opposition). D'autre part, M. Nguz Karl I Bond, nouveau premier ministre, doit entamer lundi à Paris une tournée des capitales occidentales afin de demander une reprise de leur

coopération avec le Zaïre, - (AFP.)

□ GUINÉE : quatre morts dans une mine de diamant. - Radio-Conakry a annoncé, vendredi 6 décembre, que de nouvelles émeutes avaient éciaté au cours de la semaine sur le site de la mine de diamant de Gbenko, entraînant la mort de quatre personnes. Ces incidents auraient été provoqués, mardi et mercredi, par des exploitants clandestins qui souhaitent que le gouvernement guinéen rouvre la mine de Gbenko, fermée à l'exploitation artisanale privée depuis décembre 1985. - (AFP.)

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT mot disk b culture generale

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

OCÉANIE

AUSTRALIE

M. Hawke a remanié son gouvernement

SYDNEY

de notre correspondante

Pour tenter de remobiliser les énergies ébranlées par une récession prolongée, le chef du gouvernement travailliste, M. Bob Hawke, a annoncé vendredi 6 décembre un remaniement ministériel. M. John Kerin nommé ministre du Trésor (économie) il y a six mois, cède ses fonctions à un homme perçu comme plus «combatif», M. Ralph Willis, ancien adjoint de M. Hawke à la tête de la confédération des syndicats.

Le premier ministre a pourtant assuré que les grandes lignes de la politique ne changeraient pas. Il s'agit surtout pour le gouvernement du Labour de se montrer plus convaincant dans l'offensive qu'il se prépare à lancer en réponse au projet de réforme économique présenté le 21 novembre par l'opposition conservatrice. M. Kerin devient ministre des transports à la place de M. Kim Beazley, qui reçoit le portefeuille des finances, précédemment détenu par M. Willis.

Dès son arrivée, le 3 juin, aux commandes de l'économie, M. Kerin avait été contesté. Les critiques les plus vives venaient de son prédéces-seur, M. Paul Keating, qui avait dû lui-même démissionner après avoir tenté de supplanter M. Hawke à la tête du gouvernement (le Monde du 5 juin). M. Kerin, il est vrai, avait donné l'impression de ne pas maîtriser son dossier. Après avoir déclaré le 5 décembre que le pays soriait de la récession, il était aussitôt contredit par le Bureau des statisti-ques. A dix-huit mois des élections, M. Hawke entend, sans tarder, contrer avec vigueur le projet de réforme économique de la coalition formée par les partis libéral et natio-nai. Celle-ci propose notamment l'introduction d'une taxe de 15 % sur les biens et les services, et une réduction de l'impôt sur le revenu d'environ 30 %. La proposition vise également à redéfinir le système des prestations sociales et les rapports entre patrons et salariés.

Le Front islamique paraît désorienté

ALGÉRIE : succès mitigé des rassemblements dans les villes

L'appei lancé par le Front islamique du salut (FIS) à manifester dans toutes les villes d'Algérie n'a rencontré, vendredi 6 décembre, qu'un succès mitigé. Les islamistes paraissent quelque peu désorientés par les atermoiements de leur parti qui n'a toujours pas officiellement annoncé sa participation à la compétition électorale

ALGER

de notre correspondant

Certes, le rituel y était : slogans à la gioire de Dieu, clamés doigt tendu vers le ciel où évoluait un hélicoptère de la gendarmerie; service d'ordre invitant, avec une ferme courtoi-sie, les fidèles à emprenter les trottoirs plutôt que la rue; quête au profit des victimes des troubles de juin; prière collective précédée des traditionnelles ablutions autour d'un camion citerne spécialement amené pour la circonstance.

Mais vendredi, sur la place des Martyrs à Alger, il manquait le tonus et, surtout, le nombre pour écouter, une fois de plus, M. Abdel-kader Hachani, chef du bureau éxécutif provisoire du FIS, réclamer la libération de MM. Abassi Madani et Ali Benhadj et autres dirigeants emprisonnés, vanter les mérites d'un Etat islamique ou critiquer l'attitude du pouvoir accusé de refuser une réelle alternance.

Deux jours auparavant, M. Hachani avait lancé un véritable dési au pouvoir en appelant, au terme d'un discours enflammé, ses partisans à descendre en masse dans la rue (le Monde du 6 décembre). Le lendemain, devant la ferme réaction du ministre de l'intérieur interdisant tout défilé durant la campagne élec-torale, le FIS reculait : il s'est contenté de rassemblements « pacifiques » les places, sous l'étroite surveillance des compagnies nationales de sécurité (CNS) prêtes à toutes les éventualités.

Ces chancement

Ces changements de cap heurtés aux partisans du FIS dont une partie, toujours dans l'attente d'une taxe de 15 % sur les ces, et une réduction le revenu d'environ ition vise également tème des prestations pports entre patrons

SYLVIE LEPAGE

tie, toujours dans l'attente d'une consigne claire quant à leur éventuelle participation à la campagne électorale, et sans doute intimidés par le déploiement policier, ont préfère s'abstenir. Il en a été de même en province où, comme à Alger, les appels du FIS n'ont rencontré qu'un écho limité. Le parti islamiste paie

là les effets d'une attitude incertaine Déchiré entre les tentations du boycottage musclé et celles de la participation, le FIS est incapable, depuis maintenant plusieurs mois, de définir une ligne non équivoque au sujet des élections législatives, dont le premier tour aura lieu le 26 décembre. On l'a encore vu vendredi, à Aiger, où M. Hachani n'a pas su dire clairement si son parti serait dans la compétition électorale, la décision étant laissée à la discrétion du Maj-

liss Echoura, direction collective du

FIS qui, de notoriété publique, est

profondément divisée sur la ques-

Du coup le parti semble avoir perdu sa boussole. Alors que nom-bre des manifestants d'Alger réclamaient, vendredi, un «Etat islamique sans vote», leur chef, du haut de son podium, affirmait que le FIS privilégiait l'institution d'un tel Etat par «la voie démocratique»; alors qu'ici on assurait que la décision de participer à la campagne n'était pas prise, à Tiaret, la direction locale du FIS faisait acclamer par la foule ses candidats; le même soir, à la radio, le FIS, semblable aux autres partis,

L'attaque du 28 novembre contre un poste militaire Ces hésitations interviennent alors

délivrait son message électoral.

que la gendarmerie et l'armée continuent à traquer les islamistes auteurs de l'atraque armée menée, le 28 novembre, à Guemmar, près d'El Oued, contre un poste militaire contrôlant la frontière algéro-tunisienne. Trois gendarmes avaient au cours de laquelle les islamistes avaient notamment réussi à s'emparer d'une cinquantaine de pistolets-mitrailleurs (le Monde du 2 décem-

Bien que, selon le ministre de la défense, il n'y ait pas, pour le moment, de liens directs établis entre le FIS et les membres du commando, le pouvoir ne s'est pas privé de souligner que nombre de ces derniers avaient milité au sein du Front islamique - deux d'entre eux en étaient même des élus municipaux. Si ces relations devaient se confirmer, certains, dans l'entourage gou-vernementai, n'excluent plus une «soulèvement armé».

GEORGES MARION

AFRIQUE DU SUD : chef de la branche militaire de l'ANC

M. Chris Hani a été nommé à la tête du Parti communiste

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Actuel chef d'état-major d'Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation), la branche militaire du Congrès national africain (ANC), M. Chris Hani a été désigné, vendredi 6 décembre, candidat unique au poste de secrétaire général par les militants du Parti communiste (SACP), au cours de leur huitième congrès, le premier en terre sud-

Son prédécesseur, M. Joe Slovo, qui, gravement malade, avait décidé de ne pas se représenter, a été désigné au poste honorifique de président du parti. La désignation de M. Hani force la main de la direction de l'ANC qui, il y a peu de temps encore, avait refusé de le libérer de ses fonctions en son sein.

Les ouatre cents militants du Parti communiste, réunis depuis jeudi (le Monde du 6 décembre), ont également décidé de conserver le nom et l'emblème du SACP, en dépit de l'effondrement des régimes communistes à travers le monde. Le drapeau du parti restera rouge avec, dans le coin supérieur

gauche, une étoile noire contenant un marteau et une faucille jaunes.

Ils ont, en revanche, choisi, à une écrasante majorité, de modifier la charte du parti qui, appelant à la fin de l'e exploitation capitaliste » dans le pays, prône l'instauration d'une « société socialiste » et non plus d'une « société socialiste démocratique», car le congrès a estimé que le « socialisme est intrinsèquement démocratique».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

D Le président De Klerk en visite à Moscou le 13 décembre. - Le président Frederik De Klerk se rendra à Moscou le 13 décembre, pour une visite officielle de quatre ours, mettant un terme à plus décennies d'inimitié entre les deux pays, Moscou soutenant les mouvements nationalistes africains. M. De Klerk aura donc réussi là où M. Neison Mandeia a échoué. A deux reprises, le président du Congrès national africain (ANC) avait annulé un déplacement en Union soviétique, à la suite du refus de M. Gorbatchev de le recevoir. - (Corresp.)

UNE CHARTE POUR L'EUROPE

DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS". TEXTE INTÉGRAL, élucidé, commenté, traduit par André Prévost

Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie. L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations

internationales : Fédérations, UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original: titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIR: 250 F franco. Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE.

Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicacé sur demande.

真 医 200 100

AND THE POP

Quel avenir pour la coopération interrégionale?

Depuis 1984, les présidents de cinq régions du Grand Est ont créé une association afin de développer des actions communes. A la veille d'échéances électorales, le bilan est bien maigre

STRASBOURG

de notre correspondant régional

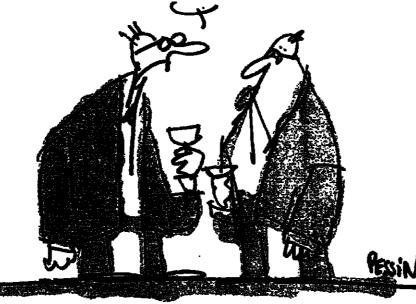
RÉSIDENT de la région Lorraine, M. Jean-Marie Rausch se défend M. Jean-Marie Rausch se défend d'avoir pris, il y a sept ans, la tête des opérations pour des raisons politiques. a L'idée m'est venue lorsqu'il était devenu indispensable de construire la liaison autoroutière entre la Lorraine et le Midi. Il fallait se mettre tous ensemble pour faire pression sur Paris afin d'obtenir les financements nécessaires. » Il est difficile, cependant, d'exclure que certains aient eu des arrière-pensées. L'Association du Grand Est a été créée à une époque où tous les présidents des conseils régionaux d'Alsace, de Lorraine, de Bourgogne, de Franche-Comté et de Cham-Bourgogne, de Franche-Comté et de Cham-pagne-Ardenne étaient dans l'opposition. Depuis la réélection de M. François Mitter-rand, M. Rausch a rejoint les rangs de la majorité présidentielle et est devenu minis-

Aujourd'hui, les présidents du Grand Est se réunissent une ou deux fois par an pour valoriser « les atouts et les potentialités de leur région dans les secteurs-clés de la recherche, de l'innovation, des transferts de la technologie, de l'enseignement supérieur et de la for-mation, de la filière bois et du tourisme». Objectifs ambitieux qui figurent dans la bro-chure éditée par l'Association mais qui jusqu'à présent ont donné lieu à peu de résultats tangibles. Si ce n'est l'ouverture d'un bureau de représentation à Bruxelles pour être à l'écoute des travaux de la CEE et une politi que touristique groupée en Espagne et aux Etats-Unis. Qu'est-il advenu, par exemple, du grand projet de développement de la filière bois? « L'initiative s'est concrétisée par une belle plaquette », laisse tomber, désabusé, un fonctionnaire régional.

Frictions entre élus

Le Grand Est a toutefois manifesté sa solidarité dans l'affaire du TGV. L'Alsace darité dans l'affaire du TGV. L'Alsace (1,5 milliard de francs), la Lorraine (1 milliard) et Champagne-Ardenne (500 millions) se sont engagées à contribuer à hauteur de ces montants ponr la construction de la ligne reliant Paris à Strasbourg, avec l'idée de se connecter avec le réseau allemand inter-cités. Mais on sait que la SNCF ne fait pas une priorité de cette liaison dont le coût total est estimé à 26 milliards de francs. Après un première « mission Essig » sur le tracé, voilà qu'une deuxième, du même nom, a été mandatée pour en examiner le financement. D'étude en étude, les responsables régionaux commencent à avoir de sérieux doutes sur un engagement à brefs délais de l'Etat. A telle enseigne, que même les optimistes n'osent pas avancer un date plus rap-

JE FAIS PARTIE DE L'ASSOCIATION, HAIS DANS LE COURANT NORD-EST.



requête revêt la forme d'un vœu pieux mais, en plus, elle est concurrente – la SNCF ne peut pas tout faire à moyen terme – du projet Ouest-Est. Ce qui ne va pas sans certaines frictions entre élus de Strasbourg d'un côté et de Mulhouse, de Bourgogne et de Franche-Comté de l'autre, même s'ils font tout pour sauver les apparences.

Quant à l'achèvement du canal à grand gabarit Rhin-Rhône, périodiquement remis sur le tapis, personne n'y croit vraiment.
D'autant moins que les écologistes, particulièrement forts en Alsace, y sont farouchement opposés. Et comme à l'approche des échéances électorales, tous les partis traditionnels leur font les yeux doux pour faire barrage an Front national!

D'ailleurs, l'appréciation de M. Marcel Rudioff, président de l'Alsace, sur la coopéra-tion entre les cinq régions est significative de l'importance toute relative qui est attribuée an Grand Est : « L'Association est une structure souple et légère fondée sur le respect de la spécificité de chacune des régions membres et du libre jeu de la concurrence en matière de

c'est là que le bât blesse. Le plus souvent, les régions voisines sont concurrentes et c'est une compétition acharnée pour se faire entendre de Paris – la couleur du pouvoir en place jouant un rôle non négligeable - afin que l'Etat tranche en leur faveur.

M. Rausch donne un exemple qui, compte tenu de l'air du temps, montre de manière imparable combien la coopération peut être extrêmement difficile, voire impossible. Comment résoudre le dossier sur le traitement des ordures ménagères et surtout des déchets toxiques? Chaque région a tendance à dire que le meilleur site se trouve « chez

A la dernière assemblée du conseil régional d'Alsace, les Verts n'ont-ils pas voulu faire voter une motion demandant que le projet d'usine d'incinération de Kehl (en face de Strasbourg, de l'autre côté du Rhin) soit abandonné dans la petite ville frontière allemande et qu'un autre endroit soit choisi en dehors du couloir rhénan? L'unité d'étimina-tion des déchets toxiques serait-elle plus «propre» en Lorraine ou en Bourgogne?

prochée que 1997.

L'Association s'est aussi prononcée pour la liaison ferroviaire à grande vitesse Strasbourg-Mulhouse-Beifort pour rejoindre la ligne Paris-Lyon. Non seulement cette

sortie en 1990 du projet de loi relatif à l'administration territoriale préparé par MM Joxe et Baylet, l'Association nationale des élus régionaux (ANER) marquait son hosti-lité en faisant valoir qu'il était inutile de créer une institution supplémentaire qui serait un nouveau degré de gestion territo-riale disposant d'une administration (1).

M. Rudloff est tout à fait clair à ce sujet : « La coopération actuelle ne saurait induire une évolution vers la création d'une super-région. » Pour le président alsacien, les régions connaissent suffisamment de difficultés en regard de leur cohésion et de leur identité - à une exception près, alsaciennité oblige, de « l'Alsace qui en ce domaine est privilégiée » pour opérer « un groupement artificiel de ter-ritoires dont les vocations et les caractéristi-ques sont parfois très dissemblables ».

L'exemple des Lander allemands

Le président n'oublie tout de même pas de poser une question essentielle : « Pour rééquilibrer les régions françaises, ne s'agit-il pas tant d'agrandir un territoire que de renforcer le pouvoir régional en termes de compétences et de ressources?» M. Rausch a la même préoccupation à ceci près qu'il l'exprime de manière catégorique : « Dans beaucoup de régions, les évênements de ces dernières semaines ont été considérés comme une absence de l'État. Et cela, face à des décisions souvent incomprises car émanant d'une administration imprécise et considérée comme irresponsable. Entre les deux se trouvent des élus qui à force de communiqués de presse croient avoir du pouvoir.»

En d'autres termes, le président lorrain considère que la « vraie décentralisation » est encore loin d'être réalisée en France. Mais pour élargir le pouvoir et les compétences des régions, il faudrait qu'elles disposent d'argent supplémentaire. Tout est là : l'Etat accepterat-il de « céder une de ses ressources

Et immanquablement la comparaison avec ssance des Lander allemands vient sur la table, notammment à propos du Bade-Wurtemberg, le voisin le plus immédiat mais aussi le Land qui compte parmi les plus riches de RFA. Conscient que l'Alsace ou la Lorraine pèse peu face à ce géant régional, M. Rausch se déclare favorable a priori à une « super région de six à huit millions de personnes » qui pourrait traiter sur un pied d'égalité avec les régions allemandes. Sans doute parce que le maire de Metz se sent politiquement plus fort que ses «associés» du Grand Est.

MARCEL SCOTTO

(1) Le projet de loi sur l'administration territoriale voté le 30 novembre à l'Assemblée nationale prévoit la création d'ententes régionales, établissements publics associant deux, trois on quatre régions.

Et la culture...

C OLLOQUES et assem-blées diverses offrent actuellement l'occasion aux présidents des conseils régionaux de vanter leurs actions. Au terme d'un pre-mier mandat, ils s'efforcent de mettre en avant le nombre de lycées qu'ils ont construits ou les moyens qu'ils ont consacrés à l'aide

économique. Si quelques écologistes se trouvent dans la salle ils peuvent même par-ler d'environnement ou de cadre de vie. Mais leurs dis-cours s'arrêtent le plus souvent là. De culture il est rarement question.

Une étrange absence qui tendrait à faire croire que les lois de décentralisation sont incomplètes. Comme si le législateur avait oublié de confier aux instances régionales des pouvoirs dans le domaine culturel. Il n'en est rien et les présidents le savent bien. Ces mêmes hommes, aujourd'hui silen cieux, ont bien su, depuis huit ans, utiliser les prérogatives dont ils disposent.

Dans le domaine musica comme dans celui du théâtre ou de la danse, les conseils régionaux se sont comportés en partenaires, voire en financiers exclusifs, pour aider troupes et orchestres. Musées, festivals, établissements d'enseignement artistique, revues et livres, animations diverses, ont bénéficié de leurs subsides.

Des investissements oubliés

Associant des crédits de l'Etat et des conseils, les Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) sont l'un des instruments mis en place par la décentralisation pour permettre l'acquisition et la diffusion d'œuvres. Des collectivités territoriales ont constitué des comités techni-ques spécialisés capables de définir des choix originaux en fonction de leur nouvelle mission, mais aussi de sensibiliser le public à tous les aspects de la création : peinture, sculpture, photographie. art graphique, art décoratif et

Des collections se son ainsi constituées qui ont été de manifestations éclatées. qui n'utilisaient pas toujours les cimaises des musées. Une initiative intéressante, une démarche régionale qui a favorisé la différence et déve loppé la connaissance des habitants, Pourquoi taire de telles actions? Pourquoi oublier des lignes de crédits qui enrichissent un patrimoine commun?

Obsédés par les pro-chaines échéances électorales, les présidents gom-ment de leur mémoire les investissements qu'ils ont réalisés dans le domaine culturel. Pensant répondre à l'attente de leurs électeurs ils n'évoquent que la formation et l'emploi, comme si les citoyens n'étaient pas aussi des individus dotés de sensibilité. Comme s'ils n'étalent pas des hommes et des femmes capables de leur dire un jour : et la culture?

Minitels municipaux en panne

Les serveurs télématiques peuvent améliorer le fonctionnement de la vie des collectivités. Encore faut-il qu'ils soient mieux conçus et surtout plus largement utilisés

RENDRE régulièrement des nouvelles des enfants partis en classe de neige, pouvoir dialoguer avec eux et avec leur professeur, voilà l'un des services les plus appréciés du 3615 ASPASIE, le serveur de la ville de Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne). La télématique peut alors être communications dans la ville » estime Caroff, adjoint au maire de Brest. cependant que sur les trois cents ser-

tionnent de manière satisfaisante. Créé le le janvier par le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, à la suite du rapport Schreiner sur le rôle des télécommunications dans les collectivités locales, l'observatoire doit présenter au cours de Rencontres (1), mardi 10 décembre à Paris, les résultats d'une plémentaire du courrier et du télé- enquête réalisée par un groupe de phone. L'observatoire « Les télécom- travail présidé par M. Jean-Pierre

Cette étude a porté sur 85 collec-

veuts locaux qui existent aujourd'hui tivités locales, équipées ou non, d'un en France, moins d'une dizaine sonc- service télématique : chaque année

Monsieur le Maire avait dit oui à la construction d'une nouvelle mairie...

"Après avoir recueilli le consentement du Conseil Municipal, en effet, de nombreux serveurs se creent et d'autres disparaissent. Près de trois cents des huit cents villes de plus de 10 000 habitants disposent de cet équipement et rares sont celles qui enregistrent, comme TELEM à Nantes, 50 000 connexions par mois. En dessous d'un seuil de

5 000 connexions pour une ville de 100 000 habitants, la commission de l'observatoire considère qu'un serveur municipal est un échec. Pour-tant 70 % des élus jugent la télémati-que de façon positive. Tous croient à l'avenir de ce moyen de communica-tion dont ils apprécient l'interacti-vité, la fraîcheur des informations et la possibilité d'une consultation à

Les gestionnaires de serveurs locaux regrettent que la télématique ne touche la plupart du temps que la fraction de la population déjà la mieux informée. C'est pourquoi à Nantes, 34 bornes publiques permettent à tous d'interroger le serveur de la villa

Remise à jour régulière

De nombreux facteurs doivent être réunis pour réussir. D'abord une réelle volonté politique, seule garante de l'engagement des moyens finan-ciers et humains indispensables au bon fonctionnement et à la fiabilité d'un système dont les informations doivent être régulièrement mises à jour. Cinq personnes travaillent à temps complet pour le 3615 MIRA-BEL de Metz, et le serveur de Vil-leurbanne absorbe 5 % du budget de communication de la ville. Les équipes travaillent en effet autour de spécialistes, indispensables pour matique adapté aux besoins d'une

créer des réseaux aisément accessibles par les usagers. Les collectivités locales sont donc souvent amenées à créer des associations pour embaucher des techniciens de l'informatique au prix du marché. C'est le cas de l'association Azimut financée par la mairie de Lorient.

Il peut également être nécessaire, pour des raisons financières, de trouver des formules de partenariat avec d'autres services locaux comme les centrales de réservation pour les spectacles. Autant pour limiter les coûts d'utilisation pour l'usager que ceux de fonctionnement pour le ser-veur, les responsables doivent définir le plus précisément possible les missions de leur projet.

De nombreux domaines se prêtent bien à la télématique locale : infor-mations et réservations pour les spectacles, vie associative, services sociaux, tarifs des hôtels et des restaurants pour les touristes, horaires et fréquences des transports, petites annonces, offres d'emplois, urgences médicales. L'interactivité que peut offrir un serveur télématique est également intéressante mais peu utilisée. Le 3615 VIVA de Villeurbanne est à cet égard exceptionnel. La municipa-lité organise en effet sur son service Minitel un vote sur un dossier qui a été traité dans le journal municipal : une centaine de personnes y partici-pent chaque mois. La possibilité d'établir un contact à distance entre élus et administration est appréciée et tous les serveurs locaux sont utilisés pour la communication interne

au sein des collectivités. Il n'y a pas de réponse unique et

population. Pour faire évoluer le service, il est indispensable de disposer des instruments de mesure qui permettent de connaître les taux et les durées de consultation, rubrique par rubrique. Sans ces précautions, un serveur télématique est peu consulté et devient alors un simple gadget pour une collectivité qui souhaite afficher une image moderne.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(I) L'observatoire « Les télécomme tions dans la ville». 87, rue La Boétie, Paris, Tél.: 44-44-22-00.

> ... Tout naturellement. il a rencontré le Crédit Foncier." CRÉDIT I FONCIER

ILE-DE-FRANCE:

Transports en commun performants et... totalement insufficants; emolois et habitants de plus en plus nombreux et chômage en hausse : les Franciliens ont la vie dure dans l'un des plus beaux jardins du monde. Comme ils veulent, aussi, une meilleure qualité de vie, ils doivent apprendre à mieux répartir leurs richesses et leurs obligations

Préfecture : Départements : **Paris** (préfecture : Paris) Seine-et-Marne (préfecture : Melun) **Yvelines** (préfecture : Versailles) Essonne (préfecture : Evry) Hauts-de-Seine (préfecture : Nanterre) Seine-Saint-Denis (préfecture : Bobigny) Val-de-Marne (préfecture : Créteil) Val-d'Oise (préfecture : Pontoise) Superficie: 12 012 km²

10 660 554 habitants dont 2 152 000

à Paris

Population:

Des féodaux sans suzerain

Le RPR, parti dominant, ne parvient pas à choisir qui, de M. Alain Juppé ou M. Michel Giraud, présidera la future assemblée

E Rambouillet la provin-ciale à Bobigny la «rouge», de Neuilly la bourgeoise à Sarcelles la ville aux quarante nationalités, l'Ile-de-France est sociologi-quement trop diverse pour qu'elle soit politiquement unie. Ses «pays» forment autant de fiefs, à la taille aussi variée que la richesse. Fidèles à la tradition des barons du domaine royal, leurs seigneurs n'ont jamais toléré qu'un suzerain s'interpose entre eux et le monarque. Aujourd'hui, dans leur immense majorité, opposants farouches au roi de France, ils partagent avec lui le refus de laisser émerger un duc d'Ile-de-France. Point de duc donc.

pour réfréner les ardeurs isolationnistes du comte de Paris, du baron de Seine-Saint-Denis et du marquis de Seine-et-Marne, ni même pour s'assurer que les vicomtes de Boulogne-Billancourt ou de Massy ne fassent pas de leurs villes des états quasi souverains.

Dans cette région où les départements ont encore moins d'existence sociologique qu'ailleurs, les présidents des conseils généraux ont bien réussi, en s'appuyant sur les habi-tudes administratives et les appareils des partis, à se bâtir des fiefs, mais, à la notable exception de M. Charles Pasqua, dans les Hautsde-Seine, aucun n'a réussi à en devenir le véritable patron politique.

Point de région donc dès qu'il s'agit de politique. D'autant qu'ici les électeurs ont l'habitude, depuis qu'ils ont le droit de s'exprimer, d'amplifier les mouvements nationales de la company d'autorité de la company de la com naux. Cette fois encore, il devrait en être de même. Pourtant les enjeux franciliens du renouvellement du conseil régional ne manquent pas : la politique d'aménagement de la région capitale, avec les consé-quences que son devenir aura pour le reste du pays; le choix de l'équipe oui sera aux commandes d'une des

> Dans cette mosaïque de baronnies, chacun était maître chez soi. Aux communistes la ceinture rouge qui enserrait Paris, plus quelques points d'ancrage dans les vieux cen-tres cheminots. Aux socialistes, modèle SFIO, les communes plus lointaines refuges des employés et souvent vouées aux zones pavillonnaires. Aux centristes, alliés aux notables traditionnels, la frange longtemps provinciale, là où les agriculteurs aux riches terres cotovaient les marchands des anciennes cités royales. Au cœur, Paris ballottait au gré des vents nationaux, avant que la cherté des loyers ne l'embourgeoise définitivement et ne l'ancre solidement à droite.

collectivités locales les plus riches de

Le bétonnage des champs de blé, la mort des usines, le règne des bureaux, la prolifération des logements, trop souvent en forme de tours et de barres poussant comme champignons sur des terres betteravières, sans que, dans bien des cas, ne soient prévus les équipements indispensables, le mitage des jardins de maraichers par les amoureux des maisons individuelles, tout cela a fait éclater le schéma traditionnel. Et fait de l'Île-de-France aujourd'hui un terrain d'élection pour le Front

national et les écologis « Halte au béton. Halte à la corruption. Halte à l'immigration. » Les adeptes de M. Jean-Marie Le Pen ont vite trouvé les thèmes porteurs de leur campagne dans une région qui accueille plus de 38 % des étrangers vivant en France, où des instigers vivant en France, où des insu-tuteurs doivent parfois enseigner le français à des enfants de plus de dix nationalités, où certains quartiers sont devenus de véritables ghettos, où la promiscuité, fille d'une urbani-sation mal maîtrisée, a engendré un sentiment d'insécurité. La déliquescence des communistes, qui ne sur-vivent plus que lorsque leurs maires

ont pris leurs distances avec l'appareil du parti, l'incapacité des socia-listes à offrir le même encadrement associatif que leurs anciens alliés, l'impuissance de la droite traditionnelle à répondre aux aspirations extrêmes de la population, laissent le champ libre au Front national. Sans la moindre responsabilité gestionnaire, il peut se contenter de contester, et se poser en détenteur de solutions miracles. Sa montée en puissance terrifie ses adversaires, qui redoutent même de le voir devenir, en mars prochain, le premier parti de Seine-Saint-Denis.

Les enfants de la gauche contestatrice

Ce refus du béton, cette condam-nation de la corruption de certains édiles, sont aussi les têtes de chapi-tre de la campagne des Verts. Les partisans de M. Antoine Waechter ne sont pas ici de ses amis. Si la plupart des dirigeants franciliens de son mouvement se sont opposés à lui lors des dernières instances du parti, c'est parce qu'ils sont des enfants de la gauche contestatrice,

TENDANCES

101,9

e PiB

débats idéologiques du PSU que par les combats pour la protection des castors. Ils n'en seront pas moins de solides adversaires pour les socia-listes. Leur passé les rend particulièrement aptes à capter tous les décus de dix ans de pratique gouverne-mentale, qui n'a pu transformer les rêves de 1981 en réalités de 1991.

Les points forts de l'implantation des écologistes se trouvent para-doxalement en « villes nouvelles », là où l'urbanisation volontaire est moins ratée qu'ailleurs, mais où une dense vie associative nourrit une contestation permanente. Le PS s'était appuyé sur elle pour conquérir le pouvoir local, avant d'en être à son tour victime. Habilement, les Verts se sont donné les moyens de dépasser le simple rejet des effets néfastes du modernisme et de la croissance, qui constitue leur fonds de commerce, en s'offrant comme porte-parole régional un homme, M. Alain Rist, qui, à la direction régionale de l'équipement, a parti-cipé de près à la mise au point du projet de schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. De ce docu-ment, il n'ignore aucun arrière-plan; des positions des uns et des autres, il connaît toutes les motivations

des militants plus nourris par les cachées. Pour tous, il sera un adversaire redoutable... si le SDAU est au centre de la campagne.

> Passé le scrutin, ces Verts qui récusent la ligne waechtérienne de «ni droite ni sauche» a'en seront pas pour autant disposés à donner un coup de main aux socialistes. Ils refusent, par avance, de constituer une majorité avec eux : its font même déjà savoir qu'ils permettront à la droite parlementaire de conserver la présidence du conseil régional, si les électeurs la mettent en tête, et cela sans qu'elle soit contrainte de se compromettre avec le Front national.

> Pour tenter de limiter le succès de ces écologistes, qui marchent sur leurs plates-bandes mais se refusent à les aider, les socialistes ne peuvent espérer qu'en la division de l'électorat des défenseurs de l'environnement. D'où la préparation, dans la discrétion, de listes Génération Ecologie, dont les élus ne pourraient qu'être plus conciliants avec la

> > Th. B. et Ch. V. Lire la suite page 12

Le conseil régional

President : Pierre-Charles Krieg (RPR) 19 PC : 65 PS : 1 div. d. ; 61 RPR ; 32 UDF ; 19 FN. Résultats des élections de 1986 par département

Ins., 1 250 135; abst., 25,94 %, suff. ex., 908 610. LO: 0,59 %; Alternative: 0,60 %; PC: 4,90 %; PS-MRG: 29,95 %, 15 élus; RPR: 34,90 %, 5 élus; UDF: 11,83 %, 5 élus; RN: 10,96 %, 5 élus; Vers: 3 17 % élus : Verts : 3,17 % .

Yvelines (23 sièges) Ins., 750 037; abst., 22,72 %; suff. ex., 566 301. LO: 0.96 %; MRG: 0.82 %; PC: 6.65 %, 1 élu; PS: 29,93 %, 8 élus; RPR: 27,92 %, 7 élus; UDF: 10.62 %, 3 élus; div. opp.: 9,96 %, 2 élus; FN: 10,18 %, 2 élus; Verts: 2,91 %.

Essonne (20 sièges) Ins., 616 901; abst., 23,32 %; suff. ex., 459 832. LO: 1,23 %, PC: 11,68 %, 2 élus; PS-MRG: 30,64 %, 7 élus; RPR: 21,81 %, 5 élus; UDF: 13,43 %, 3 élus; div. opp.: 7,78 %, 1 élu; FN: 9,29 %, 2 élus; Verts;: 4,10 %.

Hauts-de-Seine (27 sièges) Ins., 816 866; abst., 23,25 %; suff. ex., 611 966.

LO: 0.89 %; Air: 1.50 %; PC: 10.84 %, 3 étus; PS-MRG: 26.93 %, 8 étus; RPR: 29.16 %, 8 étus; UDF; 17.25 %, 5 étus; FN: 11.14 %, 3 étus; Verts: 2.55 %

Seine-Saint-Denis (26 sièges) Ins., 708 257; abst., 28,57 %; suff. ex., 490 575.

LO: 1.76 %; Alt: 3.26 %; PC: 20,54 %, 6 6lus; PS: 25,93 %, 7 flus; div. g.: 0.02 %; RPR: 22,03 %, 6 flus; div. opp.: 0.52 %; div. opp.: 0.06 %; FN: 15,04 %, 4 flus; div: 0.88 %.

Val-de-Marne (23 sièges) Ins., 694 208; abst., 24,46 %; suff. ex., 510 551. LO: 1,08 %; PC: 17,05 %, 4 étus; PS: 26,67 %, 7 étus; RPR: 21,95 %, 5 étus; UDF: 16,98 %, 4 étus; RN: 11,62 %, 3 étus; Verts: 4,61 %. Val-d'Oise (18 sièges)

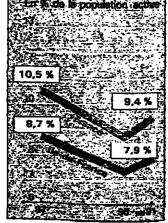
Ins., 555 059; abst., 25,11 %; suff. ex., 402 646. surr. ex., 402 646.

LO: 1,17 %; Ait.: 0,46 %;
PC: 12,24 %, 2 élus; PS-MRG:
29,33 %, 7 élus; RPR: 20,07 %,
4 élus; UDF: 15,76 %, 3 élus;
div. opp.: 2 %; div. opp.:
1,49 %; div. opp.: 1,15 %; FN:
12,24 %, 2 élus; Verts: 4,04 %.
Seine-et-Marne (18 sièges)

Seine et Marne (18 sièges)
hs., 584 598; abst., 23,99 %;
suff. ex., 425 776.
LO: 1,70 %; PC: 9,31 %,
2 élus; PS-MRG: 29,13 %,
6 élus; RPR: 22,92 %, 5 élus;
UDF: 14,68 %, 3 élus; citv. opp.:
2,63 %; FN: 12,01 %, 2 élus;
Verts: 3,36 %.

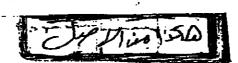
155,7





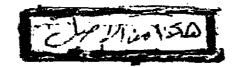
(Source: INSEF)

Chômage



(Source: INSEE.)

du comp



TOUR DE FRANCE DES REGIONS

du complexe au rêve

ONGTEMPS, trop long-temps, seule la province a soufiert du gigantisme pari-sien. Tous ceux des siens --- qui voulaient faire carrière, tous ceux qui devaient quitter la misère de leur région d'origine « montaient » à Paris, attirés par une capitale prodigue de pouvoir, de richesse, de gagne-pain. Long-temps, trop longtemps, les Parisiens se sont enorgueillis d'une telle fasci-nation qui faisait de leur ville le centre de la Francé, et donc du

Paris et le désert français, ce livre choc de Jean-François Gravier, fut, en 1947, un révélateur pour les pro-vinciaux, et un coup de poignard dans le dos pour les Parisiens. S'at-taquer à leur suprématie, c'était mettre à mai la seule chance de la France dans la compétition internationale. Il fallut une longue maturation, toute la volonté de Gaulle, toute l'énergie de M. Olivier Guichard, puis de M. Jérôme Monod pour imposer à la capitale et à sa banlieue de se priver d'une faible part de leurs capacités productrices, de consentir quelques sacrifices afin que la province échappe à la mort lente à laquelle la condamnait le « scénario de l'inacceptable ». Les facilités des « trente glorieuses » permirent de faire accepter ce renversement d'un mouvement multi-séculaire qui faisait de la capitale l'aimant de tout le pays.

La grande crise des années 70 fit apparaître comme un luxe le maintien d'une politique d'aména du territoire. Le triomphe du libéralisme economique privait, de surcroît, d'instruments une action qui requérait la coercition de l'Etat. Aujourd'hui, pourtant, chacun est bien convaince de son ardente obligation. La province a trop goûté au plaisir de « vivre et travailler au pays » pour ne pas vouloir continuer à améliorer sa situation. Et ce n'est pas le moindre mérite de la décentralisation que d'avoir donné l'envie et la possibilité à ses dirigeants politiques de se battre - par-fois avec succès - pour la bonne santé de leur région.

> Querelles de clocher

Paris lui-même a perdu ses complexes. La capitale ne pense plus que sa prospérité doit se bâtir sur la pauvreté des autres. La montée en puissance de Lyon, Marseille, Stras-bourg ou Toulouse ne lui fait plus peur. Au contact de leurs collègues ruraux, ses parlementaires ont fini par comprendre qu'ils ne pouvaient plus s'exposer à l'accusation d'être responsables de la désertification des campagnes. Les habitants de l'Ile-de-France ne sont plus des amoureux inconditionnels de la vie en ville, mais des Franciliens qui, comme tous les Français, recherchent d'abord la qualité de la vie; ils exigent eux aussi des espaces verts et des conditions de transport agréables. Enfants gâtés, ils souhaitent cultiver leur jardin, profiter du plus vaste marché d'emplois de France, apercevoir la Grande Arche, arpenter la forêt de Fontai-nebleau, sans être pris dans d'horribles embouteillages.

Les élus ont compris le message : le qualitatif doit prendre le pas sur le quantitatif. L'effort de compréhension ne fut pas bien compliqué, car les financiers ont fini par calcu-ler que le coût global de la concen-tration devenait insupportable : il faut courir après la construction de lignes de RER, d'autoroutes, qui,

765 P.

grant of the

de tonte façon, ne sont pas assez denses pour faire face aux besoins.
Sans parler du coût social et
humain: l'lle-de-France étant incapable de loger correctement tous ses
habitants, elle parque les plus
démunis dans des ghettes toujours
plus éloionés des centres villes plus éloignés des centres-villes.

Les esprits commençaient à évo-luer. M. Michel Rocard, en faisant de l'avenir maîtrisé de l'Île-de-France un des «grands chantiers» de son passage à Matignon, a contraint la région parisienne à s'al-longer sur le divan du psychana-lurse Elle a de que vu et en sude lyste. Elle a dû, au vu et au su de tous, s'interroger sur elle-même, sortir de son splendide isolement, prendre en compte le regard des autres, et ainsi mettre au net ses idées, ses réflexions, ses projets.

Cette révolution dans le comportement des responsables franciliens ne pouvaient que leur faire perdre leurs marques et leurs habitudes. Paris ne peut plus regarder avec condescendance et superbe l'agglo-mération brouillonne qui l'entoure; l'Île-de-France ne peut plus être une île au sein de la France. Tous les dirigeants de la région se devaient de réfléchir, de réagir collectivement. L'éclatement des pouvoirs engendré par la décentralisation, qui, ici, n'a créé aucune structure de coopération alors que les projets ne peuvent qu'être étroitement imbriqués avec ceux de ses voi-sines, n'a pas facilité la tâche. Le conseil régional, dont les finances sont obérées par les imposants contrats de plan signés avec l'Etat, deit fiire force de par les fort doit faire face à de puissants et fort riches conseils généraux et à des villes qui, à l'instar de Paris, veulent rester maîtresses chez elles.

Cette dilution de l'autorité régionale a été démontrée par la réaction du RPR et de l'UDF, qui dominent la région et six des huit départe-ments (les deux autres étant communistes), au projet de Schéma directeur d'aménagement et d'urba-nisme (SDAU) proposé par l'Etat. Chacun a tenu à préparer sa propre charte de développement sans tenir grand compte des besoins de ses voisins. Les querelles de personnes, les divergences d'intérêts ont fait ubler la charte régionale à un ressembler la charte regionaic a un catalogue, cohérent pour les équipe-ments structurants de transport, mais incapable de localiser emplois et logements, tous voulant des bureaux, forts pourvoyeurs de taxes professionnelles, tous étant accueil-lants à de nouveaux habitants embourgeoisés, mais tous ren-voyant les plus modestes chez le soient mis à mal les nombreux

espaces verts qui subsistent encore. Ce manque de cohérence chez les responsables de l'Ile-de-France est le reflet du manque de conscience régionale chez ses habitants eux-mêmes. Les départements paraissent encore plus plaqués sur la réa-lité ici qu'ailleurs, tant leurs frontières ne correspondent à rien : on habite en Seine-et-Marne; on va faire ses courses en Seine-Saint-Denis; le fils fait ses études à Paris; la fille est infirmière dans le Val-de-Marne; la femme travaille dans un bureau des Hants-de-Seine, et le mari dans un centre de recherches de l'Essonne. La région est la seule unité de lieu de ces activités éclatées, et nul ne s'en rend compte.

Les dirigeants moins que les autres. Enfermés dans les structures administratives des départements, sur lesquelles sont calquées celles des partis, ils n'arrivent pas à dépasser les querelles de clocher. Paris s'inquiète de la fuite de ses sièges sociaux vers les Hauts-de-Seine; les Yvelines ne veulent à Seine; les Yvennes ne venient a aucun prix être une banlieue résidentielle pour les cadres dynamiques travaillant chez ses voisins; le Val-d'Oise ne veut pas accueillir les miséreux de l'agglomération et voir ses riches terres agricoles dévorées ser l'habenisation; le Seine-etpar l'urbanisation; la Seine-et-Marne partage ce sentiment, trou-vant qu'elle à suffisamment donné avec ses deux villes nouvelles, et commençant à regretter d'être transformée en Luna Park américain; la grande couronne ne veut pas être le réceptacle de tout ce qui est chassé de la petite couronne; l'Est trouve que l'Ouest a bien trop tendance à tirer la couverture à lui, alors qu'elle est déjà en cachemire, pendant que celle des autres n'est que de laine. Comme le dit M. Xavier Dugoin, président RPR du conseil général de l'Essonne : a Je suis en compétition avec les Hauts-de-Seine et en concurrence avec les Yyelines et la Seine-et-Marne. » Comment voulez-vous faire une région avec ce pat-

Maîtriser son développement est poprtant indispensable. M. Rocard a fait comprendre que si l'on n'y parvenait pas l'Île-de-France « irait dans le mur». Aujourd'hui, chacun a parfaitement assimilé cette notion

de maîtrise, jointe à celle d'équilibre. La première passe par un ralentissement de la croissance démographique, ce qui amène la droite à souhaiter un véritable arrêt de l'immigration, la région parisienne étant encore un véritable miroir aux alouettes, alors que déjà le solde des naissances suffit à entraîner un accroissement de la population. D'autant que, au moment ou le chômage augmente ici plus vite qu'ailleurs, elle continue quand même à faire profiter le prote du page d'ana celladata le profit de la continue profit de la continue de la nue quand même à faire profiter le reste du pays d'une solidarité à la semelle des souliers : l'éleveur corrézien en faillite croit s'en sortir en demandant un emploi en région

New-York plutôt que Washington

L'équilibre, cela veut dire que tous les emplois ne soient plus concentrés au centre et à l'ouest, pendant que les logements le sont à l'est, ce qui crée ces migrations quotidiennes insupportables. D'où l'idée d'étaler les entreprises dans toutes les banlieues et de faciliter les liaisons de l'une à l'autre. La maîtrise, l'équilibre sont d'au-

tant plus indispensables qu'il est admis, sauf par les Verts, que l'Ile-de-France doit continuer à se développer. L'Europe reste un rêve, même si son glissement vers l'est éloigne son centre de gravité. Si Paris veut attirer les sièges sociaux internationaux, qui pour l'instant lui préfèrent Londres ou Bruxelles, elle doit offrir une région à l'environnement protégé, au réseau de transport adapté aux grandes com-munications (RER + TGV + Roissy). Il faut donc faire de la place à ceux dont la venue est sou-haitée. Aussi, et contrairement à un passé assez proche, la droite pari-sienne ne hurle plus contre le prin-cipe des délocalisations administratives. Là aussi, le libéralisme a tué le colbertisme : elle préfère que Paris abrite moins de fonction naires et plus de cadres dirigeants d'entreprises privées. New-York plutôt que Washington. Francfort plutôt que Bonn. Pour réaliser ce rêve, l'Ile-de-

France a besoin d'une arrière-cour qui bénéficie de sa richesse, mais qui, en compensation, accepte de recevoir ce qui gâcherait son pay-sage. D'où la création d'une structure de réflexion entre la région l'idée est séduisante, elle ne peut que faire frémir l'Etat central qui verrait ainsi se constituer un ensemble regroupant la majorité de la population de la nation et l'essentiel de sa richesse, alors que cha-cun reconnaît, de plus ou moins bon cœur, qu'il ne peut se désinté-resser du dévenir de la région capitale. Certes les dirigeants de celle-ci sont prêts à se montrer généreux avec leurs pauvres voisins. Ainsi proposent-ils que les crédits que M. Lionel Jospin veut utiliser pour installer des universités dans les villes nouvelles entourant Paris soient aussi consacrés au renforcement des facultés des villes de la lointaine périphérie (Amiens, Reims, Le Mans, Orléans, Tours...).

Le risque est grand. La réduction des distances grâce à l'accélération des moyens de transport, l'attrait de tous ceux qui sont entassés dans des tours sans âme pour des zones rurales accueillantes, pourraient encore éloigner l'habitat de l'em-ploi. Paris et l'Île-de-France cessoraient de concentrer bureaux et services, mais regrouperaient, de fait, toute la haute technologie, tous les organes de direction, tout ce qui est prestigienx, propre... et lucratif pour les gestionnaires des finances locales. La province, proche ou lointaine, devrait se contenter du reste. Le désert serait peuplé, mais la France jouerait une autre version de « Paris et le désert français ».

> THIERRY BRÉHIER et CHARLES VIAL

La semaine prochaine: LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

Déjà publié : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Au-vergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Cen-tre (le Monde daté 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre) et la Franche-Comte (le Monde date COUP DE CŒUR

Seine de vie

ag⊒OUT commence dans ce yallon boisé de basse Bour-gogne, près du lieu-dit les Vargerots, à sept lieues de Dijon. Elle est là, blanche, nue, serrant la jarre et le raisin de l'abondance, au fond d'une grotte « comme la crèche de Noël», dit Jean-Paul Gaumont, qui a pèleriné à pied de Paris pour l'approcher. Sequana la déesse accouche d'une vie encore ombreuse et sage. Deux cents kilomètres plus loin, passé Champagne, la Seine entrera en lie-de-France, qu'elle traverse - Faut-il qu'il m'en souvienne de part en part.

Alors s'ouvre cette « grandrue » dont parle Michelet, celle qui porta les pirogues de la pre-histoire aux rives de Bercy, puis le blé, les bûches, les bêtes et les tonneaux de tous les vins du royaume, à l'exception des bordelais. Celle qui guida aussi l'invasion et le pillage, et encore, depuis ce 21 avril 1547, des trains de bois de 75 mètres de long. Celle qui donna du cœur au ventre aux « avaleurs de nefs » et ses armes à Paris. Celle qui vit les pouvoirs de police se disputer, déià, dans la capitale, entre es marchands d'eau de la ville et les prévôts du roi.

Enchâssée depuis Napoléon dans ses quais, qui la dérobent au piéton de Paris, revenue de ses détours au nord de la rive qu'aux yeux quì, jamais, ne la regardent. Fleuve mort? Allons coches d'eau remis en service voilà deux ans au cœur de la capitale sous le nom de Batobus allongent leur trajet d'Alfonville à Suresnes, 4 millions et demi de touristes en « voguette » pren-nent la Seine comme entremetteuse pour découvrir Paris ; deux cent cinquante bateaux-logements clapotent sous les fenêtres des palais ou le long du chemin de halage miraculé à Meudon. Fleuve confisqué, peut-être, par le transport des pondéreux, matériaux et combusti-bles : 16 millions de tonnes chargées, ou déchargées surtout, chaque année. Confisqué et souillé par les émissaires de mauvaises eaux qui s'unissent

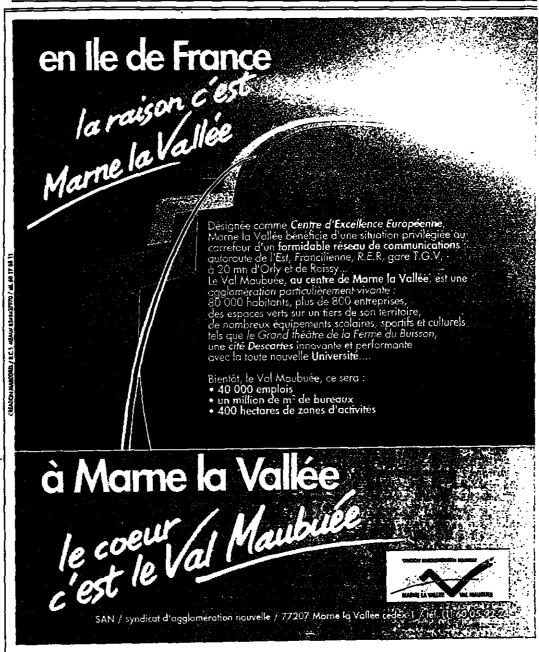
Un milliard d'alevins devant le Louvre

Mais Sylvain Cortade sait bien, lui, que la Seine est un fleuve qui regorge de vie, même si l'opération «Seine propre» n'a pas encore produit tous ses effets. Il faut l'entendre expliquer pourquoi, à l'écluse d'Ablon, l'eau est d'un vert si profond et sans algues en hiver, et marron au printemps. La Seine est son domaine, le lieu et l'objet de son activité professionnelle, sa maîtresse, peut-être, qui n'a plus de secrets pour lui mais juste assez de mystère. Garde-chef de la pêche, pour Paris et la petite couronne qui dénombrent pas moins de vingt-cinq mille pêcheurs, il ne s'arrache qu'avec peine au spectacle des alevins tapis dans les herbiers de potamots, ces épis d'eau aux che

veux d'ange qui traînent le long des berges. Chaque année, avec ses compagnons, il dépose dans le fleuve de 20 à 25 tonnes coulons, tanches à la recherche d'une eau plus chaude que celle des étangs.

A partir de Choisy, les ilots de sable ont presque disparu, le de Valenton a chargé les eaux de matières organiques et les herbiers font grise mine. Gardons, chevesnes, caroes dont certaines ont quarante ans d'âge et pèsent 30 kilos, ablettes, brèmes et goujons, quinze espèces au total, plus qu'il y vingt ans, cohabitent ou luttent avec les carnassiers, brochets, sandres et perches. Quand apparaissent à lyry les berges herissées de paiplanches, la pêche devient difficile. A la belle saison demière, pourtant, un banc d'alevins - des milliards sur 100 mètres de long – a séjourné trois mois à la hauteur du Louvre.

A la sortie de Paris, la qualité de l'eau s'est dégradée. Seules, sept à huit espèces ont résisté, dont les anquilles. La chute du barrage de Suresnes remet un peu d'oxygène en brassant l'eau. Sylvain Cortade a vu des truites da mer venues de la haute Seine se reposer dans le bief, « Vous voyez bien, murmure-t-il, que la



Conseil en management

PA Consulting Group, leader parmi les sociétés internationales de conseil en management et technologie opère en France dans les domaines suivants: · Ressources humaines (recrutement, · Management par la qualité

évaluation, gestion des RH). Conseil en communication.

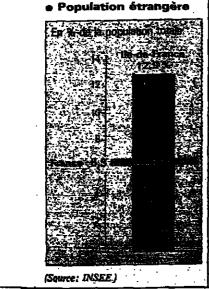
· Formation au management.

totale.

 Systèmes d'information et de télécommunications.

3 rue des Graviers 92521 Neuilly-sur-Seine. Tél. (1) 40 88 79 79. Creating Business Advantage

PAConsulting Group



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

lle-de-France: des féodaux sans suzerain

Suite de la page 10

La bataille sera rude. L'Ile-de-France est solidement tenue en main par la droite, qui détient, outre la plupart des mairies, six des huit con généraux, les deux autres étant gérés par les communistes. Au sein de cette majorité régionale, le RPR tient le haut du pavé. Petit à petit, il a rem-placé le PC dans les Hauts-de-Seine et en Essonne, et, s'il laisse encore à l'UDF le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne et les Yvelines, il y est suffi-samment implanté pour se montrer un allié exigeant. Aussi c'est lui qui devrait mener les huit listes de la droite unie aux prochaines élections régionales. La seule possibilité de ses alliés-adversaires d'échapper à son emprise est de jouer sur ses divi-sions : dans le Val-d'Oise, ils offrent la tête de l'équipe commune à M. Jean-Pierre Delalande qui n'est guère en odeur de sainteté au RPR. Surtout ils escomptent que M. Jac-ques Chirac ne laissera pas M. Frank Borotra mettre la main, un jour ou l'autre, sur les Yvelines, ce qui lui permettrait de bâtir, avec son ami et voisin M. Pasqua, une bien riche principauté aux portes du domaine personnel du maire de Paris. Mais ne parier que sur la division de l'ennemi n'est pas une garantie de succès.

Les socialistes se sont donc efforcés de tenter de profiter de leur propre force. L'expérience des précédentes élections, qu'elle soit encourageante, lors des précédentes régionales, ou cuisante, lors des municipales de Paris, a appris au PS que la bataille devait se préparer longtemps à l'avance. M. Michel Rocard, en ouvrant le «chantier» de l'île-de-France, leur a donné de formidables armes de campagne, dont il ne compte pas aujourd'hui user personnellement. En soulignant le mal-vivre des banlieues, les déséquilibres entre de riches zones d'emplois et des communes dortoirs contraintes de fournir à leurs habitants de coûteux équipements, l'insuffisance des transports en commun alors que, dans les faits, la priorité était donnée à des autoroutes toujours en retard d'un embouteillage, il a, sans le dire publiquement, accusé

En 1990, le Monde a

demandé à l'INSEE de tenter

une représentation synthétique

de quelques aspects de la

situation économique des

régions françaises depuis

1986. Quatre variables ont été

retenues et combinées entre

elles pour aboutir à un indica-

teur synthétique : valeur ajou-

tée par habitant, salaire

moyen, taux de chômage et

taux de création d'entreprise.

La méthode statistique qui a

déterminé la pondération de

chacune de ces variables a

conduit à exclure de cet indica-

teur synthétique la Corse et

l'ile-de-France, que leurs carac-

téristiques éloignent trop des

autres régions. C'est pourquoi,

après vingt régions métropoli-

taines, présentées au rythme

de deux par mois, puis la

Corse (le Monde daté

24-25 novembre), l'ile-de-

France paraît séparément avec

une analyse des différentes

variables économiques, mais sans calcul de l'indicateur syn-

Le poids de l'Ile-de-France dans l'économie francilienne s'élevait à 10 660 554 habitants. Si en un

siècle, de 1860 à 1960, la part de

l'lle-de-France est passée de 7,5 à

1,8 %, celle-ci semble se stabiliser

progressivement depuis. Malgré

une fécondité peu supérieure à la

moyenne nationale, l'île-de-France

est la région où l'excédent relatif

des naissances sur les décès est le plus élevé. Ceci tient à une struc-

ture par âge favorable : surrepré-sentation des classes d'âge de 20

à 50 ans et plus particulièrement

des 20-35 ans et faible proportion des plus de 60 ans. Le mouve-

ment migratoire qui conjugue l'ar-

rivée des jeunes adultes et les

départs de personnes plus âgées

thétique.

la majorité qui gère la région d'in-compétence, oubliant les responsabili-tés propres de l'Etat. Ses «camarades», eux, ne se sont pas privés de traduire le message politique.

Pour ne pas paraître à la remorque du gouvernement, les socialistes ont engagé leur propre réflexion autour de M. Pierre Joxe qui, à la fin de 1989 et au début de 1990, se présentait comme le patron socialiste de l'Île-de-France. Depuis, il a passé la main. Officiellement parce qu'il est trop occupé par sa mission de ministre de la défense. En fait, parce qu'il veut investir sur l'avenir, et propulser un responsable qui sera encore dans la course dans six ans. Le choix s'est porté, sans trop grande difficulté, sur Pour ne pas paraître à la remorme porté, sans trop grande difficulté, sur M. Michel Sapin, ce qui traduit aussi le poids des rocardiens dans la région.

> Bataille fratricide

Avoir un programme régional est pour les socialistes la seule chance de se faire entendre des Franciliens. En dépit de scores plus qu'honorables lors de toutes les élections, ils n'ont iamais réussi à se bâtir solidement le moindre fief. Présents partout, ils ne sont dominants nulle part. Cet éparpillement, faiblesse lors des municipales ou des cantonales, aurait pu être une force pour les régionales... si les élections n'avaient pas eu lieu dans le cadre départemental, et s'ils n'étaient aujourd'hui nationalement au creux

Sauf surprise, l'affaire paraît donc entendue : la présidence du futur conseil régional n'échappera pas à la droite, et plus particulièrement au RPR. Elle n'est pas réglée pour autant. La bataille fait rage au sein du mouvement pour arracher cette place enviable. M. Alain Juppé aimerait bien ne pas demeurer l'éternel second de M. Chirac et montrer, comme il le dit lui-même, qu'il sait a gérer autre chose qu'un parti politique». Le maire

et 35 % à la moyenne de pro-vince. Seule l'Alsace est sensible-

ment moins touchée par le

chômage et le taux de création

d'entreprises n'est melleur au'en

Ce différentiel de valeur ajoutée

par habitant s'explique par une

proportion élevée de la population

qui occupe effectivement un

emploi (faible taux de chômage et

fort taux d'activité global) et sur-tout par la forte productivité du tra-

vail (valeur ajoutée par actif

occupé). La structure des activités économiques franciliennes est par-

est très faible et les activités indus-trielles dans les biens intermé-

Domination

du tertiaire

L'industrie présente trois pôles

de spécialisation : parachimie et

pharmacie, imprimerie-presse-édi-

tion, construction électrique et

électronique. Région où les activi-

60 % de la valeur ajoutée), l'ille-de-France est spécialisée dans les ser-

vices aux entreprises et les orga-nismes financiers. La structure des

activités industrielles et terriaires

est très favorable en termes de

productivité et de croissance. Une

fois enlevé cet effet structurel, la dynamique régionale est très bonne dans le tertiaire, mais médiocre dans l'industrie car le

mouvement de déconcentration

vers la province s'est poursuivi ces dernières années. Au total la crois-

sance économique s'élève à 13,5 % de 1986 à 1989 contre

En termes d'emploi cela s'est

traduit par une croissance de 4,6 % sur la période contre 2,1 % au niveau national. Cette différence

s'explique pour beaucoup par une cause structurelle : la baisse géné-rale de l'emptol agricole joue peu en lle-de-France. Ainsi, si l'on

considère l'emploi salarié, les rythmes d'évolution de la région et

10,7 % pour la France.

tés tertiaires dominent (près de

ticulière. Le poids de l'agric

diaires sont peu développées.

Provence-Alpes-Côte d'Azur.

INDICATEUR «LE MONDE»/INSEE

La santé économique

de la région

de Paris n'a guère envie de se priver de son adjoint aux finances, et d'un secrétaire général qui sait si bien met-tre au service du présidentiable un parti qui s'est découvert frondeur. D'autant que le président du RPR avait un candidat apparemment plus consensuel: M. Michel Giraud, député RPR du Val-de-Marne, qui, après avoir longtemps symbolisé le pouvoir régional, avait choisi de l'abandonner en 1988, avant de souhaiter ardemment retrouver son fau-teuil de président du conseil régional

7.

en mars prochain.
Curicusement, M. Charles Pasqua
a apporté son appui à Alain Juppé,
l'homme qu'il avait si durement combattu lors des assises RPR du Bour-get, en février 1990. Quel jeu joue cet habile politicien dont personne n'ima-gine qu'il agit au premier degré?

Le compagnonnage traditionnel des gaullistes m'empêche pas un combat sans merci. Chacun des deux «candi-dats à la candidature» surveille soigneusement la composition des listes. pour s'assurer un maximun de sou-tiens chez les futurs élus du RPR. Malgré son handicap de Parisien M. Juppé a une longueur d'avance. A cause de l'influence des « amis de Charles», mais aussi parce qu'une partie de l'UDF a envie d'un réveil du pouvoir régional qu'elle le croit

seul capable de mettre en œuvre. Devant ce heurt des deux favoris, d'autres prétendants espèrent recoller à leur bénéfice, les pots cassés, surtout si la «primaire» a lieu, non au sein du seul RPR, mais par le vote de tous les élus de la majorité régionale, comme l'exige l'UDF. Au premier rang d'entre eux, M. Pierre-Charles Krieg le président sortant qui a su démontrer qu'un RPR parisien pouvait travailler en bonne intelligence avec les élus des diverses bankeues. Mais aussi M. Jean-Pierre Fourcade, le premier vice-président actuel, qui rêve que les divisions de ses alliés permettent à un UDF, fort de son aura personnelle, de soustraire au RPR cette présidence tant disputée.

Le camp qui a le plus de chances d'emporter la présidence de l'Ile-de-France, part, contraint et forcé, à la bataille sans porte-drapeau régional. La proportionnelle va ainsi donner l'image la plus caricaturale d'elle-même : le choix du «gouvernant», et donc de la politique qui sera mise en œuvre, ne se fait pas devant l'électeur, mais derrière son dos.

> THIERRY BREHIER et CHARLES VIAL

Un « Atlas des Franciliens »

RÉSENTANT tout récemment le tome I de l'Atlas des Franciliens qui vient de paraître, Pierre Pommelet, directeur général de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région lle-de-France (IAURIF), qui en est le maître d'œuvre avec Alain Godinot, direc-teur régional de l'INSEE, évoquait cette nouvelle de Borges où il est question de statistiques et de chiffres tellement fourmillants et dispersés qu'ils en deviennent inutilisables. L'atlas s'attache précisément à triompher d'une telle embûche. [] rassemble et organise les données éparses et fragmentaires et, qui plus est, prend en compte les résultats du recensement de 1990.

Planches de couleur sur les pages recto, mots et chiffres sur les pages verso, les auteurs montrent comment le paysage actuel de la région capitale s'est façonné en cent trente ans, des immeubles haussmanniens du Second Empire aux « noaveaux villages » des années de crise en passant par les pavillons de ban-lieue de l'entre-deux-guerres et les grands ensembles des «trente glorieuses ». C'est qu'il a bien fallu loger une population qui, dans le même temps, évoluait de 3 millions d'habitants en 1866 à plus de 10 millions et demi aujourd'hui. L'on note que, pour la première fois depuis soixante-dix ans, la population de Paris intra-muros ne diminue plus et que, si la propor-tion de résidences secondaires a baissé de moitié en grande couronne, celle de logements « occa-sionnels » augmente près des quartiers d'affaires. Quelques idées reçues sont bousculées au passage et des vérités rétablies comme le constat que l'urbanisation occupe aujourd'hai, y compris parcs, jardins et terrains de sports, 19,1 % des 12 000 km² de la surface totale. Plus de 9 700 km³ sont donc encore réservés aux espaces naturels, dont les deux tiers servent à l'agriculture.

L'atlas sort des limites de l'Ile-de-France pour décrire l'émergence d'une « diagonale aride » qui traverse l'ensemble du territoire francais. Ainsi se traduit une nouvelle distribution de la population et des activités économiques dans l'opposition entre une France urbaine qui se développe et un axe Ardennes/Sud-Ouest dépression-

► IAURIF. 251, rue de Vaugi-rard 75015 Paris (tél. : 40-43-79-35).

HEURES LOCALES

Tramway nouveau à Saint-Etienne

La municipalité de la Loire privilégie les transports en commun et rénove le tram « pour que les gens n'aient plus envie de leur voiture »

succès de Nantes et de Grenoble : Saint-Etienne, elle, n'a jamais abandonné son tramway. Bien sûr, c'est un tramway tout simple qui, officiellement, ne transporte pas plus de cent voyageurs, mais il a vail-lamment résisté aux attaques du temps et des modes à l'heure où toutes les villes de France envoyaient leur tram à la casse. Les 80 000 Stéphanois qui l'empruntent chaque jour lui sont attachés. Voici qu'il prend un coup de jeune grâce à la volonté affichée de la municipalité, qu'anime M. François Dubanchet, maire (UDF-CDS), de iouer la carte des transports en

Parmi les proches du maire, M. Jean-Jacques Rivel, adjoint (UDF) et président du Syndicat intercommunal pour l'organisation des transports dans l'agglomération stéphanoise (SIOTAS), a tant bataillé pour le tramway qu'il est devenu, à l'échelle nationale, l'en des avocats des transports publics les plus passionnés.

Il l'a bichonné, ce tramway nonveau! De la rame jusqu'au tracé, en passant par les aménagements : à l'hôpital, les voyageurs cheminent, sans peine et à l'abri, du quai jusqu'aux portes de l'établisse des la sortie de l'autoroute, des panneaux indiquent le parking jouxtant l'arrêt du tramway qui met le centre à un quart d'heure; les rames sont belles et douces. « Avant, nous offrions le confort d'une 2 CV noyée dans les embouteillages et nous voulions que les usagers choisissent les transports en commun! tonne M. Rivel. Nous avons essayê de rêussir ce qui marche si bien en Suisse. Nous avons voulu offrir aux voyageurs le confort et l'exactitude, afin qu'ils n'aient plus envie de leur voiture. Car la bagnole est un vrai cancer qui ronge nos villes et que nous devons regarder en face. Ce n'est pas un problème de droite ou de gauche, comme l'ont montré les politiques courageuses menées à Grenoble ou à Strasbourg, à Lyon ou à Nantes.

Le remède est connu ; les transdans des zones où ils sont protégés de la thrombose automobile par des voies protégées ou des priorités aux feux. Mais les élus de France ont peur de faire de la peine aux automobilistes électeurs et aux commercants, et cette attitude timorée met M. Rivel en colère : « Ils se trom-pent complètement, dit-il. Ils croient que leurs électeurs préférent la voiture. C'est faux; ceux-ci sont massivement pour le bus ou le tram en centre-ville. Quant aux commer-çants, ils ne vivront richement qu'à la condition que le centre-ville soit vivant, pas pollué par les gaz d'échappement. Qu'ils se rendent à

Genève, qu'ils constatent l'omniprésence des transports publics et qu'ils essaient – pour voir si cela nuit au petit commerce - d'acheter un magasin à côté des cigares Davidoff à Genève! Ce n'est pas les transports en commun contre la voiture qu'il faut prôner, mais plutôt beaucom de transports en commun pour qu'il y ait encore des voitures qui puissent circuler.»

L'exemple de la nationale 82

Jean-Jacques Rivel a un autre suiet de mécontentement : les écologistes. Pas question de couper un ubre sans qu'ils rappliquent pour s'y opposer au nom de l'écologie. a Nous avons été obligés de couper une soixantaine d'arbres à Saint-Etienne», explique-t-il. « Mais vaut-il mieux protéger un régétal ou

quatre-vingt mille usagers? Vaut-il mieux sauver un bel arbre ou implanter un tramway efficace qui nous évitera de porter un masque sur la figure, comme les Japonais, pour nous protèger de la pollution? demande l'adjoint au maire. On veut se battre pour la qualité de la vie ou pour faire joli? Sans compter que nous avons replanté un nombre d'arbres impressionnant. Moi, je présère considérer ce que notre maire a fait de la nationale 82 : c'était une voie très rapide et invivable. En y faisant passer le tramway, nous avons planté des cèdres et nous avons limité la circulation automobile à une voie dans chaque sens. La vitesse y est de 50 km/h. C'est pas de l'écologie, ça?»

ALAIN FAUJAS

- F

3,022

: --7/4

Un trait d'union pour l'agglomération

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant

A Société des transports de l'agglomération stéphanoise (STAS) va mettre en service de nouvelles rames articulées de tramway, cent dix ans après la création de la première ligne. Celles-ci circuleront à partir du mois de décembre sur les 2,2 km de lignes nouvelles construits au nord de la ville.

Commencée au milieu des années 70. la restructuration du réseau des transports en commun stéphanois est tenue pour achevée par M. Rahon, de l'agence d'urbanisme Epures. Dans une étude publiée en 1975. il préconisait de prolonger la ligne de tramway, au nord de l'agglomération, en direction du futur hôpital général, plutôt que vers le sud de la ville, déjà desservi par des trolleybus. Il aura fallu attendre seize ans pour que ce projet rité ayant été donnée au sud dàs

L'ouverture de cette nouvelle portion de voie, devrait accompagner le développement de l'agglomération stéphanoise au nord, demière « frontière » à conquérir, en dehors de l'espace industriel en jachère des vallées du Gler et de l'Ondaine. Dans les prochaines années, Saint-Etlenne devrait en effet s'amarrer écono-

micuement à la plaine du Forez. Globalement, ee sont 500 millions de francs qu'investit le syn-

dicat intercommunal pour l'oros nisation des transports dans l'aqglomération stéphanoise jusqu'en 1993. Ces investissements ne devraient pas dégrader pour autant le taux de couverture des dépenses par les recettes d'exploitation (1). Selon M. Maurice Defour, directeur de la STAS, ce ratio devrait passer de 69 % en 1990 à 75 % en 1993, compte tenu de l'augmentation attendue du trafic et de la rationalisation du réseau dans sa partie nord. Le tramway devrait transporter 100 000 passagers par jour en 1994

au fieu de 80000 aujourd'hui. La topographie de Saint-Etienne explique en partie la bonne santé des transports en commun de l'agglomération stéphanoise et la longévité du tramway, qui arpente la grand-rue sans discontinuer depuis plus d'un siècle. Orientée nord-sud. l'artère centrale reste la véritable phanois. Cette ligne est d'ailleurs la seule à avoir survécu sur la centaine de kilomètres de voie existant au milieu des années 30 dans le bassin stéphanois. Le nombre de voyages effectués par an et par habitant (160) est l'un des plus élevés de France.

VINCENT CHARBONNIER

(1) La STAS transporte 50 millions de passagers par an, dessert (5 com-munes de l'agglomération stéphanoise. Ses recettes d'exploitation s'élèvent à I (O millions de francs.

AGENDA

☐ Recherche et régions. - Le ministère de la recherche et de la technologie organise, du mercredi 4 au vendredi 6 décembre à Paris, un colloque pour inviter les acteurs socio-économiques, les scientifiques et les universitaires à réfléchir ensemble à la structuration du dispositif de recherche sur le territoire franceis. L'objectif est de poursuivre au niveau national les réflexions engagées autour des vingt-six Livres blancs de la recherche. Renseignements : Le régie, tél :
 (1) 44-73-08-29.

 L'eau à l'heure de l'Europe. – L'Association française pour la protection des eaux organise, jeudi 5 décembre au Sénat, un colloque sur le thème des agences de l'eau au moment des échéances européennes. Différents responsables d'agences de bassin doivent évoquer les questions de la dépollution des rejets urbains et de l'amélioration de la qualité des eaux. ► Renseignements: Association pour la protection des eaux, 4, rue Ménard, 78000 Versailles.

 Le développement de l'est du Val-d'Oise. – Le conseil général du Val-d'Oise, la préfecture et le syndicat intercommunal d'études et de programmation pour le loppement de l'est du Val-d'Oise (SIEVO) organisent, jeudi 12 décembre à Roissy en France, un colloque sur le thème : «Le développement de l'est du Val-d'Oise ». M. Dominique Strauss-Kehn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur. clôturera les débats.

Nominations

BLOC-NOTES

□ Nouveau directeur de cabinet pour M. Sueur. – M. Didier Lalement, chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, depuis le mois de mai 1991, devient directeur de cabinet de M. Jean-Plerre Sueur, en remplecement de M. Michel Theneult, nommé préfet de Monde du 15 novembre).

[M. Lallement, né le 22 août 1956 à Lyon, diplômé d'une école supérieure de commerce et titulaire du DESS d'administration et aestion des collectivisés commerce et titulaire du DESS
d'administration et gestion des collectivités
locales de Paris-XII, a travaillé dans
l'administration territoriale avant d'être
nommé sous-préfet (mars 1990). Il a occupé,
notamment, le poste de socrétaire général du
syndicat intercommunal d'Epinay-sur-Seine
(Seine-Saint-Denis), de 1985 à 1988. Il a
ensuite été chef de cabinet du secrétaire
d'Etat chargé de la jeunesse et des sports,
(mai 1988-mars 1989), et directeur du
cabinet du préfet de l'Essoure (1990-1991).
Au cabinet de M. Sueur, M. Lailement
stivair les questions statutaires de la suivait les questions statutaires de la fonction publique territorinie].

PUBLICATIONS

 Un Atlas international des technopoles. ~ Sous l'égide du ministère de la ville et de l'aménagement du territoire et de la DATAR, vient d'être publié un Atlas international des technopoles. Cet ouvrage présente pour la première fois un panorama complet des technopoles existant dans le monde. ► Atlas international des technoes, de Yann Couvidat et Julien Giusti, éd. Syros, 235 pages.

□ Administration territoriale. ~ La Documentation française fait le point sur le droit des collectivités dans un fascicule intitulé l'Administration territoriale : les collectivités locales. ▶ 54 pages, 22 francs, La Documentation française, « Documents d'étude, droit administratif ». 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris

MANAGEMENT DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL "MBA"

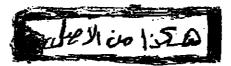
> Formation de cadres supérieurs des secteurs public et privé

9 modules d'une semaine à partir de mars 1992

Un stage en entreprise ou en collectivités

Projet à réaliser

de la France sont plus proches. Cette augmentation de l'emploi est alimente ce phénomène. deute augmentation de l'emploi est alimentée par le nombre croissant d'actifs, près de 250 000 en 1990, qui font chaque jour le trajet de la province vers l'Île-de-France pour alite transmille. Parmi les variables économiques retenues, l'Ile-de-France arrive en tête pour la valeur ajoutée par habi-tant et le salaire moyen, qui sont supérieurs respectivement de 70



POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Les socialistes marseillais dénoncent la « dérive » droitière de M. Vigouroux

M. Vigouroux? A un peu plus de trois mois des élections régionales et cantonales, sa décision de retirer leurs délégations à dix des treize élus socialistes de sa majorité (1) qui avaient voté contre une délibération (le Monde daté 1 "- 2 décembre) soulève beaucoup de questions. Le PS, pour sa part, y voit un signe supplémentaire du virage à droite du maire de Marseille.

MARSEILLE

de notre correspondant régional Une chose est sûre: M. Vigou-roux a délibérément choisi de rejeter ses «contestataires» dans l'opposi-tion. Les treize élus du PS n'avaient fait que présenter, avec beaucoup de formes, un simple amendement à un capport concernent le surpression de rapport concernant la suppression de la gratuité des transports publics pour les agents municipaux. Com-mentaire, incrédule, de leur porte-parole, M. Francis Allouch: «A une demande minimaliste nous avons reçu une réponse maximaliste.»

- -- .

- - > -

.

42000

age lessons

- 🚐 🛥 😁

= = t = t

:--

n spalen

Alter to the

As well as the second

10 mg (10 mg)

≱?9

,..<mark>.5</mark>. ****

11 🛊 🕳 - - - - - - -

State of the State

----Alex of their . Jana para di Santa

.

Jan 🙀 27

M. Vigouroux tenait, en fait, l'oc-casion qu'il attendait depuis quel-ques mois de pousser à la faute le groupe PS dont il s'était refusé, malgré ses promesses, à reconnaître l'existence. Il provoquait ainsi l'éclal'existence. Il provoquait ainsi l'écla-tement de ce groupe. Il affirmait son autorité en recréant une majorité plus restreinte, mais largement suffi-sante – soixante-six élus sur cent un – pour continuer à diriger, avec un blanc-seing, les affaires de la ville. Il pouvait espèrer, enfin, que sa fer-meté, mâtinée de démagogie, passe-rait bien auprès de la population marseillaise.

= .

. . . .

En termes de clientélisme, sa déci-En termes de clientélisme, sa décision peut lui être préjudiciable. Parmi les «dix» figurent en effet des élus proches des communautés juive et rapatrité ainsi que l'un des dirigeants nationaux d'une importante loge maçonnique (M. Allouch, premier vice-président du Grand. Orient de France). Sur le plan politi-

Regroupés antour de M. Charles-Emile Loo, maire du cinquième sec-teur, les treize élus socialistes ont publié un communiqué aigre-doux. Ils ont certes réaffirmé « leur place pleine et entière au sein de la majo-rité municipale» en se définissant comme une « force de proposition». Mais tout en se bornant à « regret-ter» ce qu'ils considèrent comme une « mesure d'exclusion discrimina-toire», ils ont aussi dénoncé, ouver-tement « la politique de dépenses de prestige et de jaste» du maire de Marseille. Et affiché leur volonté de participer « à des choix politiques Regroupés autour de M. Charlesparticiper «à des choix politiques clairs et sans dérive». Bref, leur rup-ture avec M. Vigouroux est consom-

M. Loo et ses amis éviteront tou-M. Loo et ses ams éviteront tou-testois d'entrer dans une opposition systématique qui, de 1986 à 1989, s'était retournée coutre M. Michel-Pezet, à l'époque l'homme fort du PS. «On fera entendre notre diffé-rence», promet M. Loo qui compte-bien, parallèllement, « développer le dialogue» avec les « diverses catégo-ries sociales de la ville».

La perplexité de M. Tapie

En perlant de a dérive », le com-En parlant de « dérive », le communiqué des «treize» fait référence au rapprochement qu'ils soupconnent entre M. Vigouroux et le président (UDF-PR) du conseil régional, M. Jean-Claude Gaudin (le Monde daté l « 2 décembre). Ce que le président du groupe socialiste, M. Jean-Claude Vergier, a crâment appelé, lui, «un virage à droite». Plus personne, au PS, ne doute que le « socialisme évolutif» dont se prévaut le maire de Marseille annonce un renversement d'alliance local.

M. François Remardini, premier

M. François Bernardini, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, considère des Bouches-du-Knone, constdere que M. Vigouroux « a tourné la page de sa conscience et de son passé de gauche ». Il juge désormais « diffi-cile» de rassembler, aux élections régionales, « toutes les forces de la majorité présidentielle » (sous-en-tendu, incluant la mouvance

a vigouriste »). Il estime, de même, que l'attitude de M. Vigouroux

a vigouriste »). Il estime, de même, que l'attitude de M. Vigouroux remet en question un accord possible aux cantonales (le PS envisageait de soutenir des candidats a vigouristes » dans trois cantons de Marseille détenus par la droite).

La stratégie non dévoilée de M. Vigouroux entretient, en fait, toutes les spéculations. M. Tapie avoue, pour sa part, sa perplexité. a li veut nous refaire le coup de l'appique, suppose-t-il. Mais comme nos électorais respectifs sont très semblables, il cherche un espace sur la droite. » Le président de l'OM est sceptique, cependant, sur la réalité d'un accord entre le maire de Marseille et le président du conseil régional. Si les deux hommes peuvent avoir un intérêt commun à court terme – celui d'éliminer le député des Bouches-du-Rhône de la scène politique marseillaise, – ils s'opposeront, ensuite, inévitablement dans la course à la mairie. « L'association Vigouroux-Gaudin, se rassure M. Tapie, ne me dérangerait en aucune manière car ils chasseront sur les mêmes terres et ce n'est pas mol qui y pentrai. » Le président de l'OM affirme toutefois que le dépôt d'une liste par le maire de Marseille serait « un véritable acte d'agression».

Moins que jamais, en fait, cette

Moins que jamais, en fait, cette éventualité n'est exclue. M. Vigouroux, qui sillonne le département depuis plusieurs semaines, flanqué des sénateurs élus sur sa liste en septembre 1990, MM. Jacques Rocca-Serra et André Vallet, a déjà fait d'utiles reconnaissances sur le terrain. Fidèle à ses habitudes, le maire de Marseille attendra le dervier moment – et la tendance enreunée. de Marseille attendra le dernier moment – et la tendance exprimée par les sondages – pour sortir du bois. Ou bien il ira jusqu'an bout de ses intentions avec l'espoir de jouer, en dernier lieu, un rôle d'arbitre dans l'élection du président du conseil régional. Ou bien il renoncera mais après avoir engrangé des voix potentielles pour négocier avec le PS, M. Tapie ou... M. Gandin.

Assis, à Marseille, sur un volcan grave crise financière, record de chômage, régression démographique, montée des mécontentements, baisse de popularité personnelle, –

La droite lyonnaise trouve un compromis pour une liste d'union

LYON

de notre bureau régional

Les instances nationales de l'Union pour la France (UPF) avaient désigné M. Alain Mérieux, actuel premier vice-président (RPR) du conseil régional Rhône-Alpes, pour conduire la liste de l'opposition dans le Rhône. Ce sera finalement un membre de l'UDF qui aura cette respon-sabilité. La décision a été prise, ven-dredi 6 décembre, dans la soirée, lors d'une réunion entre M. Michel Noir et les responsables locaux de l'UDF et du RPR.

Le nom du candidat sera choisi. en début de semaine, par MM. Char-les Millon, président (PR) du conseil régional, Michel Mercier, président (CDS) du conseil général du Rhône, et Raymond Barre, député (UDC) du Rhône. Ce revirement conclut une semaine de manœuvres et de pres-sions qui ont sérieusement troublé la

M. Noir avait fixé des conditions pour participer à une liste unique : pas d'alliance avec le Front national, en tiers des places éligibles réservées à ses amis, et une tête de liste acceptable par tous. Le maire de Lyon signalait ainsi clairement son refus de cautionner la candidature de M. Mérieux. Les relations entre les deux hommes sont devenues très conflictuelles, en raison, notamment, de la «fidélité» que le président du groupe Mérieux porte à M.-Jacques Chirac.

En début de semaine, l'entourage du maire de Lyon laissait filtrer que les trois composantes de l'opposition à Lyon seraient rassemblées derrière M. Barre, conseiller régional sortant. Cette « fuite » suscitait une vive colère en RPR, et l'ancien premier ministre faisait savoir qu'il n'avait pas été saisi d'une demande «forpas ete sais d'une demande « for-melle». Vendredi, deux beures avant une réunion qualifiée de la « dernière chance», M. Mérieux proposait de confier la première place à M. Mil-lon, éta de l'Ain, afin de réaliser l'aire de la Phêre.

l'unité dans le Rhône. En obtenant la remise en cause d'une décision nationale, M. Noir affirme, un an exactement après son départ du RPR, qu'il reste, en s'ap-puyant sur une partie de l'UDF locale, le principal chef de file de la

BRUNO CAUSSÉ

Succédant à M. Robert de Caumont (PS)

M. Alain Bayrou (UDF-PR) est élu maire de Briançon

de notre correspondant régional

A la suite de l'élection partielle des 24 novembre et 1s décembre, au terme de laquelle sa liste l'avait emporté avec 62,77 % des suffrages exprimés, M. Alain Bayrou (UDF-PR) a été élu maire de Briançon, vendredi 6 décembre. Il a obtenu 27 voix contre 6 à M. Gérard Fromm, ancien premier adjoint (div. g). Il succède à M. Robert de Caumont (PS) dont la liste avait obtenu, au premier tour de secutin, 16,68 % des voix et ne s'était pas maintenue au second tour.

¡Né le 1º février 1956 à Briançon, M. Bayrou a effectue ses études secon-daires et supérieures à Grenoble, couron-nées, en 1983, par un un dectorat en sciences économiques. Il a alors entamé une carrière politique dans les Hautes-Alorse acrès avoir achier la manu-Alpes après avoir adhéré, la même

devenu, aussitôt, le président departemental. Maire délégué de Puy-Saint-Pierre, de 1983 à 1989 - date à laquelle cette petite commune de la périphèrie de Briançon a été rattachée à la sous-préfecture des Hautes-Alpes, - il a été étu conseiller régional en 1986, puis conseilconscilier regional en 1986, pais conseil-ler général du canton de Briançon-Sud en 1988. Il fait, en 1989, une première ten-tative, infructueuse, pour conquérir la mairie de Briançon (battu, au premier tour, avec 47,49 % des voix, face à la liste d'union de la gauche, conduite par M. de Caumont). Elu vice-précident du conseil régional en 1989, il a été porté, en 1991, aux mêmes fonctions au conseil réfigéral Grâce à sa large victure et deviat conduite la fige de l'union de l'opposition aux élections régionales de mars prochain dans les Hautes-Alpes, Sur le plan professionnel, M. Bayron dirige, depuis 1989, une PME familiale spécialisée dans la construction de chalets en bois, à Briançon. Il est, par ail-leurs, président du comité départemental du tourisme depuis 1988. – G. P.]

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

pour gérer les sociétés humaines, c'est-à-dire des individus et des groupes, des intérêts particuliers at collectifs, des fins morales et des visées qui ne le sont pas. Elle tente de concilier la pérennité, qui s'appuie sur l'ordre, et le dynamisme, qui suppose le mouvement. La combinaison de tant de forces contraires n'aboutirait en chimie qu'à des formules instables, en physique qu'à des résultats aléa-toires. Mais la politique ne prétend pas au rang de science exacte ni même de science tout court. Il faut bien être clair là-dessus. Au moins là-dessus.

comme il ne cesse de le répétur,

« présent » au rendez-vous électoral

de 1992, son rêve le plus cher étant,

dit-on, d'obtenir un maroquin

(1) Cinq adjoints et cinq conseillers municipaux délégués sont concernés par cette mesore qui ne pouvait pas toucher leurs trois autres collègues : M. Albert Hini, premier adjoint, M. François-Xavier Giudicelli, conseiller municipal et M. Charles-Emile Loo, maire de socieur,

n'out pas de délégations. Depuis le

conflit qui l'a opposé à M. Vigouroux (Le Monde daté 26-27 mai), M. Hini

n'est plus que premier adjoint en titre. Il s'est vu retirer, ou a rendu, tous les grands dossiers dont il était en charge.

Lorsqu'il est question de science politique, c'est une méthodologie de l'observation du sujet qui est en cause et non le sujet lui-même. Cela ne va pas sans confusion. En effet, la politique tend à se couvrir, pour plusieurs raisons, de l'apparence scientifique : elle édicte ses propres règles du jeu, comme si elles devaient être universalles : elle quantifie, à travers les suffrages, les statistiques, les objectifs, les bilans, sa légitimité et sa production; elle cherche dans les mécanismes institutionnels, l'autorité des lois, la complexité des procédures, la confrontation des plans, projets et programmes, à se teinter de rationalité, mais personne ne s'y trompe longtemps et, iamais, tout le monde en même temps.

Lorsque la politique se limite aux seuls intérêts de ceux oui en sont les acteurs, elle devient médiocrement politicienne. Lorsqu'elle se fonde sur la gestion cynique des intérêts nationaux ou corporatistes, elle s'appelle « realpolitik ». Si elle se détache trop des préoccupations de ceux qu'elle est censée servir, elle paraît irréaliste, mais si, au contraire, elle prétend satisfaire tout le monde tout le temps, elle vire à la démagogie. En réalité, comme elle est tout cela à la fois et un peu plus que cels, il faudrait la saisir dans sa totalité et sous ses multiples facettes.

Les meilleurs observateurs n'v parviennent pas. Ils perdent en route une part de leur acuité visuelle. C'est vrai, notamment, de ceux qui, s'approchant au plus près de la politique, jusqu'à s'y mēler, pour la suivre dans les détails quotidiens de sa course, ressentent l'ambiguité de leur situation. Leur regard n'est pas neutre et peut influencer le jeu politique : ils sont spectateurs et queique peu acteurs, juges et, si peu que ce soit, parties. Leur proximité, les liens qu'ils nouent dans le milieu qu'ils observent, l'échange auquel ils se prêtent nécessairement avec leurs interlocuteurs politiques, les rendent complices non d'une faute, mais d'un modus vivendi qui implique une part de non-dit, de discrétion. de rétention. Le seul moven d'en Emiter les effets pervers est d'en être conscient.

Une des plus anciennes manières de passer outre aux règles du genre est soit de les ignorer, au risque de se marginaliser, soit de les tourner en se réfugiant dans la fiction. Elle consiste à inventer une situation imaginaire pour mieux décrire la réalité telle

Pures fictions

qu'elle est. Le procédé peut s'avérer plus séduisant pour les tiers, plus propre à frapper les esprits et il a, comme on sait, ses lettres de noblesse. Thierry Pfister l'a emprunté, en toute modestie, pour, sous le couvert d'une Intrique policière, nous faire pénétrer dans la forteresse du ministère des finances qui siège désormais à Bercy. Ce feuilleton politico-policier a d'abord paru, en version condensée, dans le quotidien les Echos pendant l'été

L'auteur n'avait pas besoin de se situer dans l'imaginaire car il a montré, dans de précédents ouvreges, qu'il ne craignait pas de mettre les pieds dans le plat. Sans doute a-t-li ressenti plus que d'autres l'ambiguité évoquée plus haut. Toujours est-il qu'après une solide expérience du journalisme politique, notamment dans un journal où l'on redoute le mélange des genres, il a sauté le pas pour entrer dans l'action politique au sommet, puisqu'il fut l'un des proches conseillers de Pierre Mauroy, premier ministre. S'il recourt à la fiction, cette

fois, c'est pour se prêter au jeu

du feuilleton policier et, peut-être, pour retrouver la distance qui sépare le témoignage personne d'une documentation reconstituée sur la base d'une expérience vécue et d'informations patiemment recueillies pour la circonstance. Bref, Thierry Pfister redevient journaliste sous l'apparence du romancier. Journaliste le temps d'un livre, c'est-à-dire détaché des contingences de la couverture permanente de l'actualité, qui subit les contraintes précédemment mentionnées. Un iournalisme de rêve grâce auguel il est permis de tout dire, de se laisser aller à ses aversions comme à ses sympathies, de rejeter ce qui peut apparaître comme autant de traces de retenue, de convenance ou de déférence : l'auteur ne répond que de lui-même devant ses propres lecteurs, alors que, dans le cadre d'une rédaction, tout journaliste est solidaire d'une équipe, respectueux de l'esprit et du style d'un journal dont l'audience ne lui appartient pas.

Ce journalisme rêvé met donc en scène un cadavre qui devient un cauchemar pour le petit monde de Bercy et, bientôt, pour tout le monde politique. L'intérêt de l'exercice est de montrer comment fonctionnent, face à une menace potentielle, les personneis et les rouges de l'Etat, en l'occurrence l'Etat socialiste dont le premier tort, aux yeux de l'auteur, est de ne pas faire mieux que les autres. C'est à la fois complexe dans les mécanismes mais tout le talent de Thierry Pfister consiste à nous guider sur les cheminements qui vont d'une institution à l'autre et relient les centres de décision - et très simple dans les motivations : à tous les échelons, il s'agit de se couvrir, de laisser le moins de traces possibles, de protéger les intérêts corporatistes des grands corps de l'Etat et la réputation politique des détenteurs du pouvoir. Et de faire retomber la responsabilité et

les conséquences sur d'autres. Thierry Pfister décrit un monde où règnent l'égocentrisme, la défiance, la peur et la solitude, celle-ci n'étant compensée que par l'extraordinaire réseau de complicités faites de solidarités corporatistes ou partisanes, de services rendus, de renvois d'ascenseurs, de nominations bienvenues, de réemplois confortables, de domaines préservés, qui tem-père les rivalités latentes. Cette toile d'araignée de l'appareil d'Etat, où chacun surveille son coin de territoire, va bien au-delà de la majorité : il y a des passerelies avec l'opposition.

Dans la pure fiction qu'invente Thierry Pfister, cette étrange société s'incarne dans les portraits, souvent peints au vitriol, de personnages publics et familiers vus, cette fois, du côté des coulisses. Bien sûr, il n'y a rien de vrai dans tout cela, l'auteur s'amuse ou exagère, mais, à l'évidence, il sait de quoi il parle et, s'il devait être démenti, c'est quand même tui que l'on croirait.

mieux que la description d'une réalité insaisissable dans toutes ses dimensions, rendre compte d'une vérité a inspiré un autre observateur. Henri Fabre côtoie quotidiennement la politique et. pour échapper à la vision fragmentée, parcellaire et envahissante dans laquelle tout journaliste lucide craint de se laisser enfermer, il la recrée, très loin dans le temps, sous la forme d'une comédie satirique.

il met en scène une crise politique et familiale dans l'empire romain, une histoire de course au pouvoir, sur fond d'interrogation religieuse, qui se déroule à Pompéi, sous la menace du Vésuve. Le volcan est sur le point d'ensevelir la ville et la foi chrétienne en train de se propager, ce qu'aucun responsable, bien sûr, ne pressent : les politiques avaient d'autres urgences, comme toujours, et fonctionnaient déià en milieu clos, avec pour principales armes l'élimination physique (il v a eu depuis quelques progrès) et l'art de se compromettre mutuelle ment dans de noirs projets (c'est toujours vrai).

L'acqualité revient en filigrane dans les tirades de ce drame antique, lorsque, par exemple, l'un des protagonistes assure que la morosité apparaît chez les peuples comme l'obésité chez les individus. Quant à la question essentielle de savoir s'il faut préférer que « le peuble soit heureux ou qu'il se croie heureux s, elle demeure actuelle et s'attirera, sans doute, la même réponse des prétendants au pouvoir : «L'un et l'autre sénateurs. Voilà notre ambition!» Il est vrai que les Romains ont largement façonné la politique telle que nous la connaissons.

➤ Le Cadavre de Bercy, Thlerry Pfister. Albin Michel, 196 pages, 89 F. Caïus-Caïa ou la course au pouvoir, d'Henri Fabre. Editions Eole, 130 pages, 90 F.

M. Bérégovoy renonce à conduire la liste du PS dans la Nièvre

de notre correspondant

Les querelles qui agitent la fédération de la Nièvre du Parti socialiste ont conduit M. Pierre Bérégovoy, maire de Nevers, à renoncer à mener la liste socialiste aux élections régionales. Le ministre de l'économie s'est effacé à la suite de la démission du premier secrétaire de la fédération, M. Eugène Teisseire, qui invoquait sa « mésentente» avec M. Bérégovoy sur la méthode de désignation des candi-dats socialistes aux élections cantonales et sur le fonctionnement de la

Président du groupe socialiste au conseil régional de Bourgogne et vice-président du conseil général de la Nièvre. M. Teisseire reprochait à M. Bérégovoy de ne pas lui laisser les mains libres dans le choix des candidats aux cantonales. M. Béré-govoy a répondu que le PS avait uintérêt à présenter aux élections des candidats ayant une chance d'être étus ». Puis il a décidé de laisser M. Teisseire, qui figurait en deuxième position sur la liste des régionales, « se débrouiller » sans lui.

M. Bérégovoy s'était résolu à conchire la liste après avoir fait réaliser un sondage par la SOFRES qui donnait quatre sièges (autant qu'en 1986) à la liste du PS s'il la menait et trois si elle était dirigée par M. Teisseire. Rétrogradé par rapport à la liste de 1986, qu'il avait conduite, celui-ci en avait concu une certaine amertume, d'autant que les désaccords entre les deux hommes sont anciens. L'arrivée du premier dans la Nièvre, en 1983, a mis un frein à la carrière politique du second : député sor-

tant. M. Teisseire n'avait pas conservé son siège en 1986. L'année suivante, il avait brigué sans succès la présidence du conseil général. Il n'avait pas été choisi par M. Bérégovoy pour être son suppléant aux législatives de 1988, pas plus qu'il n'avait été élu député européen en 1989, contrairement à la promesse qui lui avait été faite.

L'attitude de M. Teisseire traduit aussi la nostalgie de certains socialistes nivernais, qui n'ont jamais vraiment admis que M. Bérégovoy prenne la place de M. Mitterrand comme «patron» du PS dans la Nièvre. Le contentieux était apparu au grand jour en avril dernier, à l'occasion d'une élection cantonale partielle. Soutenn par M. Teisseire, le candidat socialiste avait été devancé par le communiste. M. Bérégovoy, qui s'était prononcé pour une autre candidature, avait alors remis sa démission de la commission exécutive fédérale.

Aujourd'hui, les militants sont inquiets. La fédération n'a plus ni premier secrétaire, ni liste pour les régionales, elle ne tiendra pas de congrès départemental en cette fin de semaine et ne sera représentée que par une délégation d'observateurs au congrès du PS. Bien que contesté par les courants minori-taires comme n'étant pas conforme aux statuts du parti, un « collectif provisoire » a été mis en place et placé sous la responsabilité de M. Bernard Bardin, président du conseil général, député et maire de Clamecy, qui pourrait être désigné pour conduire la liste des régio-

JACQUES SPINDLER

U L'Assemblée nationale et le service national. - L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 6 décembre, deux projets de loi relatifs à la défense nationale. Les députés ont adopté, en seconde lecture, le projet de loi réduisant la durée du service national. Ils

· D Le Sépat réduit les crédits de l'équipement et des transports. - Le Sénat a examiné, vendredi 6 décembre, le budget du tourisme et celui des transports et de l'espace. A l'issue de ces examens, il a adopté, après les avoir réduits, les crédits du ministère de l'équipement, du logement, auxquels ces ont adopté également un projet de budgets étaient raitachés. Les sénaloi modifiant certaines limites teurs ont rejeté, d'autre part, le budget annexe de l'aviation civile.

La diversification des activités de la Sonacotra est mise en cause par la Cour des comptes

M. Michel Gagneux, président de la Sonacotra, s'est déclaré « révolté », vendredi 6 décembre, par l'article, publié la veille par l'Evénement du jeudi, mettant en cause l'irrégularité de sa gestion. L'hebdomadaire, qui cite un rapport de la Cour des comptes, avait fait l'objet, dans la soirée de jeudi, à la demande de M. Gagneux, d'une ordonnance de référé lui enjoignant de « supprimer par massicotage » l'article, mais a jugé cette mesure « techniquement impossible» (le Monde du 7 décembre).

Quelle politique promouvoir pour favoriser le logement des travail-leurs immigres? Telle est la question de fond posée par la nouvelle mise en cause de la Sonacotra. La Société nationale de construction de logements pour les travailleurs, société d'économie mixte, dont l'Etat possède 55 % du capital, a été créée en 1956. A l'époque, les immigrés d'Afrique du Nord affluent, attirés par l'expansion économique. Pour ces migrants. ouvriers célibataires, sont construits à la va-vite de nombreux foyers à la périphérie des villes industrielles des champignons dans les années 60 et au début des années 70, constituent encore l'essentiel du patrimoine de la Sonaco-tra: 70 000 chambres concentrées dans 342 foyers et occupées à 80 % par des étrangers.

Des chambres minuscules et surpeuplées dans un environnement dégradé accueillent souvent des habitants sans titre d'occupation, voire de séjour, victimes de la pénurie d'HLM. D'autant que l'im-migration a changé: elle est deve-nue familiale et permanente. Les foyers Sonacotra, avec leurs cham-bres de 7 mètres carrés ou 12 mètres carrés ne sont plus adapés, s'ils l'ont jamais été. Certains de ces ilots de misère ont attiré les revendeurs de drogue et la prostid'une notoriété considérable, mais négative. Son nom est le symbole de fovers sordides où les travailleurs sont parqués par ethnies, d'attentats contre les immigrés et de longues grèves de loyers, comme à

la fin des années 70. La nomination, à la présidence de la société, de M. Michel Gagneux, en février 1986, marque un net tournant dans son histoire. Ce jeune énarque, ancien directeur adjoint du cabinet de M™ Georgina Dusoix au ministère des affaires sociales, entend faire de la Sonacotra une entreprise normale, la sortir d'une spécialisation strictement « immigrée » qui ne correspond plus, selon lui, aux besoins et contrarie même la politique d'insertion des étrangers.

« Professionnalisme », « communication », « marketing », « culture d'entreprise » sont les nouveaux mots d'ordre, qui choquent un per-sonnel attaché à la vocation sociale de la société. L'introduction d'une gestion libérale se traduit par la suppression de 1 400 emplois sur 2 400 et par l'appel à la sous-traitance, notamment pour le nettoyage des foyers, ce qui entraîne, en 1989, de vifs conflits avec les syndicats.

« Nouveaux produits »

Le bouillant président de la Sona-cotra mise désormais sur la « diversification ». On ne gère plus des « foyers » municipaux, dénomination à connotation négative, mais des « résidences ». Des projets fleuagées, celui des étudiants, des cadres en voyage sont autant de nouveaux produits n à lancer. Une longue et coûteuse campagne de publicité est lancée, qui tente de populariser dans la grande presse

l'habitat en mouvement ». Cinq résidences-villas pour jeunes sont ouvertes, et la mise en service de 5 200 antres lits fait partie d'un projet à court terme. Mais, pendant que la Sonacotra investit dans le logement des journalistes et des policiers aux Jeux olympiques d'Al-bertville, et des cadres en déplacement, son parc de logements sociaux pour les immigrés stagne, alors que la demande reste forte. De nouvelles résidences sont certes inaugurées, mais leur capacité d'ac-cueil ne fait que compenser la diminution du parc existant - diminution due à la nécessaire restructuration de certains foyers en vue d'agrandir les chambres.

C'est dans ce contexte agité que trois magistrats de la Cour des comptes, dont la précédente inspec-tion remonte à 1979, s'intéressent de nouveau à la Sonacotra au printemps dernier. Le rapport dont l'Evenement du jeudi public quel-ques extraits est le fruit de leurs investigations: mais ce document brut n'intègre pas les réponses du principal intéressé, M. Gagneux, qui doit être entendu le 23 décem-bre prochain, ainsi que l'exige la procédure.

Rémunérations indues

Les magistrats reprochent au président d'avoir engagé sa société dans une diversification qui ne res-pecte pas son objet social. Sont visées les constructions destinées aux Jeux olympiques et, surtout, les foyers pour personnes du troisième âge, comme celui de Tully où, au 30 septembre dernier, seuls huit des soixante-dix logements étaient occupes. Selon l'Evenement du jeudi, la Cour des comptes épingle ensuite les primes d'intéressement et les bonus non dus qu'aurait perçus M. Gagneux, pour un montant avoisinant 400 000 F. Elle stigmatise enfin le choix « dis «incohérent par rapport aux objec-tifs affichés» de la campagne de publicité en direction du grand public et l'attribution d'importants budgets de communication, sans « aucun appel à la concurrence ».

M. Gagneux a réagi vendredidécembre en défendant la diversification, qui a permis, selon lui, d'attirer de nouveaux talents d'architectes, dont bénéficie l'ensemble des habitations Sonacotra. Il a reconnu avoir perçu indûment des compléments à son salaire, à la uite d'une « erreur administrative ». Mais il a précisé qu'il remboursait progressivement le trop-perçu et avait bénéficié d'une augmentation de traitement rétroactive de 7 % au titre de « l'opération». Le responsable de la Sonacotra a surtout mis en avant la volonté de la société de « supprimer toute forme d'habitat ségrégatif», l'assainissement de ses finances, la forte diminution des loyers impayés et le lancement d'un plan d'un montant de 1,7 milliard de francs, destiné à «transformer le patrimoine en habitat de qualité, compatible avec l'intégration »

Cet objectif prioritaire correspond au recadrage opéré récemment par l'État après des années de laisser-faire. Des contrats d'objectifs rappelant le rôle social et les obligations de service public de la Sonacotra et des autres gestionnaires de foyers ont été rédigés d'après les nclusions d'une commis l'avenir des fovers de travailleurs migrants, réunie en 1990 par M. Rocard. Le Haut Conseil à l'intégration, lui, a estimé, au début de 1991, que les foyers répondaient à « un besoin constant », mais devaient correspondre à un héberet débouchant effectivement sur l'accès à un logement de droit commun. Mais la « nouvelle politique des fovers», qui doit permettre de réaliser ces objectifs ambitieux,

PHILIPPE BERNARD

Après le code pénal

M^{me} Neiertz veut introduire la notion de harcèlement sexuel dans le code du travail

Après des aménagements de détail par la commission mixte paritaire, le harcèlement sexuel va être intégré au code pénal comme un délit. Le secrétariat d'Etat au droit de la femme voudrait maintenant introduire cette notion dans le code du travail.

Oni aurait pensé il y a un an encore que le Parlement accepterait de voter un texte condamnant le harcèlement sexuel? En présentant son amendement au projet de réforme du code pénal, au printemps dernier, M= Yvette Roudy, députée (PS) du Calvados, craignait de se voir opposer un refus. Mais les efforts acharnés des associations et d'une poignée de députés ont finalement été couronnés

l'adoption de l'ensemble de la réforme du code pénal, au prinrétorme du code pénal, au prin-temps prochain. Sous le titre « Du harcèlement sexuel», il est ainsi prévu que « le fait, par quicanque abusant de l'autorité que lui confe-rent ses fonctions, d'user de pres-sion afin d'obtenir des foveurs de nature sexuelle, est puni d'un an d'emprisen.

Cette rédaction fait référence à la «pression» et non au «harcèle ment», car il a été relevé que ce mot suppose une action répétitive et étalée dans le temps et exclut les actes isolés. Elle permet d'élargir le champ d'application du texte audelà du monde du travail.

Pour l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (1), créée en 1985, ce texte représente une avancée. Mais devant l'importance du problème - selon Après un demier toilettage par la commission mixte paritaire, le en 1990. 8 de Françaises qui texte devrait entrer en vigueur avec

cela semble insuffisant. M= Neiertz a donc demandé à ses services du secrétariat d'Etat aux droits des femmes d'élaborer un projet de loi plus exhaustif qui, cette fois, porterait sur le code du travail et reprendrait les recommandations faites en octobre par le Parlement européen. Ce projet pré-voit la possibilité pour les associations de se porter partie civile et assure la protection des témoins et des personnes harcelées contre d'éventuelles représailles lorsque

les affaires sont portées en justice. Depuis sa création, l'AVFT dénonce le procédé courant qui consiste à déplacer, à rétrograder et même à licencier les personnes dénonçant un harcèlement. Il n'est pas rare non plus que, le harcèle-ment ayant été prouvé, l'employeur trouve bon de mater à un autre poste la victime plutôt que le harceleur. Les témoins, victimes à leur tour de pressions, hésitent à s'enga-ger et compromettent du même

Bien que l'on parle plus souvent du harcelement dont sont victimes les femmes, la secrétaire d'Etat ne veut pes ignorer que celu-ci peut s'exercer d'homme à homme, d'homme à femme, ou de femme à homme et de femme à femme. Il

n'y a pas matière ici à tallumer la guerre des sexes. De même, on ne veut pas, chez Ma Neiertz, se poser en a gestionnuire de lu morale publique ». On prêter pré-senter les projets comme des mesures de sensibilisation et d'inci-tation pour lutter contre les abus, et l'on espère que les différents acteurs du monde de l'entreprise (patrons, syndicats, comités d'en-treprise...) prendront le relais. Il ne sulfit bien évidemment pas de légi-férer pour résoudre un problème.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Association contre les violences faites aux femmes au travail, 71, rec Saint-Jacques, 75005 Paris.

Affaires de viol : la justice passe

Suite de la première page

Victoire «posthume» du féminisme des années 70, la vérité judiciaire du viol n'est pas facile à cerner. De rares études scientifiques ont succédé à une floraison d'ouvrages militants (1), reflets de ces années de féminisme flamboyant. Cette vérité-là, malgré tout, est échairante. Elle dit ce qu'est le viol aujourd'hui, ou permet de l'entrevoir, et comment il est réprimé, après une décennie d'application de la loi de 1980 que les mêmes féministes célébrèrent comme un demi-aboutisseme leurs slogans d'alors, « viols de nuit,

Entre 1980 et 1990, les plaintes pour viol ont augmenté de 143 %, passant de 1 886 à 4 582. Toutes proportions gardées, cette augmen-tation serait davantage le fait de victimes habitant la campagne que la ville. La chape de silence qui pèse sur les viols et notamment les incestes commis dans les zones rurales n'a plus le même poids anjourd'hui. Comme le souligne M. Pierre Hontang, procureur de Guéret dans la Creuse : «Les victimes voient dans leur journal de plus en plus de procès de violeurs. Du coup, elles ont l'impression qu'elles seront entendues et que les peines seront sévères. Elles hésitent beaucoup moins à porter plainte.»

La loi détournée

L'augmentation des plaintes ne révèle rien du nombre réel des viols. Membre du bureau du Collectif féministe contre le viol que préside M= Simone Iff, M= Roselyne Maury croit néanmoins savoir qu'« ils n'augmentent pas ». En même temps, cette association, qui met un « numéro vert» à la disposition des violé(e)s et a reçu 746 appels en 1990, remarque que 30 % seulement de ceux qui leur téléphonent portent plainte (2). Un chiffre qu'accréditent d'autres conclusions, prudentes, elles aussi : « Notons [...], sans pouvoir le démontrer, que les viols s'élèvent aujourd'hui au triple de ce qui est comptabilisé par la police, alors que dans les années 70 on multipliait le chiffre des plaintes par dix (3).»

Si le nombre de ceux qui se taisent reste inchiffrable, leur «pro-fil» est plus facile à décrire. Les victimes qui connaissent leur vio-

leur gardent davantage le silence que celles qui sont agressées par des inconnus. Ce silence est d'autant plus pesant que le violeur est de la famille et que la victime est un enfant. Les violés issus d'un milieu social défavorisé portent moins souvent plainte que les autres. Les victimes d'un viol homosexuel le font plus rarement encore. Malgré tout, le docteur Odile Diamant-Berger, qui dirige le service médico-judiciaire de l'Hôtel-Dieu à Paris, note une protimes d'agressions sexuelles de sexe masculin (10 % en 1991 contre 3 %

en 1986). Avant 1980, violer un homme ou un adolescent n'était pas un viol. La Cour de cassation limitait cette appellation au fait « d'avoir des relations sexuelles avec une semme contre la volonté de celle-ci ». Est qualifié de viol, depuis, « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soil commis sur la personne d'autrui, par violence, contrainte ou surprise ». Cette définition large (article 332 du code pénal) permet de poursuivre pour viol les anteurs d'agressions homosexuelles, ceux qui forcent leur victime à une feliation ou la pénètrent avec un objet quelconque, etc. Néanmoins, selon certains chercheurs, « seuls le coît et - avec quelques exceptions - la sodomisation » seraient considérés, dans la pratique, «comme actes de énétration sexuelle», donc qualifiés de viol (4). Ce qui, de la part des tribunaux, reviendrait à détourner la loi, sa lettre et son

esprit. La multiplication des procès de violeurs permet de mieux savoir qui ils sont. La moitié des personnes poursuivies à Nantes, entre 1976 et 1984, pour violences sexuelles étaient mariées ou vivaient en concubinage. La « misère sexuelle » n'est donc pas le ressort principal de cette délinquance-là. La majorité des agresseurs avaient un niveau d'instruction particulièrement bas et se trouvaient dans une situation économique précaire, 15 %, au moins, avaient récidivé et beaucoup étaient sous l'empire de l'alcool au moment des faits. Au total, ceux qui ont examiné leur dossier estiment qu'on rencontre parmi les auteurs d'agressions sexuelles, qui ne sont pas tous des violeurs, «plus

de débiles et d'immatures que de pervers sexuels » (4).

L'augmentation des plaintes pour viol est d'autant plus frappante que la charge de la preuve continue de peser sur les victimes, plus lourdement que pour n'im-porte quel crime. Comme l'observe M. Jean Gonnard, président de la chambre d'accusation de Versnilles, . a nombre de jurés, voire de magistrats, ant tendance à penser qu'une femme a l'obligation de se défendre jusqu'au bout et que, à défaut, la démonstration du viol n'est pas complètement apportée » (5). A suivre ce raisonnement, qui traduit un état d'esprit effectivement fort répandu, il n'y aurait d'authentique violée que... morte. Sans doute parce que le viol est le seul crime en France à être défini par la résistance que lui oppose la victime.

L'antique adage « testis unus, testis nullus» (témoin seul, témoin nut) ne facilite pas la preuve des viols, qui se commettent généralement sans témoin. Le soupçon de fabulation continue de peser sur la victime, à l'exemple de la femme de Putiphar dont «la Genèse» prétend qu'elle fit injustement empri-sonner Joseph pour viol. Même lorsque ses déclarations ont une certzine consistance, la victime n'est pas au bout de ses peines. « Le problème, en général, note M. Patrice Davost, procureur de Bordeaux, tient moins à la réalité de l'acte qu'à l'appréciation que l'accusé a pu se faire du consentement de la victime. » Etait-elle d'accord? Y avait-il ambienité? Cours d'assises et tribunaux correctionnels ont souvent du mal à trancher cette question. Avec cette différence qu'être pris de boisson est souvent considéré comme une circonstance atténuante pour l'accusé et comme une présomption que la victime s'est laissée aller.

Dix ans meximum

La loi de 1980 a beau avoir élargi la définition du viol, les es prévues sont moins lourdes Si depuis 1832 le viol est considéré comme un crime passible des cours d'assises, il n'est plus punissable aujourd'hui, sauf circonstance aggravante telle que l'inceste, que de dix ans de réclusion criminelle au maximum contre vingt ans

Pour autant, l'auteur présumé d'un viol peut très bien être déféré devant un tribunal correctionnel. Soit que la réalité de ce viol prête à discussion, soit que la victime, l'agresseur et le parquet soient d'accord pour éviter un procès aux assises. Pour la victime, le choix de la procédure est un dilemme. La pompe des audiences d'assises et

leur publicité sont parfois pour elle une épreuve insupportable. A l'inverse, comme l'observe M. Francis Robert, psychologue et sexologue, expert près le tribunal de Bordeaux, a les ussises ont une haute voleur symbolique. Pour la victime. elles signifient que ce qu'elle a subt n'a rien d'anodin, »

Les procès d'assises semblent d'autant plus fréquents que le scandale est public. Un viol commis dans l'anonymat d'un grand ensemble de banlieue sera plus facilement aiguillé vers le tribunal correctionnel que celui perpétré au su de chacun dans un bourg de campagne. Dans le Val-de-Marne. fortement urbanisé, la moitié des viols avérés dont les auteurs ont été identifiés sont jugés aux assises, selon M. Yves Charpenel, procureur adjoint de Créteil. Dans la ils le sont tous. Dans un département a mixte», mi-citadin mi-rural comme la Gironde, la proportion est de 60 %, selon M. Alain Guglielmi, procureur adjoint de

Les peines infligées aux violeurs iraient de six mois à un an d'emprisonnement ferme devant les trihunany correctionnels, même și le maximum possible est de dix ans dans ces cas-là. Aux assises, le « tarif » est évidemment plus élevé : de trois à cinq ans, à en croire les chercheurs oui ont étudié le cheminement, au tribunal de Nantes, de 278 plaintes pour viol on tentative de viol. Les mêmes chercheurs jugent que « les sanctions prononcées par le tribunal correctionnel sont incontestablement plus lourdes depuis l'entrée en rigueur de la loi de 1980, même si elles peuvent encore être estimées faibles ». Ils ajontent que, durant la même période, «les viols sur des moins sanctionnés que ceux sur des

1

Les cours d'assises ont prononcé 698 condamnations pour viol en 1989, dernier chiffre disponible, contre 563 en 1984. L'étude nantaise incite à penser qu'il y avait au moins 13 % d'incestes dans le nombre mais les statistiques du ministère de la justice n'en disent rien. Plus généralement, la chancellerie ne semble pas avoir pris l'exacte mesure du phénomène que tion des plaintes pour viol, comme le regrette M. Claude Jorda, procureur général de Bordeaux : « Nous établissons rapport sur rapport sur la sécurité routière, mais sur le viol, rien. » Sans doute l'administration gagnerait-elle à en savoir davantage sur ce phénomène, qui bouscule pas mal d'idées reçues sur la criminalité et sa répression.

BERTRAND LE GENDRE

(1) Cf. en particulier la somme fémi-niste de l'Américaine Susan Brownmiller, le Viol (Stock, 1978, épuisé). Disponible en format de poche sous son titre original, Against our will : men, women om rape, chez Bantam (New-York), 1981. (2) SOS-Viols : 05-05-95-95 (appels

gratuits). De 10 heures à 18 heures d' lundi au vendredi. (3) Janine Mossaz-Lavau. Les lois de l'amour. Les politiques de la sexualité en France (1950-1990). Payot, 1991.

(4) Qualifié vial, de Michèle Bordeaux. Bernard Hazo et Soizie Lorvellee. Collec-tion « Déviance et société ». Editions Méridiens Klincksieck, 1990.

(5) La victime de viol. Compte rendu de la journée de travail de l'Association départementale d'aide aux victimes d'infractions pénales (Hauts-de-Seine), 1989,

M. Kofi Yamguane pour « us islam aux couleurs de la France». -M. Kofi Yamgnane a déclaré, jeudi 5 décembre à Valbonne (Alpes-Maritimes) que «les imams en France ne doivent pas venir de l'extérieur». Critiquant implicitement la prochaine ouverture, à Château-Chinon (Nièvre), d'une université islamique eront en arabe des profes-M. Yangnane a plaidé pour la créa-tion, à Strasbourg, d'une université islamique qui serait financée par la France et où les imams seraient « des musulmans français qui savent ce que c'est que la laïcité», relançant un pro-jet défendu par M. Pietre Joxe korsque ce dernier était ministre de l'in-

L'HERMÈS Editeur universitaire depuis 22 ans

DROIT ECONOMIE - GESTION LANGUES DES AFFAIRES

catalogue gratuit sur demande 13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

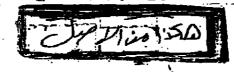
UNE SEMAINE EN FLORIDE à partir de 5 165 F*

PARIS/ORLANDO/PARIS.

Une voiture de location en kilométrage illimité.

– Une location de villa. Prix basé sur 4 personnes minimum.





a notion

100

2, .r.

1.50

Territory

de du travail

Le Comité national d'éthique dénonce les profits commerciaux réalisés à partir du sang humain

En prenant fermement position contre les profits commerciaux réalisés à partir du sang humain, les autorités éthiques françaises veulent imposer à l'échelon européen une morale souvent contestée hors de nos

Rendue publique à la veille du sommet de Masstricht, la position du Comité national d'éthique français sur «la transfusion sanguine et la non-commercialisation du corps humain» (le Monde du 7 décembre), vient rappeler que le concept d'unité européenne ne concerne pas que la politique ou la diplomatie. Ainsi cette instance prend position contre une directive du conseil des Com-munautés européennes datée du 14 juin 1989, qui qualifie le sang et le plasma humains de « matières pre-mières » et leurs dérivés de « méta-mants. Si ce demier point part être ments». Si ce dernier point peut être interprété de manière positive en matière de sécurité transfusionnelle, il ne saurait masquer les risques d'une dérive qui consisterait à inclure le sang et ses dérivés dans l'ensemble des circuits commerciaux de l'industrie pharmaceutique et des lois du marché.

Pour les membres du comité national d'éthique, qui renouvellent à cette occasion leur « attachement » aux valeurs fondamentales qui ont inspiré le système transfusionnel français (gratuité du don, caractère non-lucratif des opérations subséquentes; respect du donneur; intérêt du malade), les conséquences de la circulaire de 1989 ne devraient pas prévaloir sur ces principes.

*** 7 75 E

- -

« Admettre l'achat de sang et de plasma en tant que matières pre-mières et la vente commerciale des dérivés du plasma constitue la néga-tion de ces principes, souligne le comité. Toute dérogation – au motif que le sang est un tissu renouvelable dont une soustraction limitée ne peut être source de prépudice – porterait atteinte à une règle qui assure la pro-tection de la dignité humaine. Après le sang tous les tissus et organes ris-queraient ainsi de devenir objets de commerce» La réussite de truifica-tion européenne ne saurait être obte-nue (...) sans que solent prises en dérivés du plasma constitue la néganue (...) sans que solent prises en compte – tout autant que les intérêts économiques – les valeurs éthiques dont le présent avis porte témoi-

Le rapport, qui précède l'avis du comité, rédigé sous l'autorité du Pr de Georges David, rappelle que la France a joué un rôle pilote dans le cu France a joué un rôle pilote dans le développement de la transfusion san-gaine: « ar ce qui semblait pouvoir être considéré comme un acquis défi-nitif est soumis, dans des conditions de crise, à une remise en question dont les conséquences pourraient se révèler très graves et peut-être irrémé-diables».

Dans cet esprit le Comité ne craint pas de prendre position contre l'évo-lution amorcée, ces dernières années, par le Centre national de transfusion par le Centre landina de transmisión sanguine, une évolution qui pourrait, si elle était poursuivie, «mettre grave-ment en cause les fondements éthi-ques qui font la valeur originale et éminente du système dans son ensem-

De la logique industrielle à la logique commerciale

Le comité met aussi en cause le souci de valorisation d'un outil industriel qui a conduit la direction du CNTS à s'engager dans la création d'un ensemble de filiales de statut commercial réunies au sein d'une société holding, «Espace vie». La création d'un tel ensemble comportait, selon d'un tel ensemble comportait, selon le risque d'une altération de l'imsee altruiste de la transfire tait, selon in, le l'acte d'une alleur-tion de l'image altruiste de la transfu-sion. Il y avait également là une contradiction flagrante avec le carac-tère de non profit de cette organisa-

crise di systeme transrusome tran-cais et les affaires du «sang conta-miné». «Nous sommes entrés dans la logique industrielle; elle est inévitable. Nous voici menacés par la logique commerciale : est-elle évitable? Telle est la question de fond que nous vou-lons aborder», expliquent les «sages»

Aux Etats-Unis, quelques grandes firmes achètent de très gros volumes de plasma humain et le vendent en tant que «matière première», et les produits issus de son fractionnement comme des «médicaments». Alors que les besoins nationates sont évalués à trois millions de litres, on en prélève environ neuf millions. Cela preieve environ neur minions. Ceia explique l'existence d'un très large marché d'exportation pratiquant des prix généralement très inférieurs à ceux des systèmes où le sang est donné. Paradoxalement en effet, les «donneurs» que l'on paie sont soumis à des contraintes qui permettent d'accurations qui permettent qui permettent d'accuration pratiquant des prix généralement très inférieurs à ceux des supplications qui permettent quant des prix généralement très inférieurs à ceux des supplications qui permettent quant des prix généralement très inférieurs à ceux des systèmes qui permettent quant des prix généralement très inférieurs à ceux des systèmes qui permettent quant qu mis à des contraintes qui permettent d'assurer une meilleure rentailité des technologies et des personnels des unités de prélèvement. C'est pourquoi, à l'approche du grand marché européen, les difficultés du système transfusionnel français sont étroitement observées par les grands groupes industriels n'appliquant pas les principes éthiques du bénévolat et du non-profit.

du non-profit, En Europe, le système français, avec son organisation de type public

C'est à ce stade que le comité national d'éthique fournit l'une des réflexions les plus originales sur la crise du système transfusionnel francis et système du certain contraction de la comité de la crise du commanda de la crise de la la charge de l'organisation de la transfusion, fait respecter ces prin-cipes éthiques. Mais d'autres pays, souligne le professeur Georges David, restent ouverts au paiement des douneurs, notamment l'Allemagne qui est par ailleurs un gros importateur de plasma américain (800. OOO

> La principale question soulevée par le Comité d'éthique est de savoir si l'on parviendra en Europe à défendre coûte que coûte le principe selon lequel le corps humain est « hors commerce, hors marché», c'est-à-dire que ce corps ne peut être l'objet d'un contrat et qu'il ne peut être négocié par quiconque. Pour le professeur David il s'agit bien de s'engager dans une voie nouvelle, contraire à la logi-que et aux intérêts du commerce.

> Il convient selon lui de mettre en place une réduction progressive de la consommation des produits dérivés du sang, possible d'un point de vue plan moral. Il s'agit d'une démarche novatrice et difficile, qui ne peut être entreprise qu'avec le soutien des pouvoirs publics dès lors que les principes éthiques sont clairement affir-

> > JEAN-YVES NAU

Avant la discussion du projet d'indemnisation des victimes contaminées

Le Conseil national du sida reproche aux pouvoirs publics d'« oublier la prévention »

Avant que le projet de loi sur l'indemnisation des hémophiles et des transfueés contaminés par le sida soit soumis au Parlement, le Conseil national du sida estime que les dispositions envisagées peuvent avoir des effets négatifs, notamment celui d'établir une coupure entre malades et de faire oublier la priorité qui doit être accordée à la prévention.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5667 HORIZONTALEMENT

1. N'est pas un homme de parole. N'est perfois qu'un coup de tête. -II. Une femme qui est un vrai démon. Evoquent un service à l'hôpital. -III. Un homme très pris. Lire d'une façon très bête. - IV. Conjonction.



peut-être fait le guerre. Pas entouré.

— XI. Amour en bouteilles. Vieille ville. Relevés corrarse par le chef. — XII. En France. On lui reconnaît un certain goût. Coule dans une îte. — XII. En d'Afrique Château naire. XIII. Etat d'Afrique. Château pour Diane. - XIV. Où il y a de l'espace. Capables d'interdire et de nous frapper. – XV. Peuvent être arrêtés par le pont. Circule à l'étranger. N'a pas un grand lit.

VERTICALEMENT

1. Un homme qui n'arrête pas de raler. Un lieu qui évoque de bonnes tables. - 2. Gros légume. Ce qu'on peut perfois évoquer quand on ne marche pas. - 3. Accueillit très mal. On n'en son parfois qu'en se jetant à l'eau. Aime les joils morceaux. Bon quand if eat plein. -4. Qui amène un froid. Ne peut. dévorer que des yeux. - 5. Coule en France. Courir en passant. -6. Dans de beaux draps. Bricole quand il est petit. — 7. Neuf à la belote. Chaptre d'un jivre sacré. — 8. Cité. Le premier est innocent. Un: chiffre road. Récompense perfois le

12. Feit rough des fronts. Est bien a balancée ». – 13. Esañ ne les eut pas à l'œil. Escarpement rocheux. – 14. Défraichie. Sanguinaires, en 15. Tren. Corse. Fixer un cell. - 15. Trou dans un mur. Cheville. Morcesu de

Solution du problème rr 5666 Horizontalement

[, Franchise. - II. Lacune. Ut. -III. Ame. Errer. - IV. Mérimée. -V. Bue. Issue. - VI. Er. Edit. -VII_Créées. - VIII. Sari. Té. -IX. Event. Mal. - X. Amerira. -

Verticalement

1. Flambouse. - 2. Ramour. Aval. 3. Acéré, Crème. - 4. Nu. Erines. - 5. Cnémide. Tri. - 6. Hérésies. Rt. - 7. Resta. Mie. - 8. Sue. Star. - 9. Etner. Elan.

Le Conseil national du sida, que préside le professeur Françoise Héricorrespond pas aux dates des pre-miers cas de contamination des tier-Augé, a pour mission de donner malades? pourquoi ne prendre en considération que la contamination un avis d'ordre éthique ou technique sur toutes les questions sociales que cette épidémie pose à la société franparticulière par le VIH? pourquoi ne caise. Il n'a pourtant pas été consulté officiellement sur le projet d'indem-nisation des hémophiles et des transprendre en compte que le risque thé-rapeutique de l'acte de transfusion? Le conseil souligne que « tout acte thérapeutique, quel qu'il soit, est por-teur d'un risque (...) Jusqu'à présent, ce risque, inhérent à la pratique médi-

problèmes d'ordre éthique qui, dans cette affaire, lui paraissent découler « d'une confusion initiale entre logique médicale et logique économique». Le conseil ne conteste pas la nécessité des dispositions envis il estime qu'elles auront el'effet per-vers de diviser une communauté souf-frant de la même manière en deux catégories : celle perçue comme étant d'ainnocentes victimes » et, a contra-

fusés contaminés par le virus qui doit être examiné par le Parlement la

semaine prochaine. Le conseil vient

rio, celle de malades considérés sinon ouvertement comme coupables, du moins responsables de leur états. Le Conseil national du sida estime qu'existe là «le risque extrêmement grave d'un dérapage idéologique éta-blissant une coupure entre malades». Pour le conseil d'autres points peu-

vent avoir une conséquence néliste dans l'avenir. «Il est toujours peu justifié de projeter rétroactivement, sur une période délimitée de façon stricte dans le temps, des connaissances qui n'ont été établies qu'au-delà de la période considérée ». Si l'Etat et la nation acceptent une forme de responsabilité rétroactive, y compris pour une période où l'état des connaissances ne permettait pas de mesurer le danger de contamination par produits sanguins, le Conseil national du sida estime que cela soulève plusieurs questions: pourquoi

cale, est accepté en France dans la relation entre le malade et son médecin. Les mesures préconisées peuvent introduire le doute dans l'esprit des patients envers tout acte thérapeutique proposé (...). La relation de confiance entre le médecin et son malade peut se trouver ébranlée dans ses fondements mêmes, pourtant indispensa-

bles. Le danger est grand de se retrouver prochainement dans une situation bien connue à l'étranger où, par crainte d'éventuels procès, les mêdecins refusent d'intervenir dans tous les cas graves dont l'issue à plus ou moins long terme est fatale. La société française ne risque-t-elle pas d'évoluer à terme vers une situation de médecine non responsable?». Enfin, le Conseil national du sida

déplore que l'approche juridique et économique de ce drame ait pour conséquence « de faire oublier ce qui doit être la préoccupation majeure des pouvoirs publics et de la société tout entière: la prévention». Le conseil rappelle que les sommes prévues dans le cadre de la loi d'indemnisation pour les cas individuels réperto-riés «regrésentent vingt fois le budget du programme mondial contre le sida

FRANCK NOUCHI

EDUCATION

A la Sorbonne

Des étudiants lancent un appel contre l'extrême droite

dans les établissements d'enseigne-ment supérieur. Cet « appel de la Sorbonne » sera diffusé sous forme de pétition dans l'ensemble des facultés et des lycées de France. Il réclame la formation d'un a comité de vigilance et d'action » dans chaque établissement, « contre lo résurgence de la bête immonde ».

Le texte en appelle à un défilé le 1" mai, 5 afin que la population et la GUYEROUTY jeunesse montrent avec force que la

Les étudiants de l'université sinistre période de Vichy est à jamais Paris-IV, réunis en assemblée générale, ont adopté, jeudi 5 décembre, un texte dénonçant les stratégies soutient la manifestation nationale d'implantation de l'extrême droite du 25 janvier 1992 contre l'extrême droite. Le comité de vigilance et d'action de la Sorbonne se réunira chaque jeudi dans l'amphithéâtre Guizot, Elaboré par des organisations de diverses tendances, l'appel fait suite à des réunions de protestation contre des attaques répétées de mou-vements d'extrême droite (le Monde du 23 octobre). Il sera sommis aux enseignants et aux personnels des

٦,

COMMUNICATION

Hachette doit faire des choix La Cinq dans le labyrinthe

de l'audiovisuel (CSA), les dirideants de la Cinq se sont vu rappeler leurs engagements antérieurs. Les salariés de la a mené Hachette à bâtir des plans

La Cinq va mal, et ne sait pas où elle va. Et la crise financière qu'elle traverse se transforme une fois de plus en crise d'identité. A peine plus d'un an après les décla-rations triomphantes de M. Jean-Luc Lagardère, enfin maître d'une chaîne nationale, les pertes impo-sent des économies drastiques. La Cinq a perdu 495 millions de francs au premier semestre, et dépassera donc largement le déficit annuel qu'elle s'était fixé. Ses nouvelles émissions n'ont pas réalisé la percée d'audience attendue, et certaines viennent d'être supprimées dans les créneaux « non rentables » dans les créneaux « non rentables », comme le matin.

Recu vendredi 6 décembre par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le PDG de la Cinq, M. Yves Sabouret, et le directeur de l'an-tenne, M. Pascal Josephe, ont fait part aux sages de ces difficultés financières et de « restructurations inévitables ». A ses cadres, M. Sabouret avait auparavant expliqué que les économies touche-raient tous les secteurs.

Si le principe de ces économies, et celui d'un plan social, à présen-ter sans doute le 17 décembre, sont acquis, les modalités restent floues. Les dirigeants de la Cinq en sont encore à tracer plusieurs scénarios. Cette incertitude contribue à transformer l'inquiétude du personnel en revendications. Réunies en en revendications. Réunies en assemblée générale, plus de 300 personnes de la rédaction, de la règie et de l'administration ont décidé le principe d'un «comité de défense», faisant valoir que c'était « au personnel de sauver la chaîne, car il n'y a rien à attendre ni du CSA ni de la classe politique».

Le CSA, justement, s'est contenté dans un communiqué de rappeler à la Cinq ses engagements souscrits en octobre 1990, lors de l'arrivée du groupe Hachette comme opérateur. Ces engagements sont notamment d'affecter aux programmes au moins 1 090 millions de francs en 1992, 1 200 millions en 1993 et 1 330 millions en 1994; de programmer au moins quatre émissions quotidiennes et deux

magazines hebdomadaires d'infor-mation; d'améliorer significative-ment les programmes destinés à la

La deuxième obligation pourrait être remplie même avec une rédaction sensiblement réduite (on parle d'un budget et d'effectifs diminués de moitié). En revanche, l'orientation consistant à arrêter toute pro-duction pour la jeunesse (comme d'ailleurs de documentaires) au profit de dessins animés paraît dif-ficilement compatible avec la troisième obligation. Quant à l'engage-ment financier envers les programmes, on voit mal comment il peut aller de pair avec une réduction des pertes. Ce ne sont pas les rapprochements possibles de la régie publicitaire ou de la rédaction de la Cinq avec celles d'Europe I qui peuvent seuls résor-ber le déficit.

Le groupe Hachette se trouve donc dans une impasse, ou du moins dans un labyrinthe, dont personne ne veut l'aider à sortir. Comment en est-il arrivé là?

L'entrée dans la Cinq, quatre ans après l'échec cuisant subi face à M. Bouygues lors de la privatisa-tion de TF1, répondait à une logi-

Reçus par le Conseil supérieur que maintes fois proclamée : le premier groupe de médias français pouvait rester absent de la télévi-sion. Mais cette entrée tant désirée chaîne se mobilisent dans l'attente d'un plan sociel.

La Cinq va mal, et ne sait pas cu elle va. Et la crise financière chieve d'un plan socielle va. Et la crise financière chieve mistes. Là-dessus s'est abattue la récession publicitaire de 1991. Le chieve « familial et haut de gamme » mis en avant pour obtenir l'autori-sation se heurtait à la réalité du stock de programmes, des fictions américaines notamment. Or le financement de ce stock a pesé sur le déficit, a expliqué M. Pascal Josèphe, lors d'une assemblée géné-rale où il a été vivement conteste.

Un débat biaisé

Toutes ces difficultés se sont ajoutées à un contexte général de l'audiovisuel français dans lequel le déficit global exacerbe la concurrence, et où chacun se renvoie la balle d'une réglementation d'autant

D'emblée, les dirigeants de Hachette avaient provisionne des sommes importantes pour la Cinq. Mais au rythme actuel ce milliard et demi de francs aura bientôt qua-siment disparu. Or l'endettement du groupe a des limites. Il lui faut donc intéresser d'autres investisseurs. Mais comment les attirer sans perspectives crédibles de par-venir à l'équilibre? Et comment tracer ces perspectives dans le cadre des engagements actuels? La Cinq a besoin de changer de format pour sauver les meubles; elle peut difficilement le faire sans casser les règles et sans renier ses engagements.

Certes, la chaîne a su jouer la dramatisation pour influer sur le débat parlementaire en cours à propos des quotas audiovisuels et d'une éventuelle seconde coupure publicitaire. Mais même ces mesures seraient sans doute insuffisantes. Quant au mariage avec M 6 que souhaitait instamment le CSA, les deux prétendants l'ont refusé, et il est maintenant bien tard pour s'obstiner.

Beaucoup d'hommes politiques de tout bord souhaitent que la Cinq vive – ne serait-ce que pour ne pas laisser un service public convalescent seul face à TF 1. Mais sont-ils prêts à laisser la Cinq jouer à la vraie télévision commerciale. celle qui ne s'embarrasse que d'une règle : le marché publicitaire ? Comme souvent, le CSA va servir de fusible dans ce débat biaisé.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

□ Le CSA et M. Bourges dés avouent l'émission d'A2 sur l'extrême droite. - Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) juge que l'émission d'A2 «Mardi soir» consacrée à l'extrême droite (le Monde du 7 décembre) « témoigne des excès auxquels peuvent conduir: la recherche du sensationnel et la course à l'audience ». Il la juge « d'autant plus inacceptable » qu'elle a été diffusée « sur une chaine publique ». Le PDG d'A2, M. Hervé Bourges, a estimé pour sa part qu'il y avait eu « une faute» et que « ceux qui font l'apologie du racisme, de l'antisemitisme, de la violence n'ont pas droit à être sur une chaîne de télévision ».

(Lire dans notre supplément radio-télévision la chronique de Bruno Frappat : « Maintenant, ça suffit! »).

Une découverte de la police britannique

Robert Maxwell faisait écouter ses collaborateurs

LONDRES

de notre correspondant

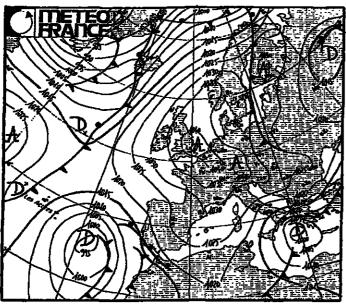
Dans le cadre de l'enquête sur les transferts financiers entre les fonds de retraite des sociétés publiques du groupe Maxwell (MCC et MGN) et les sociétés privées contrôlées par la famille, la police a découvert, le 6 décembre, que les bureaux de trois des principaux directeurs, ainsi qu'une salle de conférences du siège de l'empire Maxwell, avaient été «sonorisés», c'est-à-dire qu'un magnétophone y enregistrait les conversations.

Il semble ne faire aucun doute que cette opération avait été ordonnée par Robert Maxwell. L'un des responsables de MGN visé est le directeur financier de MGN, avec qui Robert Maxwell aurait en des discussions orageuses à propos des détournements de fonds des caisses de retraite. Il apparaît qu'une partie des sommes M. A. manquantes utilisées par l'ancien

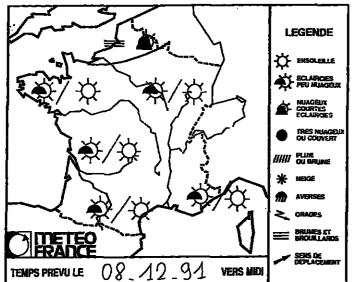
magnat de la presse a servi à financer le rachat d'actions des sociétés MCC et MGN et à consolider le journal new-yorkais Daily News. Celui-ci, qui a perdu 2 millions de dollars le mois dernier, a été placé sous la protection de la législation

américaine sur les faillites. S'agissant des journaux du groupe MGN, le groupe Pearson, propriétaire du Financial Times, apparaît le mieux placé pour l'éventuel rachat du Daily Mirror, dont la ligne éditoriale, c'est-à-dire le soutien du Parti travailliste, serait maintenue. M. Richard Stott, directeur de la publication, s'est déclaré également intéressé au rachat des 51 % de participation détenus par la famille Maxwell dans MGN, précisant que sa proposition (qui aurait le soutien «moral» des journalistes du Daily Mirror) était soutenue financièrement par le groupe Electra.

LAURENT ZECCHINI



PRÉVISIONS POUR LE 8 DÉCEMBRE 1991



Dimanche : soleií d'hiver. - Le Dimanche: soleit d'niver. - Le soleit brillera dès l'aube sur la plupart des régions françaises. Les seules exceptions seront les quelques vallées où les brouillerds souvent givrants se seront formés en cours de nuit. Cette grisaille pourrait peraister une bonne partie de la matinée, notamment dans les régions du Nord et de l'Est.

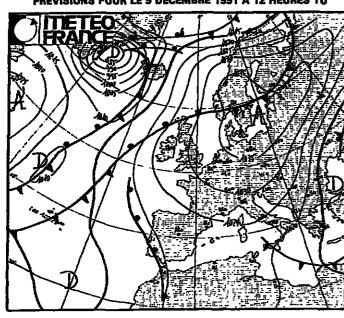
Le soleil régnera néanmoins sans partage l'après-midi sur la majeure par-tie du pays. Seules les Alpes et la Corse verront le ciel s'émailler de quelques nuages.

Une getite bise soufflers sur l'ensemble de la France. Elle se remforcera néanmoins près des côtes de la

généralement comprises entre - 2 à - 5 degrés. Le mercure pourrait toutefois descendre jusqu'à - 10 degrés dans certaines vallées encaissées. Seules les régions directement en contact avec l'Atlantique et la méditerrannée échapperont au gel.

Il ne décèlera pas de toute la journée conservé les brouillards trop longtemps. Ailleurs, les maxima oscillaron de 2 à 5 degrés, sauf dans le Sud-Ouest et sur le pourtour méditerranéer où les températures atteindront, voire dépasseront, les 10 degrés en cours de lournée. Le maximum attendu est de 14 degrés à Aieccio.

PRÉVISIONS POUR LE 9 DÉCEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



_ 	maxima - minima es relevées entre et le 7-12-1991 à 6 heures TU	
FRANCE AJACCIO 13 -2 D BIARRITZ 6 -2 D BORDEAUX 9 0 D BOURCES 4 -3 D BRIST 8 1 D CAEN 6 -4 D CREENORT 6 -1 D CREENORT FEE 4 -9 D DLON 3 -3 D CRENORL 1 1 C LILLE 0 -6 B LINGGES 6 -1 D LYON 3 -3 D MARSEILE 9 -1 N NANCY 2 -7 D NANTES 6 -1 D NICE 13 6 D PARES MONTS 4 -1 D PAU 11 -5 D PERPERNAM 12 -1 D	TOULOUSE 4 -4 D TOURS 3 -2 D POINTEA-PITEE ÉTRANGER ALGER 17 6 N AMSTERDAM 6 -1 D ATHENES 15 8 C BANCKOK 31 23 D BARCELONE 13 2 D BELGRADE 3 -5 D BERGRADE 3 -5 D BERGRADE 5 -1 D DAEAR 21 12 N COPENHAGUE 6 -1 D DAEAR 28 23 N DELRI 25 10 D DJERBA 18 12 N GENEVE 2 -1 D HONGKONG 24 20 D BISTANBUL 10 5 C JÉRUSALEM 13 7 N LEBONNE 14 12 P LONDRES 8 -3 D	
A B C ciel couvert	D N O orage	P T * pluie tempète neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

décembre

TF 1 20.45 Variétés : Histoire d'en rire. 22.55 Théêtre : Ténor.

0.55 Magazine : Formule sport. 2.15 Journal et Météo.

20.50 Soirée spéciale : La Grande Fête du Téléthon. 1.35 Journal du Téléthon. FR 3

De 20.00 à 0.00 La Sept -0.00 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS 20.30 Téléfilm : Couffin surprise.

22.00 Divertissement : Les Nuls... l'émission. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Jazz : Quincy à Montreux. 23.56 Le Journal du cinéma. 0.00 Cînéma: La Bourgeoise et le Privé. Film américain classé X de John Lasile (1989). 1.10 Cînéma : Panique à Needle Park. Es LA 5

20.50 Série : Perry Mason. 22.30 Feuilleton : Shogun 23.25 Journal de la nuit.

M 6

20.40 Téléfilm : Le Monstre des profondeurs. 22.20 Téléfilm : La Malédiction du pharaon. 0.00 Six minutes d'informa

0.05 Musique : Rapline.

LA SEPT

21.00 ➤ Téléfilm : Les Caquets de l'accouchée. 22.25 Le Courrier des téléspec tateurs.

22.35 Soir 3. 22.50 Ecrire contre l'aubli. 22.55 Cinéma de poche. 23.40 Cinéma d'animation.

0.00 Back to Madema. 1.20 Concerto pour hautbois de Madema.

Dimanche 8 décembre

TF 1 14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc. 15.10 Série : Columbo.

16.35 Disney parade.
18.00 Magazine : Téléfoot.
Championnat de France. A
19.00, Loto sportif. 19.05 Magazine: 7 sur 7. Invité: Mikhail Gorbato

20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert. 20.50 Cinéma : Les Canons

de Navarone.

23.25 Magazine :
Ciné dimanche. ,23.30 Cinéma : Le Tigre se parfume å la dynamite. ■ 1.00 Journal et Météo.

14.55 Série : Mac Gyver. 14.55 Série : Mac Gyver.
17.25 Documentaire :
L'Odyssée sous-marine
de l'équipe Cousteau.
18.15 1. 2. 3. Théâtre
(et à 1.00).
18.25 Magazine : Stade 2.
19.25 Série : Maguy.
19.57 Jeu : Noël surprise
(et à 20.43).

19.59 Journal, Tiercé et Météo. 20.45 ▶ Série : R. G. Bêtes et méchants.

22.15 Magazine : Bouillon de culture. 23.35 Ecrire contre l'oubli. 23.40 Documentaire : Demiers Far West. 0.40 Journal et Météo.

FR 3

14.45 Magazine : Sports 3 dimanche. Tennis.

17.15 Magazine: Montagne (sous réserve de la durée de la finale de tennis). 17.45 Jef.

18.15 Magazine: A vos amours. 19.00 Le 19-20 de l'informa-19.00 Le 19-20 de l'imporna-tion. De 19.12 à 19.35, le journal de le région. Grand Témoin : Bernard Bosson, maire d'An-necy, ancien ministre des affaires étrangères. 20.05 (as Fables géométriques. Le Renard et les Dindons.

20.10 Série : Benny Hill. 20.45 Cirque : Les Grands Moment du Festival mondial

du cirque de demain.

22.05 Magazine : Le Divan.
Invité : René Dumont, écologiste, spécialiste de l'Afrique.

22.30 Journal et Météo. 22.50 Ecrire contre l'oubli.

22.55 Cinéma : La Ronde de l'aube. *** 0.25 Musique : Carnet de notes. **CANAL PLUS**

14.00 Téléfilm : La Double Vie de M. le juge. 15.35 Magazine : 24 Heures. 16.35 Documentaire : 10.35 Documentaire:
Les Pêcheurs de haut vol.
17.00 Divertissement:
Les Nuls... l'émission.
17.56 Le Journal du cinéma.
18.00 Cinéma: Ewoks,
la bataille d'Endor.

En cleir jusqu'à 20.30 -19.30 Flash d'informations. 19.35 Ça cartoon.

20.20 Dis Jérôme...? 20.25 Magazine : L'Equipe du dimanche. 20.30 Cinéma : Taxi blues. ■■

22.15 Flash d'informations. 22.20 L'Equipe du dimanche. LA 5

17.25 Divertissement: Dimanche et la Belle. 19.00 Magazine : Dimanche

15.10 Tiercé à Auteuil.

20.00 Journal et Météo. 20.40 Journal des courses.

20.50 Cinéma : Blow Out. ■■ 20.50 Cinema . Door. 22.45 Magazine : Reporters. Les Enfants damnés du Madre de Dios ; Home Video

23.40 Ecrire contre l'oubli. 23.45 Sport: Jumping de Bordeaux. 0.30 Journal de la nuit.

M 6

14.00 Musique : Flash-back. 14.50 Variétés : Multitop. 16,20 Série : Clair de lune. 17.15 Série : Le Saint.

18.05 Série : Les Routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informa-

20.00 Série : Cosby Show. 20.30 Magazine : Sport 6. 20.40 Téléfilm:

Blessure d'emour. 22.25 Informations: M 6 express.

22.30 Capital. 22.35 Cînéma: Dortoir des grandes 🗆 0.10 Six minutes d'informa-

LA SEPT

15.40 Danse : Demière le mur. 16.45 Mémoires du XX siècle. 17.40 Documentaire : L'homme qui prenait sa femme pour un chapeau. 18.55 Cinéma d'animation :

L'Escamoteur. 19.05 Documentaire: Les Kayapo (2). 20.00 Ecrire contre l'oubli.

20.05 Documentaire : La Mer en mémoires. 20.30 Documentaire : 20.45 Documentaire : Fanny et Alexandre, le document.

22.25 Court-métrage : Le Visage de Karin. 22.45 Le Dessous des cartes. 22.55 Cinéma : La Comédie du travail. = 0.25 Court-métrage : S. W. B.

0.40 Court-métrage : Lettre d'Alain Cavalier.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

SPORTS

FOOTBALL

Le club de Brest est mis en liquidation judiciaire et exclu du championnat de deuxième division

Quimper (Finistère) a prononcé, ven-dredi 6 décembre, la mise en tiquida-tion judiciaire de la section professionnelle du club de football de Brest. Cette décision, qui met un terme à une longue crise au sein du club breton, entraîne l'exclusion immédiate de cette équipe du championnat de France de deuxième division. Tous les résultats des matches disputés par le club depuis le début de la compétition sont annulés. Le

classement du groupe A devrait donc □ BASKET-BALL: deux joueurs du championnat de France convaincus de dopage. - Deux joueurs de basket-bail, Cecil Rucker du club d'Antibes (champion de France en titre) et Robert Carman, de l'équipe de Châlous-sur-Marne (Nationale 1B), ont été convaincus d'usage de produits dopants à la suite d'une contre-expertise, a annoncé, vendredi 6 décembre, la Fédération française de basket-ball. Les deux hommes sont des Américains naturalisés. Les sanctions prises à leur encontre n'ont pas été

Le tribunal de grande instance de subir d'importants changements puisque les points gagnés par les adversaires des brestois sont également annulés. Alors que le passif du club est estimé à 150 millions de francs, le tribunal a estimé qu'il ne pouvait «y avoir lieu à cession » de l'Association Brest Armorique, rejetant ainsi le plan présenté par un groupe d'entrepreneurs de la région brestoise. Tous les joueurs professionnels sous contrat sont libres de rejoindre d'autres clubs.

précisées. C'est la première fois que des cas de dopage sont observés dans le championnat de

□ L'équipe de Coupe Davis reçue à l'Elysée - L'équipe de France de Coupe Davis, qui a gagné le tro-phée le 1 décembre à Lyon, a été reçue le 6 décembre par M. Mitterrand et Ma Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, au palais de l'Elysée. Le chef de l'Etat a énuméré les « trois qualités essentielles » qui les avaient tous conduits à la victoire : la compétence, le talent et le courage. Puis. se référant à l'exemple des « mousquetaires», qui avaient détenu le trophée entre 1927 et 1932, le président a lancé au numéro un français: « Maintenant M. Forget, il faut tenir six ans. Moi c'était sept,

Monde

Décès

 M≃ Jacques Bourdon son épouse, Julien Bourdon,

son fils.

M. et M= Frédéric Bourdo et leur fille, ses enfants M≃ Henri Ménard,

sa belle-sœur, M= Camille Laugel, sa belle-mère. M. Philippe Laugel, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques BOURDON. survenu le le décembre 1991

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 4 décembre, au cimetière marin de Saint-Tro-pez (Var).

- M. le cardinal Jean-Marie Lustiger,
archevêque de Paris,
Les évêques auxiliaires de Paris,
M. le chanoine Gérard Tournier,
directeur interdiocésain de l'enseigne

ment catholique,
M. l'abbé Etienne Juignet,
directeur de l'Ecole Bossuet,
Sœur Monique Le Gall,
directrice de l'école primaire

MM. les abbés Jacques Schneider, Jean Robin, Yves du Plessix, Les professeurs, Les éducateurs,

Et le personnel de l'Ecole Bossuet, L'Association des anciens élèves de L'Association des parents d'élèves de l'école, L'Association des anciens du

71: RIA,
M. et M= Jacques Brossard,
son frère et sa belle-sœur,
M= Ginette Brossard, m Ginette Brossard,
sa belle-sœur,
M. Jacques Fournier,
son beau-frère,
M. et M Alain Fichou,
M. et M Jean-Yves Fournier,

M. et M= Jean-Yves Fournie M. et M= Jean Pigeot, M. et M= François Brossard, M. et M= Pascal Merle, M. Gilles Brossard, Me Laure Brossard, Et leurs enfants, ses neveux et nièces font part du retour à Dieu de

M. l'abbé Yves BROSSARD, ancien directeur de l'École Bossuet,

10 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6. L'inhumation aura lieu au cimetière de Semoussac (Charente-Maritime), dans le caveau de famille.

« ... Ce que vous avez appris, reçu, entendu de moi et vu en moi, met-Epitre aux Philippiens, chap. IV, v. 9.

Anniversaires - Paris. Cagnes-sur-Mer. Toulouse.

-4--

0 1 Ju

-45

4 9

1

ir âu

-

Le 8 décembre 1989,

Bruzo CARETTE

« Por una extrana manera Mil vuelos pasé de un vuelo... »

- Le S décembre 1990.

Jean-Paul MARTY-LAVAUZELLE

Et ses fils demandent à ceux qui l'ont conau et aimé de le garder en leur sou-

- Jacques NICOLINI nous a quittés le 9 décembre 1981.

Et ceux qui l'out aimé ne l'oublient

Messes anniversaires - Il y a cinq ans, notre très cher et

Serge LIFAR

a été rappelé à Dieu.

Une messe avec chœur sera célébrée le 15 décembre, à 12 h 30, en la cathé-drale Saint-Alexandre-Nevsky, 12, rue Daru, Paris-8:

Une pensée affectueuse est demandée à ceux qui sont restés fidèles à son

<u>Manifestations du souvenir</u> Mardi 10 décembre 1991, à midi, une plaque sera apposée en hommage à

Simone de BEAUVOIR sur l'Hôtel Mistral, 24, rue Cels,

« La Mémoire des lieux ».

Jean-Paul SARTRE

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

Tarif: la ligne H.T. Toutes rabriques 92 F Abounés et actionnaires .. 80 F Communicat. diverses 95 F

La Medina

Spécialités orientales

56, bd du Colonel-Fabien 92240 Malakoff Tél.: 46-45-94-57 Fermé le dimanche soir et lundi

٤

Magast Will and American

violence

froms

13.5

المنافعة المنافعة

 $L = \{ \gamma_i : i \in \mathcal{I} \}$

는 ed 108 (* * *) Ayer -

ing or a second

المستري منتها

e- ... **₩** gain gifts "

4 · · · · ·

Maria 1977 Andrew Co. المالية المعمود period and the second Mary Same ***** *** THE PROPERTY. Barrell Francisco Mar of the same

me son intention

vatie et la Storenie

3.47

nous déclare le ministre de l'équipement, qui est aussi celui de l'urbanisme et de l'architecture

Les questions d'urbanisme et d'architecture sont plus que jamais à l'ordre du jour : les événements de Vaulx-en-Velin et d'ailleurs le prouvent abondamment. Mais ces secteurs sont désormais éclatés entre plusieurs ministères. Celui de l'équipement, tuteur traditionnel de ces professions, garde néanmoins la haute main sur la direction de l'architecture et de l'urbanisme.

« De qui relèvent l'architecture et l'urbanisme ? Du minis-tère de la ville, de la délégation interministérielle du même nom ou du ministère de la culture qui retrouve une autorité sur cer-tains aspects de l'architecture?

- L'architecture est et restera dans ce ministère de l'équipement sous ma responsabilité à travers la direction de l'architecture et de l'urbanisme (DAU), que j'ai créée en 1985. Même si je n'en parle pas tous les jours, l'architecture et l'urbanisme font partie, au même titre que le réseau routier on la situa-tion du transport aérien, de mes préoccupations majeures.

» Mais revenons à la crise tra-versée par certaines banlieues. Ce n'est pas l'architecture qui en est responsable, même si l'insuffisante prise en compte des aspects architecturaux de la construction et la médiocrité de la réflexion urbanistique participent du mal de vivre qu'on y rencontre. Il faut d'abord mesurer le poids du chômage, ici déterminant. L'urbanisme et les mesures dites d'accompagnement ne sont pas des panacées. Il fant entreprendre des actions diversi-fiées aussi bien sur le cadre «bâti», sur l'architecture que sur l'emploi. La fonction du ministère de la ville, c'est de les coordonner et de faire sauter les blocages de l'administration.

«C'était un pen la cerise sur le gâteau»

» Cela dit, comme le montrent ces quartiers dégradés, l'urbanisme et l'architecture ont trop longtemps été pris pour des disciplines secon-daires, des préoccupations annexes. L'architecture, trop souvent réser-vée aux palais officiels, aux monuments, c'était un peu la cerise sur le gâteau. Or la recherche constante de la qualité, reflet d'un accord entre ceux qui construisent et les utilisateurs des bâtiments, doit être la règle. Certes, les grands projets présidentiels sont des exemples accomplis de l'évolution de souvent butter sur le manque de savoir comment un Etat responsable peut agir tout en respectant la souvent butter sur le manque de décentralisation. Prenez les terrains qu'elle est mise à la disposition des ministères de la ville, de l'environnement, de la culture. C'est bien là

Mais ce qui est prometteur pour l'avenir, c'est toute cette génération de jeunes architectes qui, depuis quinze ans, s'est passionnée pour l'architecture du quotidien. Certes, il reste encore beaucoup à faire pour les constructions commerciales et industrielles, les maisons individuelles et les entrées de ville. Mais un aspect très positif de la décentralisation aura été de faire découvrir aux élus locaux l'architecture et l'urbanisme. Bien sûr, existe ici ou là le risque de l'architecture marketing. Mais les municipalités ont permis à de jeunes architectes de développer des projets novateurs. Six ans après avoir déjà occupé ces mêmes fonc-tions ministérielles, je retrouve avec plaisir un monde de l'archi-tecture français transformé, pacifié,

~ De nombreux architectes se plaignent pourtant qu'il n'y ait plus de débat théorique. L'architecture ne peut pas se faire sans débat idéologique. Or la fin des « idéologies » rend la tâche plus difficile.

- Il me semble pourtant que l'architecture progresse. Les visites organisées, pendant la Semaine de l'architecture, dans l'Est parisien, étaient passionnantes : elles montraient comment valoriser, à trament social et des équipements apparemment ordinaires; comment des architectes très divers arrivaient à faire progresser la notion d'insertion, de nouvelle architec-ture, dans un cadre bâti difficile.

- Le plus grand des « grands travaux » n'est-il pes de s'ette-ler à la question de la ville?

- Ce n'est pas à l'Etat de faire la ville. La responsabilité de la déci-sion, si la décentralisation a un sens, appartient désormais à l'élu (en dehors des cas particuliers comme les sites protégés). Le rôle de l'Etat, c'est de faire des lois, des règlements, et de nourrir une réflexion sur le statut de l'architecture dans la ville. Cela passe aussi par la formation des architectes, par la promotion de l'architecture, et la, il y a encore beaucoup à faire. Nous avons entrepris ce tra-vail avec le ministère de la culture. L'Etat doit, enfin, donner aux leur métier, faire en sorte que celui-ci puisse évoluer et s'efforcer de mieux «marier» architecture et

s'agit de faire des choix urbains ou architecturaux. Mals aussi lorsqu'il faut limiter ses ambitions. Encourager l'architecture, n'est-ce pas, parfois, encoura-ger le surendettement?

- Le surendettement vient des projets disproportionnés avec les moyens des communes. Si la « mégalomanie décentralisée » existe parfois, elle n'implique pas



lisation. D'ailleurs, dans ce cas, la vraie sanction est politique, si les êins défigurent leur ville, ou s'ils la

«Les villes nouvelles sont plutôt réussies»

- Le mal est alors fait.

- Je sais, il y a des atteintes irrémédiables, comme sur le littoral, mais ce sont heureusement des cas rares tout à fait extrêmes. Il ne faut pas non plus croire qu'auparavant, quand l'Etat avait la responsablité de tout, il était infaillible. Il hui est arrivé de se tromper et il n'était pas toujours sanctionné.

- Dans cette logique, les opérations type villes nouvelles sont aujourd'hui exclues?

- Les villes nouvelles sont phutôt réussies. Sans elles et sans la qu'on aurait pu développer comme elle l'a été la région parisienne. larité d'être l'interface de plusieurs actions du ministère, comme elle Aujourd'hui, la question est de l'est aussi avec l'extérieur puis-

l'architecture avec un grand A. formation des élus lorsqu'il de Renault, à Boulogne. Voilà plus son rôle, sa fonction même : faire de 50 hectares remarquablement situés, avec un environnement superbe mais terriblement dégradé. L'enjeu de ce site concerne plusieurs communes, qui ont autant de politiques urbaines, et un industriel dont l'actionnaire majoritaire est l'Etat. La sination est d'une grande complexité : technique, financière, urbanistique, avec ce que cela signifie sur le plan des responsabilités locales. Nous devons définir un projet en concer-tation avec les principaux parte-naires, jouer un rôle de coordination et ensuite, mettre en place une structure commune qui program mera et réalisera le projet. Un concours international d'urbanisme aura lieu, à partir d'un cahier des charges défini ensemble. Mais il n'y aura pas bien entendu de projet tout fait, imposé par l'Etat. C'est en ce sens qu'il y a une différence considérable avec les villes nou-

« L'enseignement n'est pas figé»

A travers votre ministère, l'Etat est à la fois le protecteur du paysage et le principal maître d'œuvre qu'il devrait surveiller. Est-ce possible d'être juge et partie?

Ce rôle peut paraître contra-

dictoire mais je l'assume pleine-ment. Il me faut, à la fois, assurer les besoins d'équipements de notre pays et les insérer dans un paysage ou un cadre urbain à protéger. C'est parfaitement possible : regardez les acqueducs romains... ou l'autoroute A 40 qui traverse le Jura. De tels travaux ne dégradent pas le paysage, bien au confraire. Récemment, j'ai remis une quin-zaine de récompenses à des maîtres d'ouvrage et à des maîtres d'œuvre pour des équipements routiers par-ticulièrement bien intégrés. Développer notre pays sans altérer les sites coûte plus cher - pas toujours d'ailleurs, - mais c'est le prix que doit payer la collectivité pour avoir un environnement de qualité.

» Aujourd'hui la direction des routes a un véritable souci esthétique. C'est nouveau, je vous l'accorde. Elle travaille précisément avec la DAU sur ce type de proqu'elle est mise à la disposition des ministères de la ville, de l'environ-nement, de la culture. C'est bien là troisième, c'est une réflexion sur la

passer ses messages aux différentes directions, aux différents minis-

- C'est moins la complexité de son rôle qui gêne que sa fai-blesse. Que ce soit l'enseignement ou la question des concours, la DAU apparaît comme structurellement et financièrement dégamie. - La DAU a des moyens non

néoligeables. Prenons les différents

points que vous avez évoqués. Dans le domaine de l'enseignement, un décret va permettre la création d'un statut du personnel enseignant qui donne des perspectives de carrière comparables à celles du milieu universitaire. Les recrutements seront engagés au printemps, et concernent 450 enseignants titulaires. Par ailleurs, on vient de créer, à Bordeaux, des formations post-diplôme dans des domaines particuliers (design, pay-sage, informatique graphique, urba-nisme, programmation). Vous voyez que l'enseignement de l'ar-chitecture n'est pas quelque chose de figé : du certificat d'études approfondies on va passer au DEA, réalisant ainsi un alignement sur le cursus universitaire classique. Venons-en aux moyens. L'effort mené pour l'enseignement de l'ar-chitecture, en 1992, se monte à 407 millions de francs, les bourses, doivent être augmentées de 26 %, 7,5 millions de francs supplémentaires sont prévus pour la rémunération des enseignants.

» Un plan «Ecoles d'architecture 2000» va être élaboré par les ministères de la culture et de l'éducation nationale en concertation avec les architectes, les écoles d'architecture et d'ingénieurs, l'Université, les professions qui touchent à la construction. Nous comptons beaucoup sur ce plan pour essayer de voir plus loin que la simple extrapolation de la situation actuelle. Nous avons désigné une personnalité, le recteur Fremont, pour fédérer et synthétiser tous ces apports. L'idée est de fixer des axes de réflexion. Le premier, c'est l'ouverture de la formation vers d'autres métiers : urbanisme, pay-sage, techniques de l'ingénieur. On en parle depuis longtemps, mais ces domaines ne sont toujours pas chitecte. Le deuxième axe est pect, elle aura probablement des l'identification des besoins de spé-cialisation soit professionnelle, soit ouvrant sur une filière : patri-

profession dans le contexte euro-

» Mais venons-en à la question

des concours, richesse et faiblesse françaises. Richesse, à cause de l'émulation et de la diversité qu'ils engendrent, Faiblesse, parce que teur utilisation abusive conduit à enthousiasme des collectivités locales pour cette procédure dans des circonstances qui ne sont pas nècessairement pertinentes; indemnisation des concurrents pas toujours suffisante, entraînant pour les équipes des difficultés financières; dans certains cas, désignation par le maître d'ouvrage d'un maître d'œuvre différent de celui qui aurait dû être sélectionné sur la foi du concours. Tout cela peut discréditer un peu cette pratique d'au-tant qu'à côté des concours traditionnels, dont les modalités sont bien connues, l'aménagement de quartiers et d'espaces publics fait de plus en plus fréquemment l'objet de consultations aux finalités souvent floues.

» Je vais donc faire diffuser une nouvelle édition du Guide des concours. Je pense aussi encourager la création des «observatoires» de concours en liaison avec les conseils régionaux de l'ordre des architectes. Enfin, il y a une réflexion à conduire sur l'éventuel élèvement du seuil des concours obligatoires. Même si je ne suis pas convaincu que ce soit une solution capable de résoudre ce problème, puisque 30 % des consultations concernent des projets dont l'im-portance est inférieure au seuil.

- La construction a longtemps été une importante source de financement des partis politiques. Les mauvais esprits ont que le loi est votée, on aurait dû assister à une baisse des coûts. Ce qui n'est pas le cas.

- La loi sur le financement des partis devrait avoir un effet, non seulement sur la moralisation de la vie publique, ce qui est son objectif, mais peut-être aussi sur la façon dont les projets sont déterminés. Si cette loi est appliquée avec rigueur, c'est-à-dire avec des sanctions graves en cas de non-reseffets positifs sur la construction.»

> Propos recueillis par FRÉDÉRIC EDELMANN et EMMANUEL DE ROUX

Un mélo flamboyant

Ce système compliqué d'images tout-puissant. quadrillées, cette avalanche d'allu-sions picturales, de symboles topony-miques, d'astuces sur les patronymes, une féconde valse-hésitation entre de théâtre, d'opéra, et cinéaste, pour encercler Luisa Miller, tragédie lyrique de Verdi adaptée d'un drame bourgeois de Schiller.

pour ne cuer que les memeurs enre-gistrements disponibles, ont respecti-vement affronté les rôles de la pan-vre Luisa et du malheureux Rodolfo, jeune aristocrate frappé d'amour-pas-sion pour la belle Tyrolienne, mais pour ne citer que les meilleurs enre-

interdit de mésalliance par un père

qu'il s'est pris d'amour pour ce vrai destin de femme, placée d'emblée en infériorité sociale, observée, humiliée, encerciée de toutes parts (c'est ce que Composé en 1849, entre Macbeth et Rigoletto, l'ouvrage – toujours qualifié «de transition» – n'a pas bonne presse, même si Caballe et Ricciarelli, Pavarotti et Domingo, tour ne citer one les meilleurs ence-

et son uniforme mal ajusté, Rodolfo trouve sa vérité de personnage décalé, terrassé, avec de grands gestes de douleur jalouse, une fureur impuissante contre son pere, des colères meurtrières d'enfant. Luisa est elle aussi sortie d'un tableau larmoyant, convulsive, courbée par l'an-goisse, elle roule à terre en sangiotant. Emphase des gestes et des épanchements: Greuze, Schiller sont là. Et côtoient tout naturellement, selon l'ambiguité historique et stylistique propre à cet opéra, hommes dignes et dames guindées de l'Italie stère du milieu du dix-neuvième siècle : Verdi.

Outre l'intelligence, Schröter a le métier (de Salomé à la Wally, de Don Carlos à Lucia, il a déjà signé de nombreuses mises en scène d'opéra). Probablement lassé par les faux mouvements de groupes, le remfaux mouvements de groupes, le rem-plissage des figurants, les entrées et les sorties inutiles – tout ce voca-bulaire exaspérant du théâtre chanté traditionnel, – il laisse pendant trois actes tout le monde en schae et compte sur les éclairages – sublimes – de Wolfgang Cöbbel pour que les silhouettes s'estompent dans l'ombre, enfeates et absentes comme des présentes et absentes comme des images mentales. Tantôt les lumières captent l'action centrale; tantôt elles illuminent toute la scène : la technique est bien celle - quelque peu

révolutionnaire à l'opéra - du gros plan et du plan d'ensemble. Peter Sellars, dans Klinghoffer, y pensait déjà, dans un dispositif scénique en étages superposés, assez semblable à celui-là. Mais sa solution (projection de gros plans en vidéo) sentait l'artifice par comparaison.

Victoire américaine

Carlo Rizzi a trente et un ans. Elève de Ferrara, successeur de Mackerras à compter de 1992 à la direction musicale du Welsh Opera (Pierre Boulez et Peter Stein y travaillent acquellement sur Pellean, cet vaillent actuellement sur Pelléas), cet Italien juvénile et bouclé avait déjà dirigé Don Pasquale à Amsterdam. Réinvité pour Luisa Miller, il a mené avec flamme, sans la moindre vulgarité, un Orchestre philharmonique néerlandais qui a rarement comm, dans cette fosse, d'aussi bons jours. On sait que les formules orchestrales dont Verdi s'embarrassait encore à l'époque (batteries, soupirs, hoquets, trémolos de cordes) exigent des chess beaucoup de doigté pour ne pas évoquer quelque musique de cirque. On a entendu à Amsterdam une musique à la fois déliée et tragique, conti-

superbe victoire américaine d'une soprano à la voix puissante, fière, corsée, au timbre homogène quelle que soit la tessiture et d'un ténor en pleine possession de ses moyens, expressif, intelligent, maître de ses, aigus, mesuré et simple dans ses accents. Esperian et Shicof semblent avoir l'âge de leurs rôles, ce qui ne

ealche rien.

Américain également, le baryton-basse Brent Ellis (Miller) faisait ses débuts dans l'établissement néerlandais; ce doit être un magnifique Rigoletto (rôle qu'il a chanté à Covent Garden dans la mise en scène de Nuria Espert). Peter Rose (le Comte Walter), basse britannique vraiment impériale, était aussi un nouveau venu à Amsterdam. Pierre Audi a gardé de bons amis depuis l'époque où il dirigeait le Théâtre Almeida de Londres...

➤ Prochaines représentations : les 9, 12, 15, 17, 21, 23, 26 et 29 décembre, 20 heures. Tél. : 19-31-20-551-80-06. Coproducteur avec les Festwochen de quer quelque musique de cirque. On a entendu à Amsterdam une musique à la fois déliée et tragique, contimuellement belie en somme.

Le duo formé par Kallen Esperian (Luisa) et Neil Shicof (Rodolfo) est la Grüber. Jes 19 et 20 décembre.



Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

V.O. DOLBY STEREO - RACINE ODEON - GRAND BALZAC





*

THÉATRE

AKTEON-THÉATRE (43-38-74-62). Les Corrics ; Cabaret Folies : 17 h. Les Lettres de la marquise : 19 h. Comment vous le dire : 22 h. AMANDIERS DE PARIS (43-66-

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Putzi : 17 h 30 et 20 h 45, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. ARCANE (43-38-19-70). La Velse avant la nutt : 20 h 30, dim. 17 h. ATELIER (46-06-49-24). L'Antichambre : 21 h. dim. 15 h 30.

BASTILLE (43-57-42-14). Dieu grammairien : 19 h 30, dim. 15 h 30. Chant BATEAU-THÉATRE (face au 3, quai Malaqueis) (40-51-84-53). Exercic style: 20 h 30, dim. 15 h 30. BERRY (43-57-51-55). Les Uniques :

18 h 30. L'Ascenseur : 20 h 30. BOBINO (43-27-75-75). Cinémaniac, one-man-show d'une tête à claps : BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24). Ornifle : 17 h 30 et 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30. BOUFFONS-THEATRE DU XIX- (42-

38-35-53). Madame Azerty, c'est vous I : 20 h 30. LE BOURVIL (43-73-47-84). Entre ciel et terre ; Les manuels du rire : 20 h 30. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Cuisine et dépendance : 21 h, dim. 15 h. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). The à la menthe ou t'es citron : 20 h 15.

Festival d'expression artistique 20 h 15. Les Couloirs de la honte CARTOUCHERIE-ATELIER DU CHAU-DRON (43-28-97-04). Ferdydurke : 20 h 30, dim. 15 h. CARTOUCHERIE-EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). La vie est un songe :

CARTOUCHERIE-THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Agamemnon: 15 h 30, sam. 15 h 30, dim. (+ Choé-phores) 15 h. Les Choéphores: 19 h 30, dim. (+ Agamemnon) 15 h. lphigénie à Aulis : 20 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE-THEATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Combat de nègre et de chiens : 20 h 30, dim 16 h. Les Clefs : 21 h, dim. 16 h 30. CASINO DE PARIS (49-95-99-99). Peter Pan : 17 h et 20 h 30, dim. 14 h 15, sam. 17 h, dim. 17 h 15, CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-il un communiste dans la salle ? : 21 h, dim. 15 h 30.

CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-31-49-27). Les Troyennes : 21 h. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Tagore : 20 h 30, dim. (dernière) 17 h 30.

CHAPITEAU (square Séverine) (43-31-80-69). Cirque Beckett acte sans parole. 1:20 h 45.

CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). West Side Story : 15 h et 20 h 30, sam., dim. CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Daux sur la balançoire : 20 h 30, dim.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERS! TAIRE (45-89-38-69). Le Mariage forcé : la Comtesse d'Escarbagna 21 h, dim. 16 h. La Galerie. Transsibá-rien : 20 h 30, dim. 16 h.

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les Trois Filles de Mr Akoun

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Arlequin et Colombine au carnaval de Venise : 20 h, dim. 14 h, L'Epouse prunte: 21 h, dim. 15 h 30. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 19 h. Grand Peur et Misère du III- Reich : 21 h. dim. 15 h. DAUNOU (42-61-69-14). Couac I le

Grand Orchestre du Splendid : 20 h 45, DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02).

Blaise comme Cendrars : 21 h. DEJAZET-TLP (42-74-20-50). Font & DEUX ANES (46-06-10-26). Cresson qui s'en dédit : 21 h, dim. 15 h 30. DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). La

Chevauchée sur le lac de Constance : 20 h 30, dim. 16 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babas cadres : 22 h. EDOUARD-VII SACHA-GUITRY (47-

42-59-92]. Décibel : 17 h et 20 h 45, sam. 17 h, dim. 15 h 30. ELDORADO (42-49-60-27). Monsieur Amédés : 18 h et 21 h, sam. 18 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le
Mariage de Figaro : 18 h, dim. 15 h 30,
mar. (sur réservation) 16 h. Baudelaire's Fantaisie : 18 h et 21 h, sam. 18 h. La Mouette : 20 h.

L'EUROPÉEN (43-87-29-89). Généra-tion chaos 1 : 21 h, FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45, sam., dim. 15 h 30. Le Malade imaginaire : 15 h 30 et 20 h 45, sam., dim. 15 h 30

LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-TANT (42-23-88-83). L'Apocalypse, version pauvre : 20 h 30. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Voltaire-Rousseau : 20 h 45, dim. 15 h.

GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Les Bidochon, histoire d'amour : 18 h et 20 h 15, sam. 18 h.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-03-39-03). Opera bulles: 12 h et 23 h, mar. et sam. 12 h et 23 h. GUICHET MONTPARNASSE |43-27-88-61). La Plus Forte et Paris : 12 h et 23 h, mar. et sam. 12 h et 23 h. Eux seuls le savent : 18 h 45. Libertine ; 20 h 30. Le Ticket : 22 h 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Lagaf': 20 h 30. HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12). Les Origines de l'homme : 15 h. HÉBERTOT (43-87-23-23). La Contre

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Poète è New York : 21 h 30. LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). Lettre au portaur : 20 h 30, dim. 16 h. Théâtre noir. La Petit Princa : 18 h 45. La Nuit et la Moment : 20 h. Nous, Théa et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Bereshit : 18 h 45. Mademoiselle Else : 20 h. Oncle Vania : 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09). N'écoutez

pas, mesdames : 17 h et 21 h, sem. 17 h, dim. 15 h 30. MAISON DE LA POÈSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). Enfer et Illuminations : 20 h 30, dim. 16 h. MARAIS (42-78-03-53). Jugement : 18 h 30, dim. 15 h 30. Pat et Sarah :

MARIE STUART (45-08-17-80). Histoires d'ouvreuses : 18 h 30. Pour en finir avec le hareng saur : 20 h 30. MARIGNY (42-56-04-41). La Dame de chez Maxim's : 20 h 30, dim. 15 h. MATHURINS (42-65-90-00). Magic Palace : 17 h et 20 h 30, sam. 17 h. MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00).
Charlus: 15 h et 18 h 30, sam. 15 h.
METAMORPHOSIS (THEATRE
SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-61-33-70). Marchand de rêve : 21 h,

MICHEL (42-65-35-02). Darling Chérie : 17 h 30 et 21 h 15, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30. MICHODIÈRE (47-42-95-23). Pieins

Feux : 17 h et 20 h 30, sam. 17 h, dim. MOGADOR (48-78-04-04). Les Misérables : 15 h et 20 h 30, sam., dam. 15 h.

(Les jours de première et de relâche

sont indiqués entre parenthèses.)

LETTRE AU PORTEUR. Lierre

Théâtre (45-86-55-83) 20 h 30 :

UN CŒUR SOUS UNE SOUTANE.

Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15) (dim., lun.) 18 h 30 (4).

L'HEURE DU ROI. Chatenay-Maia-

bry. Théâtre du Campagnol (46-61-

LE MONTE-PLATS. Le Prologue

L'ÉCHANGE, Théâtre Renault-Ba

rault (42-56-60-70) (dirn. soir, lun.) 20 h 30 ; dirn. 15 h (5).

LA VIE EST UN SONGE, Cartouche-

rie. Épée de Bois. (48-08-39-74) (dim. soir, lun., mar.) 20 h 30 ; dim.

16 h. En espagnol à partir du 11

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Calamity Jane : 20 h 45, dam. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Les Patients : 18 h 30 et 21 h,

sam. 18 h 30, dim. 15 h 30. MUSEE COGNACQ-JAY (40-27-

07-21). La Fausse Suivante : 20 h 30, mer., Jeu., dlm. 15 h 30.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD

(43-31-11-99). Le Misanthrope 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 18 h 30 et 21 h 30, sam.

UVRE (48-74-42-52). Le Météore :

PALAIS DES GLACES (GRANDE

SALLE) (42-02-27-17). Jean-Marie Bigard : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Chantel Lade-sou : 20 h 30. Le Syndrome de Sto-

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Valérie

Lernercier au Palais-Royal : 20 h 30. PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Jésus était son nom : 15 h et 20 h 30,

mer. 14 h, sam. 15 h, dim. 14 h et

PARC DE LA VILLETTE (sous chapiteau

translucide) (40-03-39-03). Volière Dro-

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Chambre 108 : 21 h, dim. 15 h. Salle II. Abraham et Samuel : 18 h et 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h.

PORTE-SAINT-MARTIN (42-08-

00-32). Volpone : 16 h 30 et 20 h 30, sam. 16 h 30, dim. 15 h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Le

Monte-plats : 20 h 30.

RANELAGH (42-88-84-44). Le Bouffon

RENAISSANCE (42-08-18-50). Chantal

RETAILS ANCE (42-03-18-50). Chantal Gallia: 21 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). La

Strada: 20 h 30, dim. 17 h 30. Un petit gout d'Anis: 21 h.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin

seuls I : 17 h et 20 h 45, sam. 17 h, dim. 15 h.

SALLE BRASILIA (GALERIE BRASIL INTER ART) (40-46-01-28). Rimbaud à

sa sœur isabelle : 20 h 30. Les Bonnes : 21 h 30.

SALLE VALHUBERT (45-84-30-60).

Les Femmes savantes : 15 h et 20 h 30, sam., dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).

Je m'plaisante : Paul Adam : 20 h 30. SPLENDID-SAINT-MARTIN (42-08-

21-93). Un couple au Splendid : 20 h 30. Jean-Jacques Devaux : 22 h.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-

23-35-10). Les jours se traînent, les nuits aussi : 17 h 30 et 20 h 30, sam. 17 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE 13 (45-88-62-22). Une envie

de tuer sur le bout de la langue : 20 h 30, dam. 15 h,

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE-SER-REAU (45-45-49-77). Caligula : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉATRE CLAVEL (42-38-22-58).

Amour frappé : 21 h, dim. 15 h 30. THEATRE DE DIX-HEURES (46-06-

10-17). Coup de chapeau au music-hall : 15 h, sam., dim. 15 h. Life

lens J'accuse le choc : 22 h.

et La Reine : 21 h, dim. 17 h.

5-75-33-16) (dim., lun., mar.)

dim. 16 h (dem.).

33-33) 14 h 30 (4).

20 h 30 (4).

décembre (6).

18 h 30, dim. 15 h.

20 h 45 dim . 15 h.

THÉATRE EN ACTES (43-57-35-13). Trois dramaticules : 21 h. THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Checun pleure son garabed : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Anne Roumsnoff : 20 h 30, dim.

18 h 30. THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). The Hound of the Baskervilles : 20 h 30, dim. 18 h 30. Arène. Après l'amour : 21 h, dim. 17 h. Belle de Mai. Les calmans sont des gens comme les autres : 20 h 30, dim. 15 h.

THEATRE MODERNE (48-74-10-75). No Woman's Land : 20 h 45. THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Un cœur sous une sou-tene : 18 h 30. Salle Gémier. Y a pas que les chiens qui s'aiment : 21 h, dim. 17 h. Salle Jean-Vilar. Marilyn Montreuil : 15 h et 20 h 30, sam, 15 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Un mari : 20 h 30, dim. 16 h. Grande salle. Comé-dies barbares : 20 h, dim. 15 h 30. THÉATRE NATIONAL DE L'ODEON (43-25-70-32). Le Temps et la chambre (Festival d'automne à Paris) : 20 h 30,

dim. 16 h. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32), Poker à la Jamaique : 18 h 30. L'Entretien des méridiens : 18 h 30.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Noël Hardy: 22 h. Baudelaire: 22 h. THÉATRE DE PARIS (48-78-22-00). Smain: 18 h et 21 h, sam. 18 h. THEATRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Contes et exercices : 20 h 30.

LE ROI S'AMUSE, Comédie-Fran-

UNE MOUCHE EN NOVEMBRE.

Essaron de Paris (47-78-46-42) (dim.

soir, fun.) 20 h 30; dim. 16 h (10).

ZIZANIE. Potinière (42-61-44-16)

(dim. soir, lun.) 20 h 45, sam.

RHINOCÉROS. Théâtre de Ménil-

montant (47-45-75-80) (dim. soir.

tun. soir) dim. 15 h 30; lun. à

UN PETIT GOUT D'ANIS. Roseau-

Théâtre (42-71-30-20) (lun.)

AU PAYS DES ENFANTS DE

CHAM. Espace Acteur (42-62-

35-00); (dim. soir, tun.) 20 h 30;

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-

56-60-70). L'Echange : 20 h 30. Grande salle. Une des dernières soirées

THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88).

Taro et Hanako. Phèdre en alternance

TOURTOUR (48-87-82-48), Candide

19 h. Je ne me souviens plus de rien Clara : 20 h 30, dim. 17 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).

Les Macloma Trio : 17 h st 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Trois par-

tout : 17 h 30 et 21 h, sam. 17 h 30,

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). La

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Petite selle. Des siècles de paix ; tournicotis

AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUES-TRE ZINGARO) (48-04-38-48). Opéra équestre : 20 h 30, dim. 17 h 30.

BEYNES (LA BARBACANE) (34-89-

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉA-

TRE) (46-03-60-44). Mozart et le Trian-gle secré : 20 h 30.

CERGY-PONTOISE (THÉATRE DES ARTS) (30-30-33-33). Le Bouc : 20 h 30. Marc Jolivet : 20 h 30. Oncle

CHATENAY-MALABRY (THÉATRE DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33). L'Heure du roi : 20 h 30, dim. 16 h.

COMBS-LA-VILLE (LE THÉATRE.

L'ARÈNE) (64-88-69-11). La Nuit de l'iguane : 20 h 45. Amnésie : 20 h 45.

CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (49-

80-18-88). Grande saile. Cosur ardent : 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite saile. Les Guerres picrocholines : 20 h 30, dim. 15 h 30.

GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). Cent millions qui tombent : 20 h 30, dim. 17 h. Peines d'amour per-

IVRY-SUR-SEINE (ATELIER-THÉA-

TRE) (48-43-70-16). Les Couleurs du rire : 18 h.

MONTEREAU (THÉATRE) (64-32-

99-66). Noces chez les petits bourgeols : 20 h 30.

MONTREUIL CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE MONTREUIL (48-59-

93-93). Voltige : 20 h 30, dim. 17 h,

NANTERRE (THÉATRE DES AMAN-

DIERS) (46-14-70-00). Les Caprices de Marienne : 20 h 30, dim. 16 h. L'Em-pire : Jons : 21 h. Grande selle. Fanta-

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)

46-24-03-83). Scènes de ménage ;

LE PERREUX (CC DES BORDS-DE-MARNE) (43-24-54-28). Les Cinq Dits

des clowns au prince : 16 h et 20 h 30,

SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-00-59). Saile J.-M. eau. Bête de style : 20 h.

dues : 20 h 30, dim. 17 h.

sio: 16 h. sam. 16 h.

sam. 16 h, dim. 15 h.

de camaval : 20 h 30, dim. 15 h.

avec Alceste : 20 h 30.

Moine Apostet : 20 h 30.

pour acteurs, bestia: 20 h 30, dim, 16 h.

Vania : 20 h 30.

16 h 30, dim. 15 h (10).

22 h 30 : dim. 20 h (10).

14 h 30 (10).

dim. 16 h (10).

caise (40-15-00-15) 20 h 30 (8).

SPECTACLES NOUVEAUX

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI Kuble Wampe (1932, v.o. s.r.f.), de Stetan Oudow, 15 h ; Mattre Purcile et son valet Matti (1955, v.o. s.t.f.), d'Alberto Cavalcami, 17 h ; le Mort d'un commis voyageur (1951, v.o. s.t.f.), de Lasio Benedek, 19 h ; la Ménagerie de verre (1987), de Paul Newman, 21 h.

DIMANCHE Cinq Soirées (1978, v.o. s.t.f.), de Nikita Mikhalkov, 15 h; Partition shachavée pour pieno mécanique (1977, v.o. s.t.f.), de Nikita Mikhalkov, 17 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Fièvre sur Anetaken (1953, v.c. s.t.f.l. Fièvre sur Anarakan (1953, v.o. s.t.f.), de Josef von Sternberg, 18 h.; Fimpératrica rouge (1934, v.o.), de Joseph von Sternberg, 20 h.; 10 ans de Pordenone: Poüdor Cambia Sesso (1918): la Consa Alla Scimmia (1909), de Giovanni Pastrone; Metempsicosi (1913), de Giulio Antamoro, 16 h.30; Fattly's Flucky Pup (1915), de Mack Seunett; Fattly's Tin Type Tangle (1916), de Rosco Arbuckle; The Waiter's Ball (1916), de Rosco Arbuckle et Ferris Hartman; That Little Band of Gold (1915), de Rosco Arbuckle Band of Gold (1915), de Roscos Arbuckle, 18 h 30; The Martyrs of the Alamo (1915), de W. Christy Cabanne; The Heart of Texas Ryan (1917), de E. A. Martin, 20 h 30.

DIMANCHE Bright Eyes (1934), de David Butler, 18 h ; le Jardin d'Allah (1936, v.o.), de Richard Boleslawski, 20 h ; 10 ans de Pordenone : Kri Kri détective (1912) Pordenone: Kr. Kri défective (1912):
Debito d'Odio (1920), d'Augusto
Ganna; Profanazone (1924), d'Eugeno
Perego. 16 h 30 ; la Damnation de Cain
(1911), de Luigi Maggi: les Demiers
Jours de Pompel (1913), de Mano Caserini, 18 h 30 ; l'Angoissante Aventure
(1920), de Jecov Protozanoff, 20 h 30 ;
10 ans de Pordenono: l'Esclave blanche
(1906) de Viscon Larsen: Troflessatitem (1906), de Viggo Larsen ; Tryllesaekken (1907), de Viggo Larsen ; Un message 5 Napoléon sur l'île d'Elbe (1909), de Viggo Larsen; Anarkistens Svigermorse (1906), de Viggo Larsen; la Chasse au fon (1907), de Viggo Larsen; Rêve noir (1911), d'Urban Gad, 18 h 30; Captain Blood (1924), de David Smith, 20 h 30

Blood (1924), de David Smith, 20 h 30. **CENTRE GEORGES** POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Hommage à la Warmer Bros : le Reptile (1970, v.o. s.t.f.), de Joseph L. Markie-wicz, 14 h 30 ; The Strawberry Blonde (1941, v.o. s.t.f.), de Raoul Walsh, 17 h 30; les Cheyennes (1964, v.o. s.t.f.), de John Ford, 20 h 30. DIMANCHE

Hommage à la Warner Bros : Prologues (1933, v.o. s.t.f.), de Lloyd Bacon et Busby Barkeley, 14 h 30 ; le Roi du tabac (1950, v.o. s.t.f.), de Michael Cur-tiz, 17 h 30 ; l'Escalier interdit (1968, v.o. s.t.f.), de Robert Mulligan, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

Paris Musique : Musiques de films : Bande annonce ; Pierrot le fou (1965) de Jean-Luc Godard, Spot Jet Tours (1980), les Aventuriers (1969) de Robert Enrico, 14 h 30; Jazz: Bill Evans (1972) de Bernard Lion, Jazz Messenger à l'Olympia (1966) de Gilbert Pinesu, Newport à Paris: Miles Davis (1972) de Bernard Lion, Modern Jazz Cuartet (1971) de Bernard Lion, 16 h 30. (1971) de Bernard Lion, 16 h 30 : Cornédie musicale : Dim Dam Dom (1989) de Gérard Pirès, Anna (1967) de Pierre Korainik, 18 h 30 ; Portraits : les Trottoirs de Buenos Aires (1982) de Fernand Moszkowicz, les Trottoirs de Saturne (1985) de Hugo Santiago,

DIMANCHE

Parls Musique: Musiques de films:
Actualités Gaumont, le Bohème (1987)
de Luigi Comencini, 14 h 30; Rock: le
Zénith (1984), Visage-Pâle attequer
Zénith (1988) de Massimo Manganaro,
16 h 30; Comédie musicale: Charles è
New York (1965) de G. Montassut et R. Hovivian, Quadrille d'amour (1955) de Robert Lewis, 18 h 30 ; Leçon de musi-que : Antoine et Colette (1962) de Fran-cols Tuffeut, Avec André Gide (1951) de Marc Allégret, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRY (A., v.o.): UGC Blarriz, & (45-62-20-40); Miramar, 14-(43-20-89-52); v.f.: Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31). ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.)

LES AMANTS DU PONT-NEUF (fr.):
Geumont Les Halles, 1" (40-26-12-12);
Geumont Opéra, 2" (47-42-80-33);
Espece Seint-Michel, 5" (44-07-20-49);
Gaumont Ambassade, 8" (43-5919-08); Fauvette, 13" (47-07-55-88);
Sept Pamassiens, 14" (43-20-32-20).
AMERIKA, TERRA INCOGNITA (vénézuéllen, V.O.): Latina, 4" (42-78-47-86). L'AMOUR AVEC DES GANTS (it., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6: (43-26-

58-OO). L'AMOUR NÉCESSAIRE (it.) : Sept Parnessiens, 14 (43-20-32-20). AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélar dais, v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) : Studio des Ursulines, 5- (43-28-19-09) ; Grand Pavois, 15- (45-54-

ARTHUR RIMBAUD, UNE BIOGRA-PHIE (Fr.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse 14 (43-35-30-40). AY CARMELA I (Esp., v.o.) : Latina, 4-(42-78-47-86) : Lucemaire, 8- (45-44BARTON FINK (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Raflet Logas B., 5- (43-54-42-34); Elysées Lin-cola, 8- (43-59-36-14); Sept Parnas-siens, 14- (43-20-32-20). LA BELLE NOISEUSE (Fr.): Le Seint-Geomaio des Prie Salle G. de Bassina-

Germain-des-Prés, Seile G. de Besure-gard, 8- (42-22-87-23). RNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS (A., v.o.) : UGC Odéon, (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, - (45-08-57-57) ; Rex (le Grand Rex), 1- (45-08-57-57); Rex (9 Grand Next, 2- (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Pathé Mangnan-Concorde, 9- (43-59-92-82); UGC Normandis, 8-(45-63-16-18); UGC Lyon Beatile, 12-(43-43-01-58); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Dath Warker, 19- (45-74-93-40);

Pathé Wapier, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96). LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : Cirroches, 8- (48-33-10-82). LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

L'HALLUCINE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5- (43-25-72-07) ; Sept Paries-siers, 14- (43-20-32-20) HANGIN' WITH THE HOMEBOYS (A. v.o.): UGC Starritz, & (45-62-20-46) . v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-88-91)

HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME HARLET LAWILLSON E? L TJOSHME AUX SANTIAGS (A., v.o.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); UGC Triompha, 8º (45-74-93-50); v.f. UGC Montparnasse, 8º (45-74-94-94); Para-mount Opéra, 9º (47-42-56-31). HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cinémes, 11- (48-05-51-33) ; Denfert, 14-

Mas. 11 (43-21-41-01). HIT MAN (A., v.o.): Gaumont Las Halles, 1-(40-26-12-12); UGC Norman-die, 8-(45-63-16-16); v.1: Rex. 2-(42-64-63-16-16); December Onica, 9-(41-36-83-93); Peremount Opéra, 9: 447-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12: 443-43-01-89); UGC Gobelins, 13: 445-61-84-95); Mistral, 14: (45-39-52-43); Pethé Wepter II, 18: (45-22-47-94) HOT SHOTS I (A., v.o.): Forum Onent Express, 1= (42-33-42-28); UGC Dan-ton, 6- (42-25-10-30); George V. &

LES FILMS NOUVEAUX

LE CABINET DU DOCTEUR RAMI-REZ, Film franco-américain-alternand de Peter Sellers : Racine Odéon, 6-(43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8-(45-61-10-60).

L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES, Film canadian de Frédéric Back : Utopia, 5- (43-26-84-65) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81).

LARRY LE LIQUIDATEUR. Film américain de Norman Javison, v.o. : Forum Horizon, 1• (45-08-67-57) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6- (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8- (45-52-20-40) ; v.f. : UGC Montparnesse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43) : Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27) : Pathá Wepler II. 18-(45-22-47-94).

MA VIE EST UN ENFER, Film français de Josiane Balesko : Forum Hon-zon, 1 (45-08-57-57) : Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Rex, 2-(42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); Geumont Ambes-143-43-33-33); Geumont Ambes-sade, 8- (43-58-19-08); George V. 8- (45-62-41-46); Seint-Lazare-Pas-quer, 8- (43-87-35-43); Pathé Fran-çais, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12- (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastile, 12- (43-43-01-59); UGC Gobe-lins, 13- (45-61-94-95); Geurnont Alásia, 14- (43-27-84-50); Pathá

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : UGC [parnassa, 8 (45-74-94-94); UGC Biarnitz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 8 (45-74-95-40). LES COMMITMENTS (Mandais, v.o.)

LES COMMITMENTS (Flandais, v.o.):
George V, 8+ (45-62-41-46).
CROC-81ANC (A., v.o.): Geumont
Ambassade, 8+ (43-59-19-08); v.f.:
Rex., 2+ (42-36-83-93); Gaumont
Ambassade, 8+ (43-59-19-08); UGC
Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC
Gobelins, 13+ (45-61-94-95); Gaumont
Alésia, 14+ (43-27-81-27); Les Mont-

parnos, 14* (43-27-54-50); LIS Mont-parnos, 14* (43-27-52-37); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) v.f.: UGC Opéra, 9- (45-74-95-40), DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Studio 28, 18- (46-06-36-07) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36). DEVOIRS DU SOIR (tranien, v.o.) : Uto-

pia, 5- (43-26-84-65).

1A DISCRÈTE (Fr.) : Cinè Beaubourg, 3- (42-71-52-36) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). DIVERTIMENTO, LA BELLE NOI-

SEUSE (Fr.): Gaumont Pamassa, 14-(43-35-30-40). LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr. Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6-(43-26-80-25).

L'ENFANT DU TUNNEL (Autr., v.o.) : Utopis, 5- (43-26-84-85). EUROPA (Dan.-Su., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6-(45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9- (45-74-98-47-

95-40). FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les halles, 1- (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) : Bretagne, 6-(42-22-57-97) : George V, 8- (45-62-LES FLEURS DU MAL (Fr.) : George V,

8- (45-62-41-46).

ntpernesse, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juliet Beugrerale, 15: (45-75-79-79); Geumont Convention, 15: (48-28-42-27); UGC Maillot, 17-(40-68-00-16) ; Pethé Wepler, (45-22-48-01); Le Gambetta, 20-(46-38-10-96).

NUAGE PARADIS. Film sovi de Nikolat Dostel, v.o : 14 Juliet Par-nesse, 6: (43-26-58-00) : Saint-André-des-Arts (, 8- (43-26-48-18) Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60) Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9-(47-70-81-47) : 14 Juillet Bastille. 11- (43-57-90-81).

LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE, Frim franco-grec-suissoitalien de Theo Angelor Ciné Beaubourg, 3: [42-71-52-36]; Europa Panthéon (ex-Reflet Pan-théon), 5: [43-54-15-04]; Gaumont Champs-Etysées, 8- (43-59-04-67):
14 Juillet Bastille, 11- (43-5790-81); Bienvenüe Montparnasse, 15- (45-44-25-02).

PAYSAGE AVEC FEMME, Film yougoslave d'ivica Matic, v.o. : Lucer-naira, 6- (46-44-57-34) ; L'Entrapôt, 14- (45-43-41-83)

STEPPING OUT. Film américain de Levia Gibert, v.o. ; Cmi Seasbourg, 3- (42-71-52-36) ; Le Pagode, 7- (47-05-12-15) ; UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50) : Eacunal, 13- (47-07-28-04) : Gaumont Parnassa, 14- (43-35-30-40).

(45-62-41-46) ; UGC Normandia, 8- (45-42-72-52) : Rex. 2- (42-36-83-93) : UGC Montpernasse, 6* (45-74-94-94); Pathé Marignen-Concorde, 8* (43-59-92-82); UGC Lyon Bastile, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (45-61-94-95); Mistral, 14* (45-39-52-43); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Pathé Cichy, 18: (45-22-48-01).

.

.

4 1 11 1

.

٠..

5.

(1

7.

1.2

4 Steer

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Choches, 6- (48-33-

10-82).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-tr.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-38); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-58-83); UGC Montpamasse, 6° (45-74-94-94); UGC Blarritz, 8° (45-62-20-40); UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); 14 Juillet Bastille, 1° (43-67-90-81); Les Nation, 12° (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13° (45-61-94-96); Mistral, 14° (45-95-24-3); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); UGC Meillot, 17° (40-88-00-16); Pathé Wepler III, 18° (45-22-47-94).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire, 6: (45-44-57-34).

JESUIT JOE (fr., v.o.) : Pathé Montpar-nasse, 14 (43-20-12-06) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82). Mangran-Corcorde, & (43-39-92-92).

JUSQU'AU BOUT DU MONDE (Fr.-AL-Autr., v.o.): Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Saint-André-des-Arta I, 6-(43-26-48-18); UGC Danton, 6º (42-25-10-30); George V, 8º (45-62-41-46); Max Linder Panorama, 9º (48-24-88-88); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Escurial, 13º (47-07-28-04); Kinopanorama, 16º (43-06-60-50). rama, 15- (43-06-50-50). LAAFI (burkinabé, v.o.) : Utopia, 5- (43-

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LINGUINI INCIDENT (A., v.o.): Georgo V, 8- (45-82-41-46). MALINA (All., v.o.) : Reflet Logos I, 5-(43-54-42-34).

PARIS EN VISITES

LUNDI 9 DÉCEMBRE

«Gustave Moreau en son apparte ment », 10 h 30, 14, rue de L Rochefoucauld (l'Art et la manière). «Le nouvel Opéra Bastille, se seile de spectacle, la scène et ses cou-lisses», 13 h 30, sur les marches de l'opéra (M.-C. Lesnier). ¿La peinture française, de Watteau à David au Louvre », 14 heures, musée du Louvre, porte Jaujard 8-y Jacket

P.-Y. Jaslet).

c. La cathédrale orthodoxe russe
Saint Alexandre-Nevsida, 14 h 30,
12, rue Daru (E. Romann).

«Conciergerie et Sainte-Chapelle», 14 h 30, 1, quai da l'Horloge (S. Rojon-Kern). «La Bouddhisme des Himelayas : histoire contée par les Tankas », 14 h 30, hell du Musée Guimet (La Cavalier bleut.

(Rubens au Louvre), 14 h 30, entrée des groupes, passage Richelleu (M.-G. Lebizno).

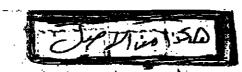
et. hôtal de Lassey, résidence du président de l'Assemblée nationale », 14 h 30, 33, quai d'Orsey (C. Marie). « Appartemente royeux du Louvre et vie quotidienne des rols et reines de Frances, 14 h 45, métro Palais-Royal, terre-plein central (M. Benas-set). Exposition Géricault au Grand Palais 3, 15 heures, métro Champs-Elysées-Clemenceau (Europ Explo). «Les selons Napoléon III de la mei-son Opéra et la pagode de la rue de Courcelles», 15 h 15, 5, rue du Doc-teur-Lancereaux (D. Bouchard). « Exposition Géricault, 16 heures, antrée de l'exposition, Grand Palais Paris et son histoire).

« Regards croisés sur Braque, Picasso, Emst...», 19 heures, Musée d'art moderne (Centre Georges-Pom-

CONFÉRENCES

23, qual de Conti, 14 h 45 : «L'inégalité», par Jean Guitton (Académie des sciences morales et poli-tiques).

35, rue des Francs-Bourgeols, 18 h 30 : «Décembre 1941 : l'Améri-que entre en guerre», par B. Sinshei-mer (Malson de l'Europe). Musée de l'Homme, 17, piace du Trocadéro, 18 h 30 : «Les civi-lisations des premiers hommes modernes», par H. de Lumlay (Muséum national d'histoire naturalle).



BILLET

Austérité pour le Brésil et l'Inde

数 "鬼",

erite ()

Electrical Control

Sec. 1.

100

2 1 4 5 5 °C

ngegog granner Manggranner

who -

mint Mayor

A ALEXANDER

12 3 4 6 6

FILMS NE CVEAUX

L'année 1992 s'annonce difficiie, sinon explosive, dans ces deux pays « riches » du tiers-monde que sont le Brésil et l'Inde. En milieu de semaine, les autorités de Brasilia ont présenté au Fonds monétaire international (FMI) une lettre d'intention qui contient, au dire de nombreux économistes et hommes politiques, les germes d'une récession et d'un « massacre social ». Sollicitant auprès du Fonds une ligne de crédit de 2 milliards de dollars (près de 11 milliards de francs), le Brésil s'engage à suivre en contrepartie un programme des plus austères : réduction de l'inflation de plus de 1 000 % par an à 20 % dès 1993, maintien de la riqueur monétaire et fiscale - avec augmentation des recettes, -- désindexation des salaires. « On ne cherche pas à stimuler l'activité économique à court terme », a

reconnu le ministre brésilien de l'économie, M. Marques Moreira. estimant pourtant que son objectif était à la fois de combattre l'inflation et la pauvreté. L'opposition socialiste a aussitôt pronostiqué l'explosion de grèves en série, de manifestations populaires, l'augmentation de l'insécurité et de la violence dans le pays · ∉ quand le gouvernement mettra en pratique les promesses faites au FMI». Le risque n'est en effet pas mince de voir les troubles gagner le Brésil à la faveur d'un programme strict de

désinflation. S'il compte parmi les toutes premières pulssances industrielles du monde, ce pays est aussi le lieu d'inégalités extrêmes que la potion du FMI: pourrait bien aggraver encore. Présentée ces demières années comme un exemple de réussite en matière de développement (en matière d'autosuffisance alimentaire notamment), l'Inde va pour la première fois recevoir de la Banque mondiale deux prêts d'ajustement structurel, ces appuis que les institutions de Bretton Woods réservent aux pays rongés par les

macroéconomiques (budget, balance des paiements, réserves de change) et par l'inflation. Ces prêts, de 250 millions de dollars chacun, seront débloqués pour aider l'inde à sortir de la zone critique dans laquelle elle est entrée, sur le plan de l'endettement en particulier. Il s'agit à court terme de réduire de façon significative les restrictions sur les taxes et les volumes d'importation, d'abaisser certaines subventions et de vendre une partie du capital des entreprises publiques. Une politique qui sera complétée, comme dans le passé, par des aides à des projets spécifiques, pour un montant estimé à 3 milliards de dollars en 1992. Au Brésil et en Inde, l'heure est à l'assainissement forcé. Malgré leurs richesses et leur vitalité. ces pays sont des géants aux pieds d'argile où le progrès est toujours pour demain...

- ERIC FOTTORINO

Victime de la crise brésilienne

La zone franche de Manaus connaît la décadence

Hier encore fleuron du commerce et de l'industrie brésilienne, la zone franche de Manaus subit pour la deuxième année consécutive le contrecoup de la crise qui frappe le Brésil. Centre du caoutchouc jusqu'au début de ce siècle. la capitale de l'Etat d'Amazonas. située sur les rives du rio Negro, n'est plus le paradis des importateurs. La chute du commerce principale et presque seule activité économique de la région Selon le président de la - atteint 40 % par rapport à

MANAUS

de notre envoyé spécial

L'image de ce pôle industriel le second en importance après celui de Sao-Paulo - ressemble un peu aux deux hangars construits lors de sa création, il y a presque vingt-cinq ans : des bâtiments désuets n'abritant plus que des boutiques surannées et offrant des produits le plus souvent obsolètes à des prix sans intérêt. Le commerce

tent les bouchées doubles pour ten-ter d'échapper au risque d'isolement

et ne pas se laisser marginaliser par

les grands groupes économiques en

formation à travers le monde. Rén-

nis à Carthagène en Colombie, au

lendemain du sommet du groupe de

Rio (1), les cinq présidents andins sont convenus, jeudi 5 décembre, de constituer à partir de l'année pro-chaine une zone de libre, échange et

d'union douanière. « En vingt ans, le

pacte andin n'a jamais pris de

mesures aussi importantes », a

déclaré le président péruvien,

M. Alberto Fujimori, cheville

ouvrière de cet accord. Celui-ci a

multiplié les pressions pour convain-cre ses partenaires andins de donner un coup d'accélérateur à l'intégra-tion. L'accord d'union douanière

conclu à Carthagène entrera en

Pour rompre leur isolement

Les pays du Pacte Andin vont créer

une zone de libre-échange

Stimulés par l'échéance de 1993 des taxes sur les importations en en Europe et le vent d'intégration qui souffie sur l'hémisphère, les pays du Pacte andin (créé en 1969) met-

soit trois ans plus tôt que prévu. Il aura pour conséquence l'unification latine et la Jamaique.

«de pointe», qui s'est, dans bien nando Collor de Mello a considéra-des cas, déplacé vers le centre-ville, blement diminué l'intérêt de la souffre d'une égale désaffection. Destinée, lors de sa création par les militaires, à occuper économiquement un gigantesque territoire impossible à coloniser, la zone a connu au départ un boom considé-rable, attirant une population nombreuse. Aujourd'hui, le million et demi d'habitants de Manaus a le plus grand mal à trouver du travail. Le chômage touche 50 % de la population et la ville est en pleine

SUFRAMA (l'organisme de tutelle administrative de la zone franche), M. Alfredo Nascimento, « les industriels ne se sont pas préocuppés des prix des produits qu'ils fabriquaient et moins encore de leur qualité ». Pour l'essentiel la production (plus de 90 %) était destinée au marché intérieur dans un pays qui était encore, il y a peu, l'un des plus fermés au monde. La contre-bande, essentiellement au travers de la frontière paraguayenne, a constitué une forte concurrence et la politique d'ouverture des importations voulue par le président Fer-

même date, une zone de libre échange sera mise en place entre la Bolivie, la Colombie et le Vene-zuela. Pour l'Equateur et le Pérou, l'abolition des taxes et des services

entre Etats membres deviendra

Les présidents andins ont aussi décidé d'entreprendre bientôt des

pourparlers avec l'Argentine, le Bré-

sil, l'Uruguay et le Paraguay, regrou-pés au sein du marché commun du Cône sud (Mercosur) ainsi qu'avec le Chili et le Mexique qui viennent de passer un accord de libre-chence I en démarche s'inerrit

échange. Leur démarche s'inscrit

dans la perspective de la création d'une vaste zone de libre échange dans l'hémisphère occidental pour

l'an 2000, comme les treize présidents du groupe de Rio en avaient

exprimé le vœn quelques jours aupa-

JEAN-CLAUDE BUHRER

effective six mois plus tard.

Certains, comme le gouverneur de l'Etat, M. Gilberto Mestrinho, anticipent même une renaissance « Nous allons devenir le principa port d'entrée des importations brésiliennes et c'est une chance unique pour l'Amazonle», dit-il. Un optimisme que l'on retrouve chez le président de l'association du com-merce, M. Belmiro Goncalves Vianez Filho, qui insiste sur « l'expérience et les contacts entretenus avec les exportateurs étrangers depuis un quart de siècle». « Nous ne serons plus obliges d'incorporer des composants brésiliens dans nos produits, ce qui constituait un han-dicap».

blement diminué l'intérêt de la

zone. Enclavée dans une région

relativement hostile, sans autre

moyen de communication impor-

tant que le fleuve Amazone ou

l'avion, dont les prix n'ont cessé

d'augmenter, Manans s'est retrouvé isolée. Paradoxalement, en raison de réglementations anciennes que les élus de l'Amazonie s'échinent à

faire évoluer, les exonérations fis-cales et le taux des droits de

douanes n'incitent plus aujourd'hui

à commercer ou à produire dans la région. La modification prochaine

de la législation devrait empêcher que la situation ne se détériore davantage.

L'espoir

d'une renaissance

Le président du CIEAM (Centre des industries de l'Etat d'Amazonas), M. Cristovao Marques Pinto, est aussi enthousiaste : « Nous avons déjà une trentaine de dossiers de demande d'installation venant de la part de Coréens et de Japonais. » M. Marques Pinto, qui dirige l'usine de BASF à Manaus, affirme qu'un doublement de la production de cassettes andio et vidéo a déjà été décidé : « Cette période de crise doit être pour nous le moment de nous préparer à un redémarrage, qui ne manquera pas de se produire.»

Manaus et sa zone franche n'en sont pas encore là. Parmi les chefs des quelque 800 entreprises que compte la région, dont 240 sont importantes, et les propriétaires des 2 400 établissements commerciaux, beaucoup mettent leurs employés en chômage technique ou en vacances forcées, à quelques semaines des fêtes de fin d'année. Même les plus optimistes ne prévoient pas d'embellie avant la fin

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Autonomie accrue et plus grande responsabilisation des dirigeants

IBM fait sa perestroïka

IBM se réorganise en profondeur. Le numéro un de l'informatique mondiale a révélé jeudi 5 décembre les détails d'un plan qui doit lui permettre de gagner en autonomie et en flexibilité.

Au fil des semaines, le géant de l'informatique IBM fait sauter les tabous qu'il s'était imposés. Après avoir conclu une alliance avec Apple, son anti-modèle, son frère ennemi, rompu les liens privilégiés qui l'unissait avec l'éditeur de logiciels Microsoft, annonce la semaine dernière un vaste plan de compressions d'effectifs avec 20 000 sup-pressions d'emploi prévues en 1992 sur les 350 000 que compte le groupe, John Akers s'attaque désormais aux structures. Dans le collimateur : le mode de fonctionnement ultracentralisé du paquebot IBM,

gage de puissance durant les années fastes de «Big Blue», encourage-ment à l'immobilisme et handicap à l'heure où l'ensemble du monde informatique vit une remise en cause perpétuelle, selon le patron du groupe. La nouvelle organisation ntée mercredi 4 décembre par M. Akers devant ses instances dirigeantes et rendue publique le lende-main a pour but de responsabiliser davantage ses troupes et de les rap-procher des marchés.

Premier bouleversement: l'introduction d'un management autonome par ligne de produits. Désormais, grands systèmes, mini-ordinateurs, ordinateurs personnels et stations de travail, composants, disques et télé-communications, feront l'objet d'une gestion plus individualisée. Grosso modo, le PDG du groupe applique à Pensemble du groupe ce qui a déjà été testé chez IBM-Europe.

Auparavant, le siège parisien d'IBM traitait. Peu à peu, les procédures de « reproting » ont été assouplies. IBM-Allemagne est, par exemple, responsable des grands systèmes pour l'ensemble du Vieux Continent. Elle traitera directement avec la direction «grands systèmes» aux Etats-Unis, sans passer par l'intermédiaire de Paris. Il en est de même pour IBM-Royaume-Um dans le domaine des ordinateurs personnels, d'IBM-France pour les télécommunications, ou d'IBM-Italie pour les systèmes intermédiaires.

Filialisation d'activités

Le plan Akers ne s'arrête pas là. Il prévoit - chose impensable chez IBM il y a encore quelques mois sation de certaines activités, comme la division imprimantes. IBM se donne ainsi les moyens Couvrir le capital des sociétés ainsi créées à d'autres partenaires.

Les entités mises en place seront plus autonomes... et désormais res-ponsables de leurs résultats. La démarche n'est pas en soi inédite. Son rival américain, le groupe DEC, l'a même précédée en réformant complètement ses structures au cœur de l'été dernier. Mais pour IBM, de par sa culture, son mode de fonctionnement très bureaucratique, le pas était plus difficile à sauter.

L'ampleur de cette révolution cul-turelle laisse d'ailleurs perplexe certains observateurs outre-Atlantique. «Il ne suffit pas de proposer un nouveau schema organisationnel pour saire évoluer les esprits», résumait M. Tom Peters, l'un des plus célèbres consultants en management aux Etats-Unis, dans l'hebdomadaire Business Week para jeudi.

CAROLINE MONNOT | Grain (99 200 tonnes).

Les soubresants de l'économie américaine

La dégradation de l'emploi fait craindre une nouvelle récession aux Etats-Unis

américain en novembre (6,8 %) ne doit pas masquer une réalité inquiétante : au cours du mois passé, l'économie des Etats-Unis a supprimé 241 000 emplois, au lieu d'un gain de 4 000 postes de travail en octobre. Si cette perte, la plus élevée depuis mars, ne s'est pas répercutée dans le taux global de chômage, c'est seulement en raison de la contraction de la population active (-300000 personnes) pendant la même période.

Cette dégradation est beaucoup plus forte que prévu puisque les analystes tablaient en moyenne sur 35 000 suppressions d'emplois. Elle montre que la reprise de la croissance, amorcée au printemps der-nier, s'est quasiment arrêtée, certains experts parlant même d'une

La stabilité du taux de chômage rechute dans la récession. L'inquiétude grandissante outre-Atlantique pourrait se traduire par une chute de la consommation des ménages qui représente à elle seule les deux tiers du produit national brut

> Alors que le dollar connaissait vendredi un nouvel accès de fai-blesse (5,35 francs à Paris), les autorités monétaires ont relâché les rênes du crédit pour redonner du souffle à l'économie. La Réserve fédérale (Fed) a injecté des liquidités dans le système bancaire afin de faire baisser d'un quart de point (4,4 % contre 4,75 %) les taux interbancaires au jour le jour.

> Mais force est de constater que la baisse des taux d'intérêt depuis un an aux Etats-Unis a eu jusqu'ici peu d'impact sur la croissance.

L'ouverture des magasins britanniques

Quand le gouvernement ferme les yeux le dimanche...

de la récession, les chaînes de magasins de grande surface ouvrent leurs portes, les unes après les autres, le dimanche. Le gouvernement laisse faire cette violation de la loi. L'Eglise d'Angleterre proteste.

LONDRES

de notre correspondant

Le premier dimanche de la révolte a été salué comme un succès par les principales chaînes de grandes surfaces, et comme un échec par les partisans du maintien du statu quo. A travers l'Angleterre et le pays de Galles, plusieurs centaines de magasins appartenant aux groupes les plus renommés -Tesco, Sainsbury's, Safeway, Asda et Gateway - ont ouvert leurs portes, en violation du Shop Act de 1950, hérité des lois victoriennes et toujours en vigueur, qui interdit le commerce dominical.

De nombreuses boutiques ont rejoint ce mouvement, lequel est vivement condamné par par les représentants de divers autres cultes. Le primat de l'Eglise d'Angleterre, le Dr. George Carey, archevêque de Canterbury, estime que ce commerce a pour effet de miner l'institution d'une journée hebdomadaire vouée au culte.

Des milliers d'emplois

Pour mener cette croisade, le Dr. Carey n'est pes seul : plus de soixante-dix parlementaires, appartenant aussi bien au Parti conservateur qu'au Parti travailliste et activement soutenus par le toujours puissant lobby puritain, ont signé une motion critiquant la position pour le moins ambigue du gouvernement. Mme Angela Rumbold, secrétaire d'Etat à l'intérieur, a, en effet, confirmé que le gouvernement n'ignorait pas que les supermarchés s'apprêtaient à braver la loi, laissant entendre que celui-ci avait choisi de fermer les yeux.

Le premier ministre lui-même s'est contenté de qualifier la loi de « bizarre », ajoutant qu'un

Pour compenser les effets compromis devait être trouvé entre les thèses en présence. M. Major est personnellement partisan d'une réforme d'une législation surannée et hypocrite, qui permet d'acheter des revues pornographiques le dimanche (dans les kiosques), mais pas le Bible. Le gouvernement britannique ne peut, cependant, prendre aucune décision tant que la Cour européenne de justice n'a pas rendu son arrêt à la suite d'une requête de la Chambre des lords. La question est de savoir si la loi britannique contrevient aux dispositions du traité de Rome sur la liberté du commerce. En attendant, la position officielle est... de ne pas en avoir.

> Le ministère des finances constitue, à lui seul, un puissant groupe de pression en faveur d'une libéralisation, et donc en faveur des grandes surfaces. lesquelles, comme tous les commerces, sont durement frappées par la récession économique : les ventes de détail ont enregistré une nouvelle baisse de 0,5 % en octobre. les pouvoirs publics, la révolte du commerce dominical va prendre de l'ampleur au cours des prochaines semaines. Le gouvernement est d'autant plus décidé à l'ignorer que bon nombre de Britanniques souhaitent pouvoir travailler le septième

Londres vient, à cet égard, de remporter une victoire symbolique importante sur le plan communautaire. La Commission de Bruxelles - sous la menace britannique de s'opposer à des compromis dans d'autres domaines lors du sommet européen de Maastricht - a accepté de ne pas insister sur l'application d'une directive prévoyant notamment l'interdiction dans tous les pays de la Communauté du travail dominical. La Grande-Bretagne estime qu'une telle disposition aurait pour conséquence de mettre en danger des milliers d'emplois, tout en représentant un manque à gagner évalué entre 2 et 5 mil-liards de fivres par en.

LAURENT ZECCHINI

EN BREF

🗆 L'URSS achète plus de 🗅 Temps de travail : l'industrie de 500 000 tonnes de blé américain. - l'habillement réclame plus de flexi-L'Union soviétique a acheté 513 700 tonnes de blé américain à des prix subventionnés, a annoncé, vendredi 6 décembre, le département américain de l'agriculture. Celui-ci versera une subvention moyenne de 52,16 dollars par tonne, dans le cadre du programme de soutien aux exportations lancé en 1985 par le président Reagan et poursuivi par son successeur. Cinq exportateurs effectueront la livraison, prévue pour décembre 1991 : Mitsu-bishi International (25 000 tonnes), Cargill (120 000 tonnes), Louis Dreyfus Corp. (219 500 tonnes). Harvest States Cooperatives (50 000 tonnes) et Continental

bilité. - Le président de l'Union des industries de l'habillement (UIH), M. Henri Weil, a souhaité, vendredi 6 décembre à Bordeaux, une plus grande « flexibilité du temps de travail, dans un consensus social». Seule, cette flexibilité permettrait selon lui de répondre à des commandes de dernière minute, sans recourir alternativement au travail clandestin ou au chômage partiel . M. Weil n'a pas précisé ce que devrait être ce téaménagement, mais a indiqué que cclui-ci faisait l'objet d'une étude à l'initiative du ministère du travail.

Les regroupements dans le transport aérien

Les pourparlers entre British Airways et KLM seraient proches du dénouement

- AMSTERDAM

de notre correspondant Seion les médias nécriandais, les Seion les médias nécriandais, les discussions que mènent, depuis la mi-octobre, British Airways et KLM approchent du dénouement. Les deux compagnies aériennes parsissent devoir fusionner, tout en continuant d'exister séparément, et d'être cotées respectivement aux Bourses de Londres et d'Amsterdam.

serait appelé à trancher, au sein duquel British Airways aurait un poids prépondérant, afin de refléter sa supériorité économique. La compagnie britannique a enregistré, en 1990, un chiffre d'affaires de 49,5 milliards de francs contre 19,5 mil-tiards de francs pour KLM.

Brilish Airways et KLM devien-draient les actionnaires d'un holding qui assurerait la gestion de leurs acti-vités. Le pouvoir serait également (1 050 millions de francs). Le souci

partagé entre les deux compagnies mères, qui auraient le même nombre de représentants à la direction. En cas de désaccord, un conseil spécial de la fill de la pas se laisser cavalers. La discussion se poursuit à propos de la répartition des bénéfices. British Airways en vondrait 80 %, alors que KLM en revendiquerait au moins 35 %. La clé de partage des bénéfices semble constituer le dernier obstacle à une fusion qui donnerait naissance à une russon qui tonnatat prophenne, à la première compagnie européenne, sous réserve de l'accord des gouver-nements respectifs et du feu vert de la Commission européenne.

CHRISTIAN CHARTIER

des achats en provenance de

Londres sur des rumeurs de ces-

sion d'un des deux grands

actionnaires de ca groupe d'em-ballages, le français CGP ou le

Enfin, la semaine aura été aussi

marquée par les offres publiques

d'achat (OPA). Le Conseil des

Bourses de valeurs (CSV), orga-

tion boursière, a accepté l'offre lancée sur les deux tiers du capi-

tal du Printemps par Pinauft et

celle sur l'intégralité des actions

d'Exor par l'Ifint, holding du

groupe italien Agnelli. Une déci-sion qui n'a pas l'air d'avoir satisfait les minoritaires, puisque

ceux du Printemps demandant

une extension sur la totalité des

actions, et ceux d'Exor un prix

supérieur à celui retenu. Ven-

dredi, s'est achevée l'OPA sur la

Compagnie des signaux et d'équipements électroniques

(CSEE). Quadral, qui reste le pre-

mier porteur de titres, n'auran

pas réussi à collecter d'actions.

En effet, les deux autres action-

naires minoritaires du groupe,

GPG et l'italien Finmeccanica, ont

bioqué l'opération en maintenant

le cours de la CSEE netterment au-dessus des 150 francs propo-

sés pour l'OPA. Une assemblée

cénérale, vendredi, a réuni les

protagonistes dans une ambiance

tendue metrant en évidence les

oppositions. Des représentants

du personnel ont alors vivement

réagi, souhaitant pour l'entreprise

que la guerre des trois n'ait pas lieu.

Produits chimiques

DOMINIQUE GALLOIS

4375 1831

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

titres

89 728 358 430

146 129 131 003

Arjomari Prioux 712 560 1 701 161 062 Total Cat. B..... 986 086 1 044 563 501 Aleatel-Alsthom 1 701 858 933 630 212

B.S.N.

Eaux (Gén.).....

Carrefour...... Pengeot SA.....

Lyon. Dumez .. L'Oréal

Nbre de Val. en

сар. (F)

636 183 059

353 783 427 337 294 935

296 435 081 285 037 097

131 003 445 341 256 939 027 540 166 256 546 739 344 269 225 838 538

6-13-91 Diff.

- 35

britannique MB Carabon.

nisme chargé de la régle

Ciel d'orage

De toutes parts, INDICE CAC 40 l'horizon s'est bouché cette semaine, assombrissant un peu pius un marché gagné depuis plus de deux mois par

la « sinistrose ». Après son plus haut de l'année (1 888,35, le 23 septembre), l'indice CAC 40 n'a fait que se déprécier malgré quelques sursauts. Le recul est allé en s'amplifiant au cours de ces trois dernières semaines, l'accélération ayant été provoquée par le craquement de Wall Street à la minovembre. Les cinq séances écoulées n'ont pu enrayer la ten-dance puisque le recul atteint les

A l'exception d'un petit redressement mardi (+ 0,79 %), toutes les journées ont été maussades (- 1,78 % lundi, - 0,48 % mer-credi, - 0,62 % jeudi et - 1,03 % vendredi). Au soir de la Saint-Nicolas, l'indice CAC 40 a terminé à 1 685,72. La progression des valeurs depuis le début de l'année n'est plus que de 11 % alors qu'elle avait culminé à 25 % voici à peine deux mois. La place française est désormais revenua à son niveau du 19 août demier, journée marquée par la tentative de coup d'Etat contre le numéro un sovié-

tique, M. Mikhail Gorbatchev. Les mauvaises nouvelles sont arrivées des quatre points cardinaux. Lundi 2 décembre, le coup de froid est venu du pays du Soleil-Levant (- 3,1 % à Tokyo), les investisseurs nippons s'inquiétant du ralentissement de

l'économie japonalse. Le tourbil-lon a été provoqué ensuite par des vents venent des Etats-Unis et d'URSS. La Vnechekonombank (VEB), banque du commerce extérieur soviétique, en suspendant mercredi le paiement de sa dette, a perturbé immédiatement les marchés.

Le plus inquiétant est venu d'outre-Atlantique, avec la révision à la beisse du produit natio-nal brut au troisième trimestre (+ 1,7 % contre + 2,3 % à la première estimation) mercredi et 'aggravation de la situation de l'emploi (241 000 postes suppri-més en novembre) vendredi. Ces statistiques ont de nouveau entamé les espoirs en une reprise de l'activité en Amérique du Nord. A cela s'est ajouté le trouble venu d'Allemagne malgré le maintien jeudi des taux à leur niveau. Les investisseurs s'attendent à une modification des parités monétaires au sein du sys-tème monétaire européen (SME) après le sommet de Maastricht des 9 et 10 décembre. En attendant, le mark est demeuré très fort par rapport au franc, et le dollar a poursulvi son recul.

La déception de Dior

Les déconvenues cette semaine auront été variées. La olus spectaculaire est sans nul doute la désaffection des actionnaires envers Christian Dior. Le placement en France, contrairement à celui de l'étranger, est loin d'avoir été un succès. La demande pour ce groupe de luxe a été à peine deux fois et demie

d'actions sollicitées pour 1,3 million offertes). Mais, plus troublant, dès le premier jour de cotation, jeudi, le titre est tombé sous sa valeur d'émission, passant de 410 francs à 404 francs et perdant 1,5 %. Le recul s'am-plifiait le lendemain avec un tassement de 4 % sur le marché au comptant (387,80 francs). « Rien ne iustifie cette décote, il faut laisser passer l'orage », affir-

mait-on au siège du groupe. Qu'en sera-t-il pour le Crédit local de France (CLF), cette fausse privatisation, dont la première cota-tion interviendra le 11 décem-bre ? Là aussi, les résultats montrent le peu d'appétit des Français pour les valeurs mobilières. Dans ce contexte, l'ERAP mettra-t-il les 2 % du capital d'Elf-Aquitaine sur le marché comme prévu? Autre déconvenue de la

semaine, Métrologie internatio-nale. La valeur en l'espace d'une semaine a chuté de 30 %. Selon des rumeurs, ce groupe de distribution informatique aurait pâti d'une discussion entre son président, M. Roger Haddad, et ses banquiers. «Il est évident que, dans la difficulté, nous sommes solidaires », leur aurait-il dit au cours d'une réunion privée. Les banquiers auraient interprété ces propos comme l'imminence d'un dépôt de bilan, la société étant en cours de restructuration après avoir enregistré au premier mestre une perte de 80 millions de francs...

Cette grisaille a été un temps troublée par les spéculations autour de CMB Packaging. La

6-12-91 Diff.

881 - 214 661 - 71 250,20 - 19,80 1 390 - 65 429 + 3 4 611 - 150

6-12-91 Diff.

- 11 + 0,50 + 2,30

830 37,20 427

679

164,50 -438,20 -285 -

421 - 2 961 - 6 205,10 - 13,40 791 - 25

- 214

881

Filatures, textiles

magasins

Air liquide.

CGIP.

Europe 1

NEW-YORK

Inquiétudes

ROCE DOW JONES ciée sous le poids des inquiétudes sur l'état de santé de l'économie améri-caine. Un reboud technique d'une

quarantaine de points en début de semaine a tou-tesois limité les pertes. L'indice perdu 0,28% par rapport à la

La progression de lundi a été suivie par des prises de bénéfices dans les séances suivantes, les investissence institutionnels ne souhaitant pes prendre de risques en cas de nouvelle chute de Wall Street. Les inquiétudes persistantes sur l'état de santé de l'économie américaine, qui pourrait courir le risque d'une récession en deux temps, out été renforcées par la révision en baisse de la croissance au troisième trimestre. A cela s'est ajoutée la nouvelle d'une vague de suppressions d'emplois en novem-

Cette demière donnée a encou-ragé la Réserve fédérale américaine (Fed) à assouplir sa politique de crédit vendredi en provoquant la baisse du taux interbançaire au jour le jour. Certains experts se sont montrés sceptiques face à cette nouveile tentative du Fed pour relancer l'économic américaine, soulignant que la forte baisse des taux d'intérêt depuis un an a

Wall Street s'est en très peu d'effet sur la crois-légèrement dépré-sance. « C'est une goutte d'eau sance. « C'est une goutte d'eau dans la mer », a estimé M. Alan Ackerman, vice-président chez Reich and Co. La dégradation de l'emploi inquiète car eile pourrait être suivie par un nouvezo recui des dépenses de consommation et d'une éventuelle rechute dans la récession. L'enquête des directeurs des achats des grands groupes industriels américains a par ailleurs montré que l'économie américaine a continué à croître en novembre mais à un sythme nettement plus lent que le mois précédent. Indice Dow Jones du 6 décemles as reless du mare

lo jur actes d

bre: 2 886,40 (c. 2 894,68).			
	Cours 29 nov.	Cours 6 déc.	
Alcos ATT Bocing Chate Man. Bank Du Pant de Nemours Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motori Goodyear 18M ITT Mobil Oil	58 1/2 36 1/4 44 1/4 15 44 3/8 46 5/8 58 5/8 54 1/8 64 3/4 30 3/4 47 7/8 92 1/2 51 3/4 66 1/4	58 57 37 38 43 78 44 78 44 78 45 14 57 14 57 14 53 78 53 78 53 16 59 17 54 16 69 17	
Schlumberger Texaco UAL Curp. (cs. Alicga) Union Carbide United Tech Westinghouse Xerox Corp	61 58 1/4 125 17 1/2 47 5/8 15 7/8	61 1/4 57 3/8 116 3/4 17 1/4 46 3/8 15 63 1/2	

TOKYO

Quatrième semaine de baisse

La Bourse de Tokyo a atteint son plus bas niveau depuis trois mois, et la plupart des investisseurs envisagent une vague de ventes

à l'approche de l'expiration. 13 décembre, des contrats de décembre sur le marché à terme. L'indice Nikkei a clôturé sons la barre des 22.000 yens lundi pour la première fois depuis le 28 août. Il a ensuite fluctué pour terminer la semaine à 22,445,06 yens, en baisse de -1,06% par rapport à la semaine précédente. Il s'agit de la quatrième baisse hebdomadaire consécutive. Le volume des tran-sactions a été pen étoffé avec une moyenne quotidienne de 218,4 millions d'actions échangées pour une valeur de 229,5 milliards de yens. La semaine précédente, 250,9 millions d'actions avaient changé

milliards de yens. La journée la plus marquante fut celle de lundi. Ce jour-là, le Nikkei a plongé de 695,06 yens (3,1%) pour clôturer à 21.992,29 yens après une chute des indices des

de main pour un moutant de 225,3

transactions à terme. Les investisseurs ont également été refroidis par la publication des résultats semestriels des sociétés qui se sont révélés pires qu'ils ne l'attendaient. Le Nikkei a gagné ensuite 0,79 % puis 2,27 % (mardi et mercredi) avant de reperdre 0,93 % jeudi puis 0,06 % vendredi. Le gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Mieno, a continué i écarter l'éventualité d'une nouvelle baisse du taux officiel d'escompte - après la baisse de 0.5 point le 14 novembre à 5% par an, - laissant supposer peu de mouvements

importants sur le marché. Indices du 6 décembre: Nikkei 22.445,06 (c.22.687,35); Topix 1706 (c.1.731,30).

	Cours 29 nov.	Cours 6 déc.
Akai	826 1 070 1 340 2 560 1 480 1 410 672	834 1 080 1 400 2 440 1 510 1 400 673
Sony Corp.	4 500	4 250

LONDRES Affecté par Maxwell -1.3%

La Bourse de Londres s'est nettement dépréciée, affectée par les rebondissements de l' « affaire Maxwell » et la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemands. L'indice Footsie, en perdant 1,3 %, est tombé à son niveau le plus bas depuis neuf mois. L'effondrement sous le poids de sa dette de tout l'empire de presse et d'édition fondé par Robert Maxwell, un mois tout juste après sa mort, et la découverte d'apparentes malversations financières dans la gestion des sociétés qui le composaient ont déprimé les investisseurs, qui s'inquiètent pour le remboursement de la lourde dette de près de 4 milliards de livres. Au début de la semaine, la persistante faiblesse de a livre sterling, due aux craintes

mands, a un peu plus alourdi le marché. Indices **FT** du 6 décembre : 100 valeurs, 2 388,7 (c. 2 420,2); 30 valeurs, 1 802,8 (c. 1 839,7); mines d'or, 163,5 (c. 171,4); Fonds d'Etat, 87,70 (c. 86,04).

d'un relèvement des taux alle-

	Cours 29 nov.	Copps 6 dec.
Bowater BP Charter Courtanids De Beers Glaxo GUS KCI Reuters Shedl Vualityrer Vickers	6,78 3,47 4,69 17,53 18,61 19,83 19,83 8,21 8,21 4,50	6,57 2,90 4,93 4,56 16,25 8,03 11,62 9,48 4,78 8,28 1,62

FRANCFORT Troublée par l'URSS **- 0.53 %**

La Bourse de Francfort, troublée par la dégradation de la situation économique soviétique et par la décision de la banque du commerce extérieur de ne plus rembourser sa dette, a fait preuve de nervosité. Les valeurs se sont alors dépréciées en moyenne de 0,53% au cours de la semaine. Selon la Kommerzbank, aucune évolution à court terme n'est à attendre auprès des Bourses allemandes, influencées également par la conjoncture américaine en repli ainsi que par une stricte politique monétaire

menée par la Bundesbank. Cependant, les perspectives à moyen terme sont encourageantes, a ajouté la troisième banque allemande, en raison d'une hausse attendue des exportations alle-mandes, à la suite d'un renouveau du commerce mondial. Le volume des transactions sur le marché des actions des huit places boursières aftemandes s'est élevé cette semaine à 22,71 milliards de DM. Indices du 6 décembre : DAX, 1.558,18 (c.1.566,57); Commerz-bank 1.801,8 (c.1.814,60).

Dank 1.001,0 (C.1.814,00).			
	Cours 29 nov.	Cours 5 déc.	
AEG	204 229,60 274 243 645 225,50 630 241,50 610 303,20	202 227,50 273,20 1 795,80 654,50 224,90 619,50 243 607,50 794,40	

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	6-12-91	Diff.
AGFAXA (ex-Cic Midi)	450 780	- 20 - 53
Bail Equipement Bancaire (C*)	105 417,50	- 3,90 - 34,50
CCF	580 150,20	- 40 - 8,30
CFF	896 306,60	- 31 + 0,60
Chargeurs	873 225 1 278	- 42 - 22 - 73
GAN Locindus	1 552 1 511	- 119 - 119
Paribas	344 584	- 25 - 41
Société générale Sovac	432,50 725	- 15,50 - 7
Suez (Cª fin.) UAP	271,50 477	- 14,50 - 3,70

<u>Alimentation</u>

	6-12-91		Diff.
Béghin-Say	548	-	22
Bongrain	2 435	I -	84
BSN	948	I	2
Carrefour	2 136	j +	22
Casino, G., Per	132,70	-	3,60
Guyenne-Gasc	t 335	+	25
LVMH	3929	I	80
Olipar	165,50	i-	15,50
Pernod-Ricard	1 2 L 5	ļ-	17
Promodès	2 656	+	10
Saint-Louis	1148	1-	80
Source Perrier	1 235	I-	35
Martis	22.0	ı_	190

Métallurgie, construction mécanique

COMPLETE MECHANISM				
	6-12-91	Diff.		
Alspi	310 313,50 1 430 325 460 563 1 600 698 533	- 11 - 1,50 + 105 + 2 - 100 - 23 - 50 - 26		

258,5 - 6,50 Bâtiment, travaux publics

	6-12-91	Diff.
Auxil d'entr	1 042	+ 17
Bouygues	490,10	- 34,90
Ciments français	276,10	- 16,40
GTM	330,10	- 0,90
Immob. Phénix	155,30	- 3,40
J. Lefebvre	776	- 40
Lafarge-Coppée	303	inch.
Polict	398	+ 2
SC:F_SR	1 707	!— X

<u>Pétroles</u>

	6-12-91	Diff.
BP-France ELF-Aquitaine Esso Primagaz Sogerap Total Exson Petrofina	123 375,20 641 561 341 986 314	- 7 - 5,60 + 11 - 5 - 17 - 63 - 12,40 + 14

Mines, caoutchouc

icophysique	539 218.50	- 66 1,50		6-12-9
Aétaleurop Aichelin	66 115,50 46,65	- 3 - 7,5 - 3,95	Agache (Fin.) BHV Damart DMC	88 66 2 29 25
Mines d'or, o	i,77 diamar	<u> </u>	Gal. Lafayette Nonv. Galeric La Redoute	1 39 42 4 61 2
	6-12-91	Diff.	\$COA	
nglo-American	215,70	- 13,30 - 2 10	Valeurs dive	rses

6-12-91 Diff.

Mines d'or, diamants					
	6-12-91	Diff.			
Anglo-American Buf. Gold M De Beers	215,70 60,70 156,20	- 13,30 - 2,10 - 15,80			

<u>ou indexé</u>		
	6-12-91	Diff.
8,80 % 1977	123,57 100,35 100,25 99,35 102,1 4169 98,7 98,6	+ 0,12 - 0,15 - 0,6 + 0,05 - 1 - 0,25 - 0,2
CNB Sucz 5 000 F	98,65	- 0,15

<u>Valeurs à revenu fixe</u>

<u>ou indexé</u>		
	6-12-91	Diff.
8,80 % 1977 10 % 1978	123,57 100,35	+ 0,12 - 0,15
9,80 % 1978 9 % 1979 10.80 % 1979	100,25 99,35 102,1	- 0,6 + 0,05
CNE 3 % CNB bq. 5 000 F	4 169 98,7	- 1 - 0,25
CNB Paribas 5 000 F CNB Sucz 5 000 F	98,6 98,65	- 0,2 - 0,15 + 0,05

ou mucat		
	6-12-91	Diff.
8,80 % 1977	123,57 100,35 100,25 99,35 102,1 4 169 98,7 98,6 98,65 99,1	+ 0,12 - 0,15 - 0,6 + 0,05 - 1 - 0,25 - 0,2 - 0,15 + 0,05

<u>ou inaexe</u>		
	6-12-91	Diff.
8,80 % 1977	123,57 100,35 100,25 99,35 102,1 4 169 98,7 98,6 98,65 99,1	+ 0,12 - 0,15 - 0,6 + 0,05 - 1 - 0,25 - 0,2 - 0,15 + 0,05

Saulnes Châtillon

MATIF Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 6 dévembre 1991 Nombre de contrats : 1421 376

COURS		ÉCHÉ	ANCES	
	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92
Ртешіет	106	106,22	107	-
+ baut	106,22	106,42	107,10	-
+ bas	105,84	106,06	107	-
Dernier	105,88	106,10	107	-
Compensation	105,88	106,10	106,86	106,76

ı	LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) Cours du vendredi au jeudi					
Ì		29-11-91	2-12-91	3-12-91	4-12-91	5-12-91
	9M	3 674 003	1 820 020	2 714 137	2 640 996	0 100 014

	27-11-91	2-12-71	3-12-71	4-12-71	3-12-91	
RM Comptant	2 674 002	1 838 920	2 714 137	2 640 885	2 180 814	
R. et obl. Actions	6 099 394 121 538	7 637 205 131 331	5 965 480 68 800	5 500 111 882 864	6 237 500 178 016	
Total	8 894 934	9 607 456	8 748 417	9 023 860	8 596 330	
INDICES	S QUOTID	IENS (INS	EE base 10	0, 28 décem	bre 1990)	
Françaises . Étrangères .	114,4 109,7	112,4 108	112,7 108,7	112,8 108,6	112 2 107,7	
	INDICES CAC (du lundi au vendredi)					
	2-12-91	3-12-91	4-12-91	5-12-91	6-12-91	
	(ba	se 100, 31 d	écembre 19	81)		
Général	471.9	470.8	472.9	467.4	467	

(hase 100, 31 décembre 1987) CAC 40 | 1 708,78 | 1 722,21 | 1 713,93 | 1 703,23 | 1 685,72

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

(*) Du vendredi 29 novembre [99] an jeudi 5 décembre 1991 inclus,

1			- 1
Valous	Hansse %	Valours	Baisse %
Guyesec Gasc Synthelebo Salomon SA	***********	Métrologie Crajd Penho3 Bafin Pras de Calais Géophysique SPEP Dynaction SCOA BNP (T Total cat. B SCOR SA SCOR SA	- 30,4 - 18,8 - 17,9 - 16,3 - 13,4 - 12,4 - 10,3 - 10,7 - 10,7 - 10,6 - 9,7 - 9,6
Ortal (L')	+ ľ	Olipar	- 9.5

MARCHE LIBRE DE L'UN				
	Cours 29-11-91			
Or din (idio en barre)		64 250 64 800		
Pièce française (20 fr.) Pièce française (10 fr.)		377 486		
Plàce suisse (20 ft.)		382 388		
Price tunisienne (20 fr.) . Storrerain	385 476	365 475		

MADOUÉ LIDDE DE L'OD

fançaise (10 fr.)	285	480	d Etat, 87,70 (c.	00,U-
isea (20 fz.)	380	382		Com
ine (20 tr.)	376	388 }	1	29 no
tunisiense (20 fr.) .	385	366	1	
a	476	475	Bowater	6, 3, 5, 4,
rah Eksteth II	480	475	BP	3,4
1007478h	385	390 (Charter	5,
20 dolars	2100	2195	Courtanids	44
10 dellars	1 022,50	1 110	De Beers	
5 dollara	500	810	Glaxo	7,
50 pesses	2 450	2405	GUS	18/
20 maris	451	467 ∫	ICI	12,
10 forine	356	376	Reuters	9,
5 roobles	280	295	Shell	4, 8,
oblicas dire na son	t cottles on	à la mission	Unikver	8,

Vers un réveil du marché allemand?

Aiguillonnés par la réussite du L'affaire est placée sous la direction de la BHF-Bank. Son débiteur marché français, de nombreux spécialistes allemands espèrent, pour le début de l'année prochame, une sorte de renaissance de leur propre compartiment, celui des obligations en marks qui, tout au long de 1991, a soufiert d'un certain effa-cement. Certains des tout grands emprinteurs semblent leur donner raison. Ils se montrent nettement plus intéressés par la monnaie allemande qu'il y a quelques mois. Ce changement d'attitude est vraisemblablement lié aux difficultés récentes du marché de l'écu qui, contrairement à ses principaux concurrents, ceux du franc ou du mark, n'est ouvert aux débiteurs que par intermittence. Un pays européen est déjà sur les rangs la Beigique, dont le Trésor public envisage de lancer en janvier une grande émission internationale libellée en DM.

On attache une grande impor-tance à des projets de ce genre qui promettent d'être plus significatifs que les transactions actuelles. Le compartiment allemand est présentement sollicité pour des montants assez importants par certains des meilleurs débiteurs du monde à qui il est fait un très bon accueil. Mais, comme leurs émissions s'inscrivent dans une conjoncture fiscale particulière, on ne saurait en tirer de conclusion définitive. Celle lancée par l'intermédiaire de la Dresdner Bank pour le compte de la Communauté européenne du charbon et de l'acier bénéficie d'un traitement de faveur en Italie. Les intérêts des titres seront entièrement versés aux investisseurs de ce pays, sans déduction d'aucun précompte. Ce privilège est appelé à disparaître. C'est peut-être la dernière opération de la CECA à qui il s'applique le investisseme italient en que. Les investisseurs italiens en sont bien conscients et cela aiguise encore leur appétit (le Monde daté 24-25 novembre).

16.70%

1 12 12 1809 S

Un second emprunt en marks, dont la durée est aussi de cinq ans, est également considéré comme une des réussites de la semaine.

est la Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (Eurofima) qui, contrairement à la CECA, n'offre aux investisseurs italiens aucun avantage de nature fiscale. En revanche, ses titres sont très intéressants pour les Autrichiens. D'une façon générale, en Autriche, une retenue à la source de 10 % vient réduire le revenu des placements en obligations; seules, celles émises par des organisations supranationales échappent à ce pré-compte. Les autorités de Vienne font preuve à cet égard de beau-coup de libéralisme. Elles en ont témoigné une fois de plus ces der-niers jours en ajoutant un nouveau nom à la liste des débiteurs dont les titres sont exempts de tout impôt anticipé. Il s'agit de NIB, la Banque d'investissement des pays nordiques, qui s'apprête à lever des fonds pour la première fois sur le marché autrichien. D'une durée de trois ans, son emprunt, dirigé par la Girozentrale de Vienne, se montera à un milliard de schillings (près de 490 millions de francs). Son taux d'intérêt facial sara de Son taux d'intérêt facial sera de 8,625 % et le rendement réel

L'attrait des organisations supranationales

Globalement, la première semaine de décembre a d'ailleurs été marquée par une forte présence des emprunteurs supranationaux. La Banque européenne d'investis-sement a soilicité le marché de l'eurodollar, la Banque mondiale celui de l'euro-yen et la Banque interaméricaine de développement celui du franc suisse. Ces transactions ont certainement bénéficié des privilèges fiscaux qui leur sont attachés en Italie ou en Autriche. Mais, comme dans le cas de la CECA ou d'Eurofima, cela n'explique pas tout. Leur succès reflète également l'attrait qu'exerce sur l'ensemble des investisseurs la qualité de signatures particulièrement

prestigieuses. En eurofrancs français, les emprunteurs se succèdent à un rythme soutenu. Il y a eu sept émissions nouvelles depuis le début du mois et les transactions prennent les formes les plus diverses.

Parmi les nouveaux débiteurs, une entreprise japonaise du secteur minier, Mitsui Mining & Smelting, cherchait, par l'intermédiaire d'un groupe de banques placé sous la direction du Crédit lyonnais, à lever pour 360 millions de francs d'obligations d'une durée de quatre ans, rémunérées au taux de 6,375 % l'an et munies de bons de souscription d'actions. Cette émission est la seconde du genre à voir le jour dans le compartiment français. Ailleurs, en particulier dans ceux du dollar, du franc suisse ou du mark, les emprunts japonais de ce type sont fréquents. Les banques françaises déploient de grands efforts pour attirer ces déplieurs sur le marché du franc. Elles n'y parviennent que lentement car elles ont un handicap à surmonter qui tient au faible nombre des établis-sements financiers habilités à diriger des emprunts en eurofrancs. Aucune banque ou maison de titres japonaise n'a encore été autorisée à assurer le secrétariat d'une émis-sion en francs. Elles le font couramment sur d'autres marchés et il est normal qu'elles dirigent vers ces autres places le gros des débiteurs japonais. Mais comme les entreprises nippones ont besoin de diversifier leurs sources de financement et que le marché du franc est un de ceux qui fonctionnent le mieux, elles ne peuvent plus l'igno-rer. L'opération de Mitsui Mining est intéressante car les actions di débiteur ne sont pas cotées à la Bourse de Paris. Jusqu'à il y a peu de temps, de nombreux spécialistes pensaient que seules les sociétés cotées à Paris pouvaient envisager d'émettre de tels emprunts. On sait désormais que le cercle des candidats est beaucoup plus large.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Lourde rechute du dollar

En reprise la semaine dernière, après un vif repli, le dollar a lourdement rechuté cette semaine, tombant à son plus bas niveau depuis neuf mois, c'est-à-dire depuis mars dernier, au début de sa remontée après la guerre-éclair dans le Golfe : vendredi 6 décembre, en fin d'aprèsmidi, en le retrouvant à 1,5650 deutschemark contre 1,63 deutschemark huit jours auparavant, et à 5,3650 francs contre 5,56 francs le 29 novembre. Motif? La très mauvaise surprise constituée par une chute de 241 000 unités sur les emplois non agricoles aux Etats-Unis en novembre, alors que les prévisions ne portaient que sur une diminution de 31 000 à 33 000. Cette chute confirmait la crainte d'un essoufflement de la reprise éco-nomique de l'autre côté de l'Atlanti-que, déjà renforcée par une révision en baisse de la croissance du produit national brut américain au troisième trimestre 1991, ramené de 2,4 % à

Certes, pour le deuxième trimes-tre, toujours après révision, le PNB a augmenté de 0,3 % au lieu de reculer de 0,3 %. Mais les chiffres rendus publics pour le troisième tri-mestre indiquent guerne de la literation de la liter ladite reprise s'essouffle aux Etats-Unis, et, maintenant, les milieux politiques et financiers redoutent une dégradation de la situation au prochain trimestre, comme bien des indices semblent le suggérer. De plus, la stagnation de l'indice précurseur américain pourrait « signifier l'approche d'une période de stagnation», selon plusieurs économistes.

novembre était la plus forte depuis s'affaiblit ou le mark s'affermit, au choix, sans doute en liaison avec le coup, les milieux financiers internationaux s'attendent à une nouvelle diminution des taux directeurs de la Réserve fédérale des Etats-Unis, à commencer par celui du marché interbancaire (federal funds) qui a déjà glissé à 4,50 % au lieu des 4,75 % officiellement pratiqués. Le taux de l'escompte, abaissé à 4,50 % en novembre, et qui constitue un butoir, pourrait revenir à 4 %... Une telle diminution, face à une Bundesbank qui continue énergiquement à mener une politique de taux d'intérêt élevés, ne peut qu'entraîner le dollar vers les profondeurs, cer-tains opérateurs le voyant déjà à 1,52 DM ou 1,50 DM en fin d'an-née ou au début de l'année prochaine. Rappelons que le billet vert avait, au début de 1991, atteint son plus bas cours historique contre mark à 1,44 DM, sa cotation à Paris s'établissant aux environs de 4,90 francs. Nous n'en sommes plus très loin.

Faiblesse du franc

A dollar faible, mark fort, et les tensions se sont ravivées au sein du système monétaire européen, aux dépens du franc français et de la lire italienne. A Paris, la devise allemande a de nouveau dépassé le cours fatidique de 3,42 francs, à un centime du plafond, au taux de 3,4305 francs, cours qui déclenche invariablement les interventions de Sur les marchés des changes, la la Banque de France : à la veille du réaction a été immédiate : le dollar a fléchi dans les minutes qui ont suivi, les opérateurs faisant remarquer que de 3,42 francs. On notera que tous

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

SEU. Francis suisse D.mark Franc beige Florin

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 décembre, 4,1918 F contre 4,2753 F le vendredi 29 novembre 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

la diminution des emplois en les ans, à la même période, le franc règlement des échéances de sin d'anmagne. En janvier ou février, souvent, les tensions s'apaisent. Si elles ne s'apaisaient pas, la Panque de France serait, probablement, contrainte de relever à nouveau ses taux directeurs.

Ouestionné sur ce suiet à sa conférence de presse du jeudi 5 décembre, le gouverneur de ladite banque, M. Jacques de Larosière, a répondu que la primauté de la stabi-lité monétaire était « totale », ajoutant, avec une prudence de serpent : «On verra, on s'adaptera au marché, on avisera. » Interrogé sur l'étrange faiblesse du franc, monnaie d'un pays dont les « données fondamentales » (inflation, prix, déficit budgé-taire) sont bien meilleures que celles de l'Allemagne, le gouverneur a rétorqué, résigné: « C'est une ques-tion qu'il faut poser aux marchés », ajoutant que les errements passés de la France en matière d'inflation ont laissé dans les esprits une certaine

Autre devise affectée par la hausse du mark, la lire italienne a touché son plus bas cours par rapport à la devise allemande (758 lires), ce qui a entraîné des interventions de la Banque d'Italie.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN déc. 1991

MATIÈRES PREMIÈRES

Les jours agités du cuivre

« Le cuivre, messieurs, le cui-we!». C'est par ces quelques mots rituels que commençait naguère du LME ont dû faire acte d'auto-Exchange (LME), la cotation du métal rouge. Au même instant, Big Ben retentissait des douze coups de des prix du cuivre, soumis à une des prix du cuivre, soumis à une midi. Si une sonnerie électrique a remplacé l'huissier oracle, la fixation des prix est restée un acte furtif qui dure à peine plus que le temps d'un éclair. Dix minutes le matin, autant l'après-midi. Tout va très vite, on ne comprend pas toujours très bien, des fortunes se font et se défont, le sort d'industries entières se joue autour du « ring » du LME. Si les contrats de livraison négociés sur le marché à terme portent sur une échéance de trois mois, c'est au cuivre qu'on le doit. A la fin du siècle dernier, on cal-cula qu'il fallait précisément trois mois à un navire de métal chargé à Valparaiso pour atteindre Londres. L'ouverture du canal de Suez en 1869 permit aussi de «toucher» l'étain malais dans le même délai.

Vieille institution créée en 1877 · l'année du premier tournoi de Wimbledon et de l'invention du téléphone par Graham Bell, - le LME fut le joyau marchand et domestique de l'empire colonial britannique. On y traitait le cuivre de Zambie, l'étain de Malaisie, les métaux canadiens, australiens, sudafricains et nigérians.

Les prix restaient stables des mois durant sur Lombard Street, où la spéculation était honnie. Ceux qui, parmi les «traders» londoniens, ont la mémoire de ces

PRODUITS	COURS DU 6-12
Cuivre h. g. (Lucius)	1 234 (- 6.5)
Trois mois	Livres/tonne
Aleminium (Louist)	1 197 (- 66)
Trois mois	Doflars/tonne
Nickel (Londra)	7 100 (- 75)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	282,7 (+ 1,7)
Mars	Dollars/tome
Caff (London)	1 670 (+ 451)
Janvier	Livres/toone
Cacas (New-York)	1 284 (+ 99)
Mars	Dollars/tonse
Blé (Chicago)	379 (+ 11)
Mars	Cents/boissess
Malls (Chicago)	246 (+ 8)
Mars	Cents/boisseau
Solis (Chings)	171.6 (- 6)
Januaries	Dollars/L. courte
La chiffin serie assessblere indiana la	

Le chiffre entre parenthèses indique la

chaque jour, au London Metal rité en début de semaine en décitentative d'étranglement par plusieurs sociétés de négoce japonaises, dont principalement Sumi-

> Depuis plusieurs semaines, le marché était sens dessus dessous. Alors que l'offre mondiale est nettement supérieure à la consommation (par le jeu de la suroroduction et de l'affaiblissement de la demande dû à la récession), les prix spot du métal étaient en situation dite de déport. Autrement dit, une tonne de cuivre livrable dans les 24 heures était plus chère (on a compté jusqu'à 130 livres d'écart) qu'une même tonne livrable trois mois plus tard. Situation tout à fait anormale sur un marché excédentaire. En principe, c'est seulement lorsque le métal est rare, lorsque l'approvisionnement est menacé. que le comptant est supérieur au terme.

> Sur le marché, on connaissait les responsables. Sumitomo et consorts, après une tentative infructueuse en mai, adoptaient une pratique de « squeeze » : ils contrôlaient (et contrôlent encore) près de 60 % des stocks du LME, une position qui a artificiellement asséché le marché et dopé les cours au-delà du raisonnable. Les opérateurs à découvert (ayant vendu à terme du métal sans le posséder) ont dû se «racheter» en catastrophe, à des prix très élevés.

En décidant de limiter les écarts de prix quotidiens, les autorités du LME ont mis provisoirement un terme aux excès. La prime du comptant sur le terme s'est peu à pen résorbée en milieu et fin de semaine, tombant à 50 livres, puis à moins de 25 livres. Pour sa défense, le patron de Sumitomo a expliqué que ses achats massifs de cuivre physique à Londres avaient été effectués pour le compte d'industriels nippons mais aussi thai-landais et chinois. Une réponse qui a fait sourire sur les bords de la Tamise. Le LME est avant tout un marché à terme sur lequel les intervenants se couvrent par des contrats «papier» contre les risques de fluctuation des prix. Ce n'est que résiduellement un marché de livraison de métal physique.

Régulièrement, les industriels de la transformation s'insurgent contre ce qu'ils appellent le « diktat » du LME, critiquant des prix qui ne ressètent que de très loin, et de façon caricaturale, la véritable situation des échanges. L'épisode japonais ajoutera sans nul doute de

ÉRIC FOTTORINO

L'aluminium déprimé

Les cours de l'aluminium à Londres sont passés, cette semaine sous la barre des 50 cents par livre. Pour 75 % des producteurs occidentaux, ces prix sont inférieurs à leurs coûts de production. Malgré les réductions de capacité décidées en 1991 (pour un total évalué à 870 000 tonnes), les prix ne devraient pas connaître de sensible amélioration avant 1995.

L'OPA d'Accor sur les Wagons-lits

Le début d'une longue bataille?

Le jugement du tribunal de commerce condamnant, mercredi décembre, Accor à payer à Sodexho, Rolaco, Deminor et quel-ques antres actionnaires les titres de la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWLT) 12 500 francs belges au lieu des 8 650 francs proposés a déjà entraîné la prolongation (à Bruxelles et Amsterdam) ou la réouverture (à Paris) jusqu'au 19 décembre de son offre publique d'achat (OPA). Mais l'affaire ne s'arrêtera sans doute pas là.

Le tribunal a estimé qu'e un fais-ceau convergent de présomptions graves et concordantes apporte au tribunal la preuve que, par l'acquisi-tion originaire de titres Wagons-lits, en juin 1990, le contrôle conjoint ide la CIWLT, NDLR] fut conféré à Accor, Cobefin [filiale belge d'Ac-cor, constituée avec la Société générale de Belgique] et Sofitour [filiale à 54 % de la Caisse des dépôts), ces sociétés ayant convenu, en raison et par le canal de leurs actionnariats internes respectifs, d'exercer ensemble le droit de décider des principales orientations de Wagons-lits ».

Le tribunal s'est notamment appuyé sur le calendrier des acqui-sitions faites par Accor et Cobefin

et sur les conditions du changement d'actionnariat de Sofitour, «qualifiées de mystérieuses par un rapport de la Cour des comptes». Dans ces conditions, ces trois sociétés auraient du offrir à tous les actionnaires qui le souhaitaient la possibilité de céder tous leurs titres au prix de 12 500 francs.

Accor, niant tout « contrôle

Non, la Banque fédérale d'Alle-

magne n'a pas relevé ses taux

directeurs jeudi 5 décembre. Oui.

elle est capable de le faire dans

quinze jours ou dans les semaines

qui viennent, ou dans les premiers

mois de l'année 1992. Les diri-

geants ont multiplié les déclara-

tions menaçantes, tel son président,

M. Helmut Schlesinger, affirmant:

«La Bundesbank ne peut se satis-

faire d'un taux d'inflation de 4 % »

Evoquant l'accélération de la crois-

conjoint », a déja décidé de faire appel. La Caisse des dépôts pour-rait suivre : sa filiale Sofitour est elle aussi condamnée à payer, a solidairement » avec Accor el Cobefin. Mais la première procédure n'est elle-même pas achevée sur un point annexe: le tribunal, en effet, n'a pas encore décidé si, au prix de 12 500 francs, il faut ajouter le montant des frais financiers, comme le réclamaient les plaignants. Surtout de nouvelles actions pourraient naître à propos de l'OPA : littéralement, le prix de 12 500 francs n'est dû qu'aux plai-gnants. Accor s'est engagé à le verser aux autres vendeurs... si la Cour d'appel confirme le jugement. D'autres actionnaires ne vont-ils pas à leur tour s'adresser au tribunal pour être sûrs d'obtenir le

L'ombre de la Bundesbank sance de la masse monétaire M3 depuis le début de l'année à 4,8 %. tout près du haut de la fourchette impartie (5 %), il a déclaré : « Dans ces conditions, je ne vois pas de place pour une baisse des taux». Lui faisant écho, M. Otmar Issing, membre du directoire de la Banque fédérale, a estimé qu'un taux d'inflation de 4 % était « inacceptable » et de nature à déclencher une spi-

rale inflationniste prix-salaires. A l'issue du très long conseil d'administration de la Banque, le jeudi 5 décembre, M. Schlesinger a rendu publique la nouvelle fourchette de croissance pour la masse monétaire M3 en 1992, soit 3,5 %-5,5 % contre 4 %-6 % en 1991, ramenée à 3 %-5 % en juillet dernier. Il a souligné que la nouvelle fourchette ne signifiait nullement un desserrement de la politique monétaire allemande, et souligné qu'il souhaitait voir le taux d'inflation de l'ex-RFA revenir à 2 %, mais, concède-t-il, pas avant 1993. M. Schlesinger a ajoute que personne, chez les partenaires sociaux, n'accepterait un regain d'inflation en Allemagne.

De toute façon, la Bundesbank ne pouvait, même si elle l'avait voulu, relever ses taux directeurs à la veille du sommet européen de Maastricht : cela eut constitué une véritable provocation. Mais rien ne l'empêchera de le faire après, à moins qu'une dégradation plus poussée de la conjoncture ne la rende prudente. Le PNB ouest-allemand a fléchi de 0,5 % au troisième trimestre, après avoir baissé de 0.5 % au deuxième trimestre. Même si le PNB reste en augmentation de 2,5 % par rapport à la même période de 1990, les économistes considèrent que l'Allemagne occidentale est entrée en récession, l'activité devant encore faiblir au cours des deux prochains trimestres, et la croissance ne reprendre

qu'à l'été 1992. Par ailleurs, le chômage s'est aggravé en novem-

Outre-Rhin, de bons esprits inclinent à penser que la Bundesbank a besoin d'un ralentissement de l'économie et d'une hausse du chômage pour calmer les revendications salariales et conjurer, ainsi, tout dérapage inflationniste. A Paris, la tendance a évolué en dents de scie sur un MATIF où le cours de l'échéance décembre a oscillé de part et d'autre de 106, finissant la semaine à 105,80 environ, soit un rendement de 8,91 % pour l'OAT dix ans, contre près de 9 % la semaine dernière, ce qui marque une légère amélioration.

L'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor s'est, sans surprise, effectuée à la hausse, le rendement de l'OAT dix ans passant de 8,80 % le mois dernier à 8,96 %, et celui de l'OAT trente ans s'élevant à 8,99 % contre 8.88 %

Il convient de noter qu'un relèvement éventuel des taux directeurs allemands, essentiellement le Lombard, actuellement de 9,25 %. et qui pourrait passer à 9,75 %, était, en fin de semaine, pratiquement pris en compte par le marché : le loyer de l'argent au jour le jour oscille autour de 10 % et le taux du trois mois est proche de 97/8 %. Cette semaine, la Banque de France a publié sa nouvelle norme de progression pour la masse monétaire M3, soit une fourchette de 4 % à 6 % en 1992 contre 5 % à 7 % pour 1991. Cette norme se borne à prendre acte du ralentissement de l'économie en 1991, qui s'est traduit par une croissance moins rapide de M3 (5 % en perte annuelle pour l'instant), donc au bas de la fourchette assignée l'an dernier.

FRANÇOIS RENARD

La mort d'un lycéen de Saint-Denis

Un élève de seconde, âgé de dix-sept ans, du lycée Paul-Eluard de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a été mortellement blessé, jeudi 5 décembre, par l'effondrement d'un panneau de basket-ball dans la cour de l'établissement. L'accident s'est produit en fin d'après-midi. Libérés de leurs cours une heure plus tôt que d'habitude, du fait d'un changement d'horaire d'un cours d'histoire, un groupe d'élèves jouait sur le terrain de basket lorsqu'un des panneaux, pourtant scellé dans le béton, s'est écroulé. Les lourds tubes de ferraille qui le supportaient étaient complètement rongés par la rouille.

Les enseignants du lycée avaient, à plusieurs reprises, alerté les autorités sur les risques présentés par ce terrain de sport vétuste qui appartient au lycée mais est ouvert sur le quartier et où viennent iouer de nombreux ieunes des cités voisines. Une commission de sécurité était passée depuis la rentrée, mais cette inspection n'avait, semble-t-il, rien révélé d'anormal. En outre, le lycée Paul-Eluard fait l'obiet actuellement d'un plan de rénovation engagé par le conseil régional pour un montant de 150 millions de francs. Malheureusement. les travaux engagés ne touchent pas le terrain de basket qui se situe sur l'emplacement du futur chantier de prolongement du métro.

Une assemblée générale des enseignants, vendredi 6 décembre, a décidé de suspendre les cours jusqu'au passage d'une nouvelle commission de sécurité de la ville de Saint-Denis destinée à inspecter l'ensemble des installations. Cette commission est prévue pour mardi 10 décembre.

□ M= Cresson à Montnellier. -M™ Edith Cresson a décidé de se rendre, les mercredi 11 et jeudi 12 décembre, à Montpellier. Selon l'Hôtel Matignon, le premier ministre entend se livrer, auprès des acteurs locaux de la région Languedoc-Roussillon, à un «travail d'explication » sur son action

A l'Assemblée nationale

Les députés renforcent les dispositions de la protection de l'eau

Les députés ont terminé, dans la nuit de vendredi 6 à samedi 7 décembre, l'examen des articles du projet de loi sur l'eau présenté par M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, qui devrait trouver une majorité favorable à son adoption, mardi 10 décembre, au cours de la séance de vote personnel prévue à cette occasion. Seuls les communistes ont annoncé au cours du débat qu'ils voteront contre le projet amendé par les dépu-

Les objectifs d'utilisation des eaux, leur mise en valeur et leur protection seront définis à l'avenir par les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), éla-borés par les commissions locales de l'eau qui rassembleront des représentants des collectivités territoriales, des représentants des usagers et des riverains ainsi que des représentants de l'Etat et de ses services publics, comme l'ont pré-cisé les députés. Les SAGE seront coordonnés à l'échelle des bassins

hydrographiques par des schémas directeurs d'aménagement et de

restion des eaux. Outre cette disposition essentielle du projet, les députés ont également adopté les articles qui précisent le rôle des collectivités locales dans la gestion des eaux, ainsi que ceux relatifs à la police des eaux. Ils ont supprime un presentement interneties le Sécret amendement introduit par le Sénat accordant à l'autorité administrales infractions aux mesures du

Un « cavalier » bucolique

Les députés se sont efforcés de renforcer les dispositions de protection des eaux, notamment en matière de prévention des ruissellements. A propos des autorisa-tions pour les prélèvements ou les déversements d'eau, les députés se déversements d'eau, les députés se sont opposés à ce que les installa-tions hydroélectriques échappent au régime général. Un débat s'est engagé, à ce point de la discussion, sur la pertinence des vidanges décennales opérées par EDF sur ses barrages qui, selon le rappor-teur, M. Guy Malandain (PS, Yve-

lines), « contribuent périodiquemes à faire mourir les rivières». Ils ont lement voté un amendement en faveur du traitement des effluents autres que domestiques pour les exploitations agricoles on les petites unités artisanales on industrielles non soumises à la loi sur les

En revanche, les députés n'ont pas avancé dans la lutte contre le gaspillage. Ils ont supprimé une disposition réduisant la part forfai-taire de la tarification de l'eau au profit de la consommation réelle. De même, ils n'ont pas adopté un dispositif d'exonération fiscale en faveur des équipements agricoles conduisant à une économie d'eau.

Au fil du projet de loi, ils ont supprimé un «cavalier» bucolique introduit par le Sénat à propos de gardes-champêtres et modifié les dispositions votées par les sénateurs sur le droit de la pêche qui exonéraient de la taxe de pêche les pêcheurs en eaux closes. Seuls les pêcheurs en plans d'eau inférieurs à 10 000 mètres carrés ne seront pas tenus de s'acquitter de cette

GILLES PARIS

Les bombes aérosols en accusation

Faut-il interdire les bombes aérosols dont le gaz propulseur - du butane, de l'isobutane, du propane, etc - est un produit inflammable? Faut-il renforcer l'information sur les conditions d'utilisation de ces produits par des modes d'emploi et des vignettes plus claires sur les risques encourus? Au vu des tarribles séquelles, révélées par Antenne 2 et l'hebdomadaire VSD, dont on à été victime Denis Beloliel, un jour de février 1990, une réflexion s'impose.

Le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, vient d'ailleurs de demander à son collègue du ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation, M. François Doubin, « de faire une évaluation rapide, sous un mois, de la situation ». Le service de la répression des fraudes, qui dépend du ministère de la consommation, a déjà lancé une action visant à vérifier si les fabricants de bombes aérosols ont bien suivi les recommandetions adressées, dès juin 1991, par la commission de sécurité des consommateurs.

Si tel n'était pas le cas, les pouvoirs publics envisagent de prendre des mesures pour les

rendre obligatoires dès le début de l'année prochaine. Reste que la suppression des fameux CFC, non inflammables et non explosifs, mais responsables en partie de la destruction de la couche d'ozone, a multiplié l'usage du butane, du propane et de l'isobutane comme agents propulseurs. En attendant l'avènement de substituts inertes en cours d'élaboration dans les laboratoires, la plus grande prudence est donc de règle même si le Comité français des sérosols fait remarquer que « huit milliards d'aérosols - 400 mil-Kons pour le France - sont vendus chaque année dans le monde » et que «le type d'acci-dent » qui a défiguré Denis Beloliel est etout à fait exception-

Une explication qui ne satisfait guère le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, plutôt enclin à des mesures d'interdiction chaque fois que cela est possible, mais que le ministre de l'environnement n'épouse pas, préférant suggé-rer un retour au vaporisateur à main traditionnel en attendant l'avénement des propulseurs de quatrième génération.

La préparation des élections législatives

M. Giscard d'Estaing: l'opposition n'acceptera pas de «compromis» en 1993

M. Valéry Giscard d'Estaing affirme qu'en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives de 1993 celle-ci « n'acceptera pas de compromis sur le choix politique voulu par les Français ». « Dans la Constitution, explique le président de l'UDF, il n'existe aucun moyen légal d'obliger le président de la République à quitter sa personne à participer au gouverne-ment. En 1988, M. Mitterrand se présentait comme le président de tous les Français. Aujourd'hui, il se présente comme un président socialiste, selon sa propre définition. En 1993, s'il n'a pas de majorité pour poursuivre sa politique socialiste, il faudra qu'il forme un gouvernement minoritaire (...) Si nous nous enga-geons à opérer un changement fon-

Dans un entretien paru dans le damental de la politique française. Figaro du samedi 7 décembre, nous ne devons accepter aucun obstacle sur notre route. C'est ce que l'UDF appelle une alternance franche. » M. Giscard d'Estaing précise toutefois que cette alternance peut être «accompagnée, s'il le souhaite, par le président de la République, mais alors il s'engage à approuver et à faciliter le changement de politique voulu par les Français».

Commentant a l'effrondrem sans précédent » de la popularité du chef de l'Etat et de son premier ministre, M. Giscard d'Estaing estime « que la situation politique du présent est plus détériorée qu'elle ne l'a jamais été sous aucun des présidents antérieurs». Cela tient selou lui à « la durée trop longue du pouvoir du président, à « l'épuisesituation de corruption» et à « la maîtriser.»

crise morale». Evoquant la « montée persistante» du Front national, M. Giscard d'Estaing maintient « qu'elle a été voulue par le pouvoir et qu'elle est entretenue par l'inaction du pouvoir sur les problèmes de société qui touchent les Français ».

« Dans le système de François Mitterrand, explique-t-il, le projet, c'est la division. Il a cherché à créer la division dans l'opposition en faisant monter le Front national par des propositions répétées, telles que l'octroi du droit de vote aux étrangers. Puis il a recommandé la proportionnelle, qui est un scrutin de division. Ensuite il a pensé que, pour assurer son pouvoir, il était commode d'utiliser la division dans son propre camp : il l'a créée. Il se trouve aujourd'hui dans une situament du message socialiste», à « la tion qu'il ne sait plus comment

Le secrétaire d'Etat du Vatican

La crise orthodoxes-catholiques au synode des évêques

se défend de tout «prosélytisme» en Russie

CITE DU VATICAN

de notre envoyé spécial

Après l'incident créé en plein synode par Mgr Spyridon Papagheorgiou, représentant le patriarcat ortho-doxe de Constantinople, qui avait reproché à l'Eglise catholique en Russie de «faire du prosélytisme» et de créer des «structures parallèles» (le Monde du 4 décembre), le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat, numéro deux du Vatican, a répondu en personne, vendredi 6 décembre. justifié la décision du pape, en avril dernier, de créer trois diocèses catholiques à Moscou, à Novosibirsk en Sibérie et à Karaganda (Kazakstan), dirigés par trois « administrateurs apostoliques» (et non évêques).

«A cause des déportations de population, les soixante-dix ans de communisme ont provoqué un change-ment de la topographie religieuse en URSS», a expliqué le cardinal itaien, citant pour la première fois les chiffres de la population de catholi-ques latins: 50 000 à Moscou, d'ori-gine polonaise, 80 000 dans la région

CHINE : ouverture du procès d'un étudiant dissident. - Une affi-

chette apposée à l'extérieur d'un

tribunal de Pékin, vendredi

6 décembre, a annoncé l'ouverture

du procès du dirigeant étudiant Li

Minoi, accusé de propagande con-

tre-révolutionnaire et d'agitation

politique. Il avait été arrêté le

4 juin 1990, après avoir prononcé un discours à l'université de Pékin.

à l'occasion du premier anniver-saire de la répression du « prin-

temps de Pékin». Par ailleurs, une

association américaine de défense

des droits de l'homme a demandé

à la Chine des renseignements sur

dix détenus politiques qui auraient

entamé mi-novembre une grève de la faim. Pékin a qualifié ces infor-

EN BREF

de Novosibirsk, en Sibérie, de souche allemande et polonaise, 40 000 dans celle de Volgograd, et surtout 500 000 fidèles d'origine allemande dans le Kazakstan. «A ces catholiques qui avaient déjà souffert de leur tragique déportation et de l'obandon dans lequel ils étaient laissés, le pape ne devait-il pas assurer un minimum d'assistance?», a demandé le cardinal Sodano, en s'adressant aux orthodoxes russes, dont le patriarche, Alexis II de Moscou, avait qualifié l'attitude catholique de «braconnage religieux ».

En ce qui concerne la légalisation et la restitution des biens aux Eglises uniates d'Ukraine et de Roumanie qui ont donné lieu à des violences avec les communautés orthodoxes, le cardinal Sodano a dégagé la responsabilité du Vatican et a conclu en assurant aux orthodoxes que «la réorganisation de l'Eglise catholique dans les pays d'Europe orientale n'a pas eu la moindre intention de prosé-lytisme».

H. T.

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans, l'attaque japonaise sur Pearl-Harbor...

ÉTRANGER

Le sommet européen de Maas-Le long combat des socialistes, par Jacques Kergoat.....

Un demi-siècle de controverses françaises sur l'Europe, par André URSS : « l'Etat confédéral » de

M. Gorbatchev semble Irrémédia blement compromis L'élection présidentielle en Moldavie : les partisans de la réunification avec la Roumanie s'opposent

aux russophones...... Yougoslavie : Flambée de violence sur tous les fronts : Les Etats-Unis imposent des sanctions à l'ensemble des Républiques de la Fédéra tion; L'Allemagne confirme son intention de reconnaître la Croatie et la Slovénie.....

Pologne : l'investiture du nouveau premier ministra... Sénégal : « Etat de grâce » et c bombe sociale » à Dakar .

POLITIQUE

La préparation des élections régio-M. Alain Bayrou (UDF-PR) est éku maire de Briancon ..

Livres politiques par André Laurens : Pures fictions

SOCIÉTÉ

La diversification des activités de la Sonacotra est mise en cause par la Cour des comptes ... Le Comité national d'éthique dénonce les profits commerciaux réalisés à partir du sang humain .. 15

HEURES LOCALES

nouveau tramway de Saint-Etienne

Un entretien avec M. Paul Quilès. 17

La zone franche de Manaus connaît

sins britanniques... ways et KLM Revue des valeurs .

COMMUNICATION

Services

3615 LEMONDE 3615 LM Le numéro du « Monde » daté 7 décembre 1991

• Quel avenir pour la coopération interrégionale? • Minitels municipaux en panne e lle-de-France Du complexe au rêve ; Des féodaux sans suzerain ; Seine de vie . Le

CULTURE

ÉCONOMIE

la décadence Les soubresauts de l'économie L'ouverture dominicale des maga-IBM fait sa perestroīka... Les pourparlers entre British Air-

Crédits, changes,

grands marchés ...

La Cinq dans le labyrinthe 15

Camet. Météorologie Mots croisés Tálévision... La télématique du Monde :

a été tiré à 502 987 exemplaires

La contestation au PCF M. Fiterman prend

des contacts internationaux

M. Charles Fiterman, ancien ministre, membre du bureau poli-tique du PCF, chef de file des communistes « refondateurs », a décidé de nouer des contacts internationaux. Il a rencontré, au début de la semaine, à Paris, M. Gregor Gysi, le président du PSD (Parti du socialisme démocratique), qui tente de reconstruire un parti marxiste sur les ruines de l'ex-PC estallemand, et il va se rendre, du 18 au 21 décembre, en Tchécoslovaquie. Il doit v avoir une série d'entretiens au cours desquels il se propose d'expliquer la tentative rénovatrice menée par les « refon-dateurs » à l'intérieur du PCF.

D'autre part, à Sevran (Seine-Saint-Denis), deux conseillers municipaux socialistes, membres du courant animé par M. Jean-Pierre Chevènement, Mª Michèle Dabé et M. Daniel Kpode, ont annoncé, le 3 décembre, leur démission du PS et leur ralliement au monvement Refondations auquel a déjà adhéré le maire communiste de la ville, M. Bernard Vergnaud. Ils ont expliqué leur décision en disant que « les perspectives d'un changement réel et progressif de société ont disparu dans la dérive d'un pouvoir se réclamant de la gauche mais sans autre

Blocage d'autorisations à l'assemblée de la CSEE

pagnie des signaux et d'équipe-ments électroniques (CSEE) a refusé, vendredi 6 décembre, d'au-toriser le conseil d'administration à procéder à des augmentations de capital, comme l'avait demandé le groupe d'investisseurs Quadral, premier actionnaire de la CSEE avec près de 35,6 % des actions. Sur la dizaine de résolutions sou-mises à cette assemblée extraordinaire, Quadral s'est vu contrer non seulement par le holding italien Finmeccanica qui détient 49 % de deux filiales de la CSEE, mais aussi par une société de porte-feuille, le Groupement privé de

Ces deux actionnaires détiennent

projet que de gérer le capitalisme ».

Finmeccanica, M. Luciano Acciari,

a indiqué qu'il ne pouvait accorder

un " blanc-seing » à Quadral,

n'ayant pas connaissance du « plan industriel détaillé ». De son côté,

M. Yazid Sabeg, président de Qua-dral et de la CSEE, bien qu'ayant

société, a déclaré « considérer avoir

le contrôle de la société » et s'est dit

toujours prêt à acquérir 100 % des

actions. Rappelant qu'il s'agit «d'un investissement industriel à long terme», M. Sabeg a pour

objectif de restaurer la capacité

bénéficiaire de l'entreprise. Néan-

moins, celle-ci devrait encore per-dre 30 millions cette année.

mations de « pure affabulation ». -□ INDE : une cinquantaine de perconnes tuées par des séparatis sikhs. - Dix personnes ont été tuées par des militants sikhs, vendredi 6 décembre, à un passage à niveau dans l'Etat d'Uttar-Pradesh (nord de l'Inde), ce qui porte, selon la police, à au moins 51 morts le bilan des violences dans cette l'entreprise. Un représentant de région en deux jours. Jeudi, au noins vingt-six personnes, toutes hindoues, avaient été tuées à Tohana (Etat d'Haryana), buit autres étaient tombées sous les balles des sikhs à un arrêt d'autobus de Pilibhit (Uttar-Pradesh), tandis que dans la ville voisine de Lakhimpur-Kheri, six personnes échoué dans son OPA sur la

> (Reuter, UPI.) ☐ PHILIPPINES: reddition d'un officier factioux. - Le lieutenant-colonei Neon Ebuen, l'un des officiers de haut rang parmi ceux qui ont mené six tentatives de coup d'Etat en cinq ans contre la présidente Corazon Aquino, s'est rendu

> avaient été tuées à un péage. -

aux Forces armées après des négociations avec l'état-major. Il sera réintégré, du fait qu'il a informé les autorités sur les faits et gestes de ses compagnons. Le leader politique des factieux, le colonel Gregorio Honasan, a recemment renoncé à se rendre. Dix autres officiers demeurent recherchés. -

□ SALVADOR : transfert des négociations de paix à New-York. -Les pourparlers de paix entre le gouvernement du Salvador et les rebelles du Front Farabundo-Marti de libération nationale, qui avaient repris fin novembre à San-Miguelde-Allende (Mexique), se dérouleront prochainement au siège new-yorkais de l'ONU, à la demande du sécrétaire général de l'Organisation, M. Javier Perez de Cuellar. Ce dernier a estimé qu'il pourrait ainsi « intervenir personnellement en cas de nécessité » dans ces difficiles négociations, menées sous l'égide de l'ONU en vue de la conclusion d'un cessez-le-feu, qui mettrait sin à douze années de guerre civile. - (UPI, AFP, Reuter.)

□ Négociations rompues entre les rignants de Mantes-la-Jolie et la préfecture des Yvelines. - Les enseignants du quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), en grève depuis le 5 décembre pour protester contre l'insécurité dans le quartier et les mauvaises conditions de travail (le Monde du 7 décembre), ont rompu, vendredi 6 décembre, les négociations engagées avec le représentant du préset des Yvelines. Les enseignants ont jugé les propositions (notamment création de onze postes et indemnisation des dégradations de véhicules) « notoirement insuffisantes »